

L'arrestation de M. Venturi
fait rebondir à Marseille
l'affaire des fausses factures

(Lire page 10, l'enquête de
Michel BOLE-RICHARD.)

Le Monde

Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3.50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ;
Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique,
25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;
Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 60 pes. ; Grèce, 45 p. ;
Irlande, 50 sh. ; Liban, 0,350 li. ; Italie, 70 p. ;
Japon, 1000 y. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal,
50 esc. ; Royaume-Uni, 200 F CFA ; Suède, 5,00 kr. ;
Suisse, 1,40 f. ; Tchécoslovaquie, 20 s. ;
Yugoslavie, 25 d.

Paris des abonnements page 6

S. DES ÉDITIONS
75007 PARIS CEDEX 02
Tél. Paris n° 650372
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Clquetis d'armes sur les confins somal-éthiopiens

Les actions de guérilla qui, depuis des années, ensanglantent de façon sporadique les confins somalo-éthiopiens prennent, semble-t-il, une nouvelle fois l'aspect d'une véritable guerre. Si l'on en croit les autorités de Mogadiscio, de violents combats opposent depuis le 15 mai 1982 des troupes éthiopiennes et somaliennes dans la région de Galdadu, en Somalie centrale.

Le contentieux frontalier somalo-éthiopien n'a en réalité guère trouvé de solution que durant cinq ans, de 1936 à 1941. Avec la formation de l'Empire italien, le 9 mai 1936, après la conquête de l'Éthiopie par Mussolini, puis le regroupement de ce pays avec les deux colonies italiennes de Somalie et d'Érythrée au sein de l'Afrique orientale italienne (A.O.I.) administrée par un gouverneur général portant le titre de vice-roi d'Éthiopie, l'unité territoriale exigée par les Somaliens fut réalisée, sous la forme coloniale. Mais, après l'entrée des troupes britanniques à Addis-Abeba en avril 1941, tout fut remis en cause.

Pour les Éthiopiens, l'Organisation fait partie intégrante de leur territoire national. Pour les Somaliens, cette « province perdue » leur a été arbitrairement confisquée. La junte d'Addis-Abeba invoque à l'appui de ses thèses le principe de l'indivisibilité des frontières héritées de la colonisation. Les dirigeants de Mogadiscio mettent en avant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ainsi que de solides arguments ethniques, linguistiques, culturels et historiques.

Au demeurant, lorsque les armées régulières évitent tout affrontement direct, Éthiopiens et Somaliens continuent de se battre à l'autre, à s'affronter par personnes interposées. Des « shifitas », éléments dits incontrôlés, en fait encouragés en sous-main par l'Éthiopie, se chargent de harceler les garnisons somaliennes voisines de l'ogaden. Les guérilleros du Front de libération de la Somalie occidentale (F.L.S.O.), armés par les Somaliens, mènent des embuscades et actions de commandement contre les forces éthiopiennes.

Après avoir longtemps joué en faveur de l'Éthiopie, l'équilibre des forces s'est, à la corne orientale du continent africain, modifié en faveur de la Somalie. C'est pourquoi, en 1977, Mogadiscio crut pouvoir prendre l'initiative et lancer une offensive en direction de l'ogaden. Celle-ci fut brisée l'année suivante par les Éthiopiens, solidement appuyés militairement par les Soviétiques et les Cubains. Aujourd'hui, les Somaliens et Éthiopiens se trouvent dans une même position délicate, par suite de la vigueur des tensions internes auxquelles ils ont à faire face.

La junte éthiopienne marque le pas devant les Érythréens en lutte depuis vingt ans et se heurte à de nouveaux mouvements centrifuges, dont ceux du Tigre et du Wollo. Le gouvernement du général Siyad Barre fait face à des éléments contestataires de plus en plus nombreux et combattifs, tandis que l'élite politique somalienne commence à prendre le chemin de l'exil. N'ayant pas su procéder aux réformes indispensables, n'ayant pas parvenu à réconcilier une nation divisée contre elle-même entre partisans et adversaires de la poursuite de l'expérience socialiste, le président somalien est de plus en plus isolé. Tout incite les hommes au pouvoir à Addis-Abeba et à Mogadiscio à fixer l'attention de leurs compatriotes sur le claquage d'armes qui bruit à la frontière de l'Alsace-Lorraine de la Somalie.

La lutte contre l'inflation et les polémiques sur la décentralisation

Les prix et les revenus resteront sous contrôle pendant dix-huit mois

M. Pierre Mauroy a réaffirmé, mercredi 7 juillet à France-Inter, au cours de l'émission « Face au public », que le blocage des prix et des revenus serait limité à quatre mois. Il a ajouté que le dispositif serait consolidé par un « traitement de dix-huit mois ».

Ce traitement concernera les modalités de sortie du blocage, producteurs et distributeurs étant invités à signer des contrats de modulation. Il concernera également les salaires qui ne seront plus systématiquement indexés sur le coût de la vie. En réalité le gouvernement paraît décidé à installer durablement — tout en y apportant des assouplissements — un certain dirigisme.

Le dirigisme

par PAUL FABRA

Maisonnais est désormais persuadé que le dirigisme ne doit pas prendre fin avec le blocage des prix et des salaires. La première et la plus importante application de cette conviction devrait être la mise en vigueur après le 1^{er} novembre 1982, d'une politique des revenus au sens classique que l'on donne à ce terme.

L'objectif est d'éviter à tout prix, ce qui est toujours malaisé, une explosion des rémunérations à la sortie du blocage. Mais on espère aller plus loin : encadrer un mécanisme de négociation « décentralisé ». Cela signifie d'abord rompre avec le système traditionnellement appliqué en France

d'ajustement trimestriel du niveau des salaires à la hausse constatée du côté de la vie. Il y a encore quelques semaines, le gouvernement entendait remplacer cette pratique par ce qu'on a appelé le système Delors, qu'il trouve aujourd'hui encore trop permissif en ce sens qu'il consistait à prévoir d'avance des étapes de hausse en fonction d'un objectif déterminé par le gouvernement (10 % d'augmentation des prix, par exemple), mais en prévoyant deux fois par an la possibilité d'un rattrapage. Le nouveau dispositif auquel on songe est plus conforme à la politique négative suivie par les gouvernements conservateurs et socialistes britanniques.

(Lire la suite page 26.)

Le nouveau statut de Paris créera vingt municipalités au sein de la commune

Les intentions gouvernementales relatives à la réforme du statut de Paris ont été précisées, mercredi 7 juillet, par M. Pierre Mauroy, qui a confirmé sa volonté de doter la capitale d'un régime de décentralisation particulier en nuançant les déclarations faites antérieurement par M. Gaston Defferre.

Le projet de loi en préparation sera présenté à l'automne à l'Assemblée nationale. Il disposera que la capitale comprendra une commune de Paris dirigée par un maire élu par un « Conseil de Paris » et vingt municipalités d'arrondissement composées de conseillers élus au suffrage universel.

Ces indications, qualifiées par M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., de « bouillie pour les chats », ne satisfont pas les partisans de l'opposition M. Chirac, devant la « gravité de la situation », a convoqué le conseil politique du R.P.R. pour le 15 juillet.

Le R.P.R. et l'U.D.F. protestent également contre le projet particulier de décentralisation visant à instituer dans chacun des départements d'outre-mer une assemblée unique élue au scrutin proportionnel.

La pagaille

par RAYMOND BARRILLON

Qu'il s'agit de la durée du service militaire, de la finalité de la politique énergétique ou de bien d'autres sujets de moindre importance, la fin de l'été 1981 avait été marquée par une rétrospective des décisions gouvernementales. Les nouveaux venus au pouvoir, qui ne cessent de se contredire, pouvaient alors exposer de leur inexpérience.

Au début de l'été 1982, l'absence n'est évidemment plus recevable. On est donc porté à s'émouvoir

et non à sourire du spectacle de pagaille qui nous est offert depuis quelques jours, et de l'extravagance manichéenne dont est mise en application la doctrine du premier ministre selon laquelle « les membres du gouvernement doivent pouvoir participer à la discussion politique et peuvent même l'initier » (1).

L'avancée, le repli, le re-avancé et les autres, le président de la République, le président de la République, ont de quoi rendre folles les têtes les plus solides.

(1) Pierre Mauroy : « Gouverner autrement » (Le Monde du 20 avril 1982).

(Lire la suite page 8.)

La bataille de l'outre-mer

Une semaine après avoir engagé la « bataille de Paris », le gouvernement lance la bataille de l'outre-mer. Cette fois, l'effet de surprise ne joue pas. Dans les départements concernés le débat est permanent depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Côté gauche, les socialistes et leurs alliés locaux réclament l'application du programme électoral de M. Mitterrand prévoyant, dans chacun des DOM, le remplacement du conseil général et du conseil régional par une assemblée unique élue à la proportionnelle. Dans ces anciennes colonies, où le pouvoir des élus locaux s'exerce plus pesamment que dans les départements métropolitains, il s'agit de faire participer directement toutes les forces politiques à la vie publique.

Côté droite, les élus locaux de l'opposition, majoritaires dans les assemblées des départements, mènent campagne contre ce projet qui porte en germe, selon eux, une menace de rupture des liens institutionnels avec la métropole.

Au terme d'une longue réflexion, il paraît informé des positions des uns et des autres, le président de la République confirme sa fidélité à ses engagements. Hériter davantage s'il désire ses partisans aux yeux des citoyens locaux.

La combat sera rude. M. Michel Debré, qui, en sa qualité de député de la Réunion, conduit la croisade de l'opposition contre toute discrimination politique à l'encontre des DOM, annonce déjà la couleur : « Le gouvernement veut la guerre, il l'aura. Le R.P.R. sonne le tocsin. En son nom, M. Bernard Pons lance un appel à la résistance ».

L'enjeu vaut-il ce vacarme ? Oui, à une double condition : que, de part et d'autre, on s'accorde pour admettre que, au-delà de cette polémique, les véritables urgences, dans les terres françaises d'outre-mer, sont plus économiques et sociales qu'institutionnelles ; que chacun mette autant d'énergie à entreprendre pour transformer les réalités qu'à guerroyer sur les terrains électoraux.

(Lire page 6.)

ÉCOLES PALESTINIENNES EN JORDANIE

Lire page 5 le début de l'enquête de CHARLES VIAL

AU JOUR LE JOUR

Aide

C'était un simple malentendu. Nous avions mal compris les projets gouvernementaux. La commune de Paris survit. Il y aura un grand maître et vingt petits. Il n'était pas question de décapiter Paris, mais seulement d'offrir à Jacques Chirac, submergé par le nombre de ses mandats.

Les Corréziens respirent.
HENRI MONTANT.

Jour ordinaire à Beyrouth...

Aucune décision n'a été rendue publique à l'issue de la réunion extraordinaire du gouvernement israélien consacré aux tractations en cours pour régler la crise libanaise. M. Begin cherche apparemment à obtenir de Washington des « éclaircissements » sur certains points litigieux du plan américain destiné à assurer l'évacuation des fedayins de Beyrouth-Ouest. Le chef de la diplomatie israélienne, M. Itzhak Shamir, a, pour sa part, renouvelé ses critiques à l'encontre des positions françaises.

Beyrouth. — Saeb bey dort (1). Et l'antichambre somnole, où se pressent obligés et courtois venus goûter un brin de faveur ou simplement offrir l'hommage d'une présence muette. On pia-

A Beyrouth-Ouest, le cinquième cessez-le-feu mercredi en fin d'après-midi à la suite de duels d'artillerie prolongeant les violents bombardements de la nuit de mardi à mercredi, qui ont touché de nombreux quartiers de Beyrouth-Ouest et de ses banlieues. Selon Tel-Aviv, quatre soldats israéliens ont été tués dans la région de Beyrouth, au cours des affrontements de mardi et de mercredi.

De notre envoyé spécial DOMINIQUE POUCHIN

font ainsi — mais la sieste du maître est longue — une escouade de journalistes en chasse de quelques mots, qui jettent enfin une fleur sur l'échec d'un observateur des tractations beyrouthines. Saeb bey dort et ses cerbères veillent. Les siestes se prolongent à mesure que les nuits s'écoulent. Car Beyrouth ne négocie vraiment que dans le noir opaque qui la recouvre, à l'heure où ses tourtereaux s'endorment. Alors, dans les salons de la grande demeure, commence le lent ballet des émissaires, des conseillers et des négociateurs.

Saeb bey tisse et retisse sa toile. « Je ne salue d'aucun côté », aime-t-il à dire dans un frémissement de paupière. C'est vrai, je suis en contact avec tout le monde. « Ambassadeur occulte des princes saoudiens à Beyrouth, il peut réveiller M. Philip Habib, l'ambassadeur américain

au Proche-Orient, quand on se moque par trop du cessez-le-feu à l'horizon des banlieues sud. Téléphonez une heure par jour à « cheikh Béchir », le grand chef du camp chrétien. Faire part au président Sarkis, un peu lointain sur ses hauteurs de Baabda, de l'état de santé de sa capitale assiégée. Mais aussi et surtout parler, palabrer, négocier au plus près avec un Yasser Arfat si habile à faire languir tous ceux qui exercent chaque jour de lui voir enfin les talons. Au centre des coulisses beyrouthines, Saeb Salame, le tout-puissant leader sunnite, n'ignore rien de ce qui se chuchote, s'échange, se trame. Mais, en cet après-midi moite, il ne dit mot. Il dort.

(Lire la suite page 3.)

Les enfants de choeur.

Alphonse Boudard

« C'est humain, drôle, écrit, composé. Une de ses meilleures réussites ». Jacqueline Piatier - Le Monde.

288 pages, 65 F.

Flammarion.

Dernière minute

UN APPEL DE M. BREJNEV AU PRÉSIDENT REAGAN

Moscou (A.F.P.). — M. Leonid Brejnev a lancé, le jeudi 3 juillet, un appel au président Reagan, lui demandant de faire tout ce qui est en son pouvoir pour arrêter l'extension de sang au Liban et la destruction barbare par les forces israéliennes des Libanais et des Palestiniens.

M. Brejnev a d'autre part, selon l'agence Tass, mis en garde le chef de la Maison Blanche contre l'envoi d'un contingent de forces américaines au Liban, estimant que cela obligerait l'U.R.S.S. à adapter sa politique à cette nouvelle réalité.

QUESTIONS AUX ÉCRIVAINS

Tenez-vous un journal intime ?

Le Monde des livres a adressé à une trentaine d'écrivains français le questionnaire suivant :

1) Tenez-vous un journal intime ?
Si oui, ou si non, quelles sont vos raisons ?
2) Si oui, qu'y consignez-vous ? Quel rapport ce journal entretient avec votre œuvre ?
3) Si oui, pouvez-vous nous en donner quelques pages à publier ?
Nous n'avons pas sollicité les écrivains qui font du journal intime la matière essentielle de leur œuvre. Nous avons interrogé, au contraire, des auteurs qui se sont fait connaître dans des romans ou des essais pour savoir s'ils doutaient cette activité créatrice d'un accompagnement secret.

Les réponses que nous avons obtenues sont très diverses par leur longueur et leur contenu. Les uns nous ont dit très brièvement pourquoi ils

ne s'adonnaient pas à cet exercice d'écriture, même s'ils appréciaient vivement les œuvres intimes d'autrui et les lisent. D'autres reconnaissent qu'ils recourent volontiers aux carnets, mais strictement pour eux-mêmes. S'ils les sentent hors d'usage, ils les jettent volontiers, ou se promettent de les brûler.

Quelques-uns seulement ont répondu à notre demande de textes et nous donnent en primeur des pages inédites.

Tandis que Balthus Didier, auteur d'un ouvrage intitulé *Le Journal intime* (PUF), écrit ce genre littéraire et rappelle ses grandes illustrations nées et aujourd'hui, nous commençons la publication des réponses reçues. Hervé Bazin, Julien Gracq et Marguerite Yourcenar ouvrent le feu.

(Le Monde des livres, page 13.)

Paris RENOV
ANT INSTALLATEUR
DIRECT D'USINE

changez vos vieilles fenêtres

EN PVC

ANS DE GARANTIE

RENNOV
Tél. 426 60 41
CHATUIT 3 MOS

Le Monde

idées

RÉPLIQUES A... GASTON DEFFERRE

LA BATAILLE DE PARIS

Pris à témoin par Gaston Defferre dans le Monde du 7 juillet, André Fanton et Jean-Pierre Soisson font remarquer que les propositions par eux soumises sur le statut de Paris remontent au temps où la capitale avait encore un préfet et ne sauraient donc être invoquées pour remettre en cause l'autorité de son maire. Emmanuel Le Roy Ladurie, de son côté, voit dans l'opération une étape du démantèlement des obstacles à la colonisation des pouvoirs. Dans le camp majoritaire Georges Sarre plaide pour une solution conforme à la tendance générale à la décentralisation, tandis qu'Huguette Bouchardeau insiste sur la nécessité de donner la parole aux habitants des quartiers.

De mauvais alibis

par ANDRÉ FANTON (*)

M. DEFFERRE, pour tenter de justifier les projets de gouvernement tendant à décapiter et à démanteler Paris, aime à citer les autres. Malgré la mise au point que j'ai déjà faite à la télévision et dans la presse, il continue à faire mine de croire que le R.P.R. et l'U.D.F. sont en quelque sorte les inspirateurs de cette idée extravagante. Encore une fois, je rappellerai que ma proposition d'élire des municipalités d'arrondissement a été faite à l'époque où Paris était administré par un préfet, aux côtés duquel se trouvait le conseil municipal de Paris; dans mon esprit, il ne s'agissait alors nullement de démanteler Paris, mais au contraire de mieux l'administrer; dans les arrondissements de la capitale, des sous-préfets devaient assurer cette meilleure administration, la présence à leurs côtés de conseils élus favorisait la participation des Parisiens.

Lorsque Paris fut doté d'un maire, en 1870, j'avais proposé, en ma qualité de rapporteur du projet, et à l'initiative de mes collègues de la majorité d'alors, de créer des commissions d'arrondissement.

M. Defferre, si soucieux de décentralisation, n'a jamais demandé qu'un système semblable soit institué à Marseille ou ailleurs: aujourd'hui Paris est toujours la seule ville de France où fonctionne une telle décentralisation.

Puisque M. Defferre aime la lecture, peut-être pourrait-il relire ce qu'il écrivait avec M. François Mitterrand dans leur proposition de loi n° 2031 qu'ils avaient déposée le 28 novembre 1975:

« L'exécutif de la Ville de Paris doit être un maire élu par le Conseil

et responsable devant lui. Il doit avoir à sa disposition et sous son autorité l'ensemble des services et de leur personnel qui sont nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Ainsi la Ville de Paris, enfin dotée des moyens de l'autorité politique et de la représentation démocratique, deviendra une collectivité majeure et responsable, à la hauteur des tâches qui incombent à une capitale. »

Quoi de plus clair: tout le monde s'accordait alors sur les mérites de la réforme. C'est si vrai que le projet du gouvernement de donner un maire à Paris ne fut refusé que par un seul député sur quatre cent quatre-vingt-dix.

Depuis 1977, personne, je dis bien personne, n'a proposé de modifier ce statut pour mettre en cause l'unité politique et administrative de la Ville de Paris, le pouvoir de son Conseil et l'autorité de son maire.

Il a fallu que les socialistes parisiens (dans leur recherche éperdue des moyens d'échapper à une défaite qui chaque jour s'annonce plus inéluctable) se rendent compte qu'aucun système électoral, fût-il le plus alambiqué, ne leur permettrait d'y échapper pour que le gouvernement finisse par proposer de décapiter et de démanteler Paris.

M. Defferre semble aujourd'hui nous dire que rien n'est décidé. Pourquoi, alors, toute cette agitation? Peut-on espérer que le sang-froid et la sagesse retrouveront leurs droits? Car il s'agit, bien sûr, de l'intérêt de Paris et des Parisiens, mais il s'agit aussi de l'intérêt national, car Paris appartient à la France!

(*) Ancien ministre R.P.R.

Une reculade

par J.-P. SOISSON (*)

Il appartient au maire et au Conseil de Paris de se déterminer face à ce qui apparaît déjà comme une reculade du pouvoir.

Il appartient à tous les élus de l'opposition d'aider leurs collègues de Paris face à l'agression dont ils sont l'objet.

C'est ainsi que le conseil municipal d'Auxerre, sur ma proposition, décidé, dès le 2 juillet, de voter une motion de soutien au Conseil de Paris.

Les maires et les élus locaux savent qu'une commune n'est pas une entité administrative abstraite qu'on crée ou qu'on supprime d'un trait de plume. La notion de commune répond à celle de communauté, c'est-à-dire à l'existence d'une société d'hommes partageant ensemble une histoire, une mémoire, un cadre de vie.

J'appelle les conseils municipaux à suivre l'exemple d'Auxerre et à témoigner leur solidarité à la première des communes de France.

(*) Ancien ministre, député U.D.F., maire d'Auxerre.

Une logique gramscienne

par EMMANUEL LE ROY LADURIE (*)

DEPUIS le Moyen Âge, Paris a toujours formé une unité. Elle fut reconnue sur un plan municipal (le prévôt des marchands d'Ancien Régime) ou administratif (les préfets parisiens du dix-neuvième siècle, parmi lesquels l'extraordinaire Haussmann). Il s'agit là d'un fait sociologique et, osant le mot, d'une donnée de civilisation. On n'écartera pas Florence ou New-York, on ne charcutera pas Rome ou Athènes. On n'atomise pas Paris. Le boulevard Saint-Germain ne change pas d'essence en passant du V au VI^e arrondissement. Un habitant de la capitale n'est pas « du 1^{er} » ou du « 15^e » arrondissement. Décentraliser, c'est justement donner le pouvoir, entre autres, à des unités vivables de dimension parisienne, et non pas briser celles-ci en vingt « villes » (1). Ou alors qu'on casse aussi Marseille...

quienne (qu'on l'approuve ou non. C'est un autre problème) incarnait un contre-pouvoir. Elle répondait sur ce point à l'exigence démocratique d'Alain: « Arrêter le pouvoir par le pouvoir. »

Les principes qui nous gouvernent sont d'un autre avis. Incapables de gérer l'emploi ou tout simplement la monnaie, ils se laissent glisser naturellement sur leur ligne de plus grande pente. Ils proposent une logique gramscienne de colonisation des pouvoirs. Donc ils démantèlent les obstacles successifs. Ils s'emparent les uns après les autres des leviers de commande. L'un prend Citroën, l'autre, Paris. « Passe-moi Talbot, je te passerai Chirac. » En agissant de la sorte, ils font fi d'une certaine masse parisienne qu'ils baptisent commodément « bourgeoise ». Dans sa majorité, elle refuse la langue de bois et l'idéologie dominante des socialistes ou communistes. J'ai le droit d'écrire cela, sans tomber pour autant dans un manichéisme droite/gauche que j'aborde et que Mauroy comme Defferre souhaitent de tout leur cœur.

Au fait, pourquoi vingt villes? Pourquoi pas quarante ou cinquante? Et si le XVI^e arrondissement vote mal, ne pourrait-on aussi le « décentraliser »? Etrange avatar d'une grande doctrine: « décentralisation » devient synonyme de dépeçage, et de multiréférentisme municipal. Qu'on n'aille pas dire non plus, à la manière de M. Sarre, qu'il s'agit de rapprocher le pouvoir du peuple. On pouvait le faire sans créer pour autant des micronésies urbaines. Si d'aventure M. Sarre était aujourd'hui maire, nul ne songerait à briser Paris.

Ah, dans quel but, ces récentes propositions, socialistes ou gouvernementales? Elles sont publiées quand de nombreux citoyens sont en vacances. La protestation en devient difficile. Cela permet, comme disait (jadis) la gauche, « tous les mauvais coups ».

La raison de telles initiatives est claire: un journaliste d'Europe 1, d'une voix respectueuse, a même prononcé à ce propos le mot magouille devant M. Quilès. Il est de fait qu'à Paris la municipalité chira-

Je n'ai jamais soutenu jusqu'à ce jour Jacques Chirac, dont les positions maintes fois me furent étrangères. Je me tiens existentiellement pour plus proche de la sensibilité d'un Michel Rocard, à supposer qu'il existe encore; à supposer qu'elle daigne un jour se manifester (on n'a plus guère d'illusions à ce propos). De toute façon, je suis choqué, moralement, politiquement, par ces nouvelles mesures, bêtement machiavéliennes.

Le gouvernement actuel (ou le président?) voudrait-il perdre les prochaines élections municipales, susciter à leur propos un vote populaire de protestation, et sacrer Chirac leader d'une opposition vigoureuse, qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

(*) Historien.

Le temps des grands féodaux est passé

par GEORGES SARRE (*)

DES que seront apaisées les polémiques sur le statut de Paris, on comprendra qu'il vise d'abord à une meilleure gestion de la capitale et à une organisation plus démocratique de ses institutions.

On ne saurait nier bien entendu la dimension politique de l'affaire. Si le député de la Corrèze, conseiller général d'Ussel, a choisi d'installer à Paris sa place forte, c'est bien pour conforter son rôle et obtenir aujourd'hui un titre de chef d'opposition. Est-ce une raison suffisante pour interdire aux Parisiens de bénéficier du mouvement de décentralisation qui s'engage dans tout le pays?

Il est frappant d'observer les convergences de vues qui se manifestent dès lors qu'est étudiée sérieusement la question du statut de la capitale. A des degrés variables, nous retrouvons dans la quasi-totalité des propositions - d'où quelles viennent - l'exigence d'une décentralisation des pouvoirs et des responsabilités à l'intérieur de la capitale.

Les quatorze communes proposées par M. Fanton, les vingt communes préconisées par M. Lafay, les dix-sept communes souhaitées par M. Péronnet, les conseils d'arrondissement élus, prévus par MM. Pado-

et Mesmin, traduisent cette nécessité.

Le centralisme, en effet, est inadaptable pour la gestion d'une ville de 2 millions d'habitants. A cette échelle, la bureaucratie se développe sans entraves, le fossé se creuse entre la réalité quotidienne des quartiers et une administration malade de gigantisme.

Ce n'est pas un hasard si la plupart des grandes villes et des villes capitales du monde occidental ont adopté des structures fondées sur la décentralisation par quartiers ou arrondissements.

Bruxelles et ses dix-neuf communes, Londres et ses trente-deux boroughs, Stockholm et ses comités par quartiers, Tokyo et ses vingt-trois arrondissements, témoignent de cette évidence partout perçue. Rome n'a pas plus résisté à cette nécessité. Depuis 1977, on y élit vingt-sept conseils de circonscription.

C'est donc à un double point de vue que Paris connaissait jusqu'alors un statut d'exception. Par rapport aux autres grandes villes étrangères et par rapport aux institutions locales françaises.

Des agglomérations dont la population varie de 22 000 à

230 000 habitants - c'est en effet la démographie des arrondissements parisiens - ne disposent pas même d'une instance élue au suffrage universel!

Les maires d'arrondissement sont aujourd'hui des coquilles vides. Des « commissions » fantômes composées aux deux tiers de membres nommés soit par le maire, soit par sa majorité, disposent d'un simple pouvoir consultatif, et leurs avis sont balayés sans sommages lorsqu'ils ne sont pas jugés opportuns. Les conseillers de Paris sont étrangers dans leur mairie. Ils peuvent tout au plus y tenir permanence deux heures par semaine. Des « officiers municipaux » nommés et payés par le maire siègent dans les maires annexes: on y retrouve parfois, dans les arrondissements ayant voté à gauche, les battus du suffrage universel, installés là à titre de revanche.

L'unité de Paris sera maintenue

Dépourvus d'instance élue, les arrondissements étaient également sous-administrés. Chaque problème de la vie quotidienne était traité à l'Hôtel de Ville. C'est au niveau central que chaque décision était prise, depuis les travaux dans les écoles jusqu'aux équipements dans les quartiers.

Ce centralisme pesant constituait le meilleur terrain pour le développement de la démagogie, du spectacle et de l'électoratisme qui caractérisent les méthodes du maire de Paris. C'est aussi une source de gaspillage indéniable. En préférant des unités de taille plus réaliste, en instaurant un contrôle démocratique au plus près, nous assurerons une meilleure gestion des deniers publics.

Il y a toujours eu dans la capitale, d'Etienne Marcel au duc de Beaufort, des ambitieux rêvant de drainer Paris contre la France. Eh bien, le temps des grands féodaux est passé. Demain les Parisiens trouveront, dans leur mairie d'arrondissement, un conseil municipal, un maire, des adjoints, élus et responsables. Pour les équipements de quartier, les crèches, la propreté des rues, l'action sociale ou les locaux scolaires, les décisions concernant l'arrondissement seront prises à ce niveau. Les administrés auront affaire à des interlocuteurs responsables et non plus à une administration anonyme.

Au cœur de la plus grande agglomération de France sera retrouvée l'échelle humaine pour traiter des affaires qui touchent directement les citoyens. Nous sommes condamnés à inventer une nouvelle vie urbaine pour demain, plus sociale et plus communautaire. Peut-on croire que nous le ferons en

maintenant un statut médiéval, accordant des pouvoirs combattants à un seul homme les décisions?

Quant à l'unité de Paris, il est clair qu'elle sera maintenue fermement. Le Conseil de Paris, représentant les vingt arrondissements, dira son président qui sera maire de Paris. Il aura compétence pour tout ce qui concerne la ville dans son ensemble: les grands projets d'urbanisme, les grands équipements, les transports. L'expérience des communautés urbaines montre que l'articulation des différents niveaux de responsabilité se réalise sans difficulté majeure. La cohérence de vues, indispensable à la gestion de la capitale, sera donc assurée.

Paris représente d'ailleurs une telle unité, à la fois historique et politique, animée d'une telle force interne que parler de sa « dissolution » ou de sa « destruction » relève d'une affligeante pauvreté de pensée. C'est aussi une manière d'escamoter le fond du débat et de transformer en défenseurs des libertés locales les adversaires de la décentralisation.

A trop vouloir confondre son fief et sa personne, M. Chirac perd toute mesure. Il s'agit d'allier l'exigence de l'unité à l'exigence de la démocratie, de mettre Paris à l'heure de la décentralisation et de créer les conditions d'une vie meilleure pour les habitants de la capitale. Les Parisiens pourront être demain doublement fidèles à Paris.

(*) Député, président du groupe socialiste du Conseil de Paris.

Vingt maires élus en 1870

M. J.-J. Hénard/Inquirer, de Paris (XVII^e), nous écrit:

Personne ne semble avoir fait remarquer qu'en novembre 1870, soit bien avant la proclamation de la Commune, les maires des vingt arrondissements de Paris ont été élus au suffrage universel: l'un d'eux, 4 909 voix sur 14 544, s'appelaient Clemenceau (XVIII^e); un autre, Corbon, élu contre Hugo (XV^e). D'autre part, un comité de défense nationale des vingt arrondissements, composé de députés en nombre égal, faisait figure de « Parlement du peuple ».

Les maires ont été contraints d'accepter l'élection d'une Commune, vite dictatorial, ou de partir, mais on sait le rôle de médiateurs des maires républicains. Et la commune libre de Montmartre?

Les choses sérieuses

par HUGUETTE BOUCHARDEAU (*)

AVEC la polémique sur le statut de Paris, la politique spectacle bat son plein. M. Chirac sonnant le tocsin parce que, au lieu d'une mairie, Paris en comptera vingt, et que, au lieu, comme jadis, d'être nommés, les maires d'arrondissement seront élus: trouver là un manquement à la démocratie est cocasse.

L'actuel maire de Paris voit d'un mauvais œil que les Parisiens disposent de plusieurs conseils. Il préfère ne leur en donner qu'un: laissez-moi faire. Posons la question à M. Chirac: si à l'automne, malgré sa volonté, le projet socialiste prévalait, s'engagerait-il, lui, si chaud partisan de la procédure référendaire, à accepter le référendum d'initiative locale dans les arrondissements? Notre homme politique règne sur la Corrèze et sur Paris et n'aime pas partager le pouvoir: il se ferait sans doute une raison s'il lui était possible d'être maire de tous les arrondissements à la fois.

Mais passons aux choses sérieuses: si l'on veut vraiment que Paris retrouve une vie locale, que ses

quartiers revivent, que la spéculation soit freinée, que les défigurations cessent, que les populations ne soient plus rejetées à la périphérie, que la capitale soit plus vivable, que le tissu social et associatif ne dépérisse plus, il n'est qu'une solution: c'est que les habitants des quartiers aient leur mot à dire. Ils ne pourront le faire que si la grande cité prend une dimension plus humaine. Faire des arrondissements des maires de plein droit en est un des moyens. Les autres concernent la réforme du scrutin, qui doit permettre l'expression et la représentation de toutes les forces politiques, les moyens qui seront donnés aux associations de quartier pour influencer sur la vie communale, le statut qui sera conféré à l'élu afin qu'il ne sorte pas automatiquement des couches privilégiées.

Sans doute aurait-on prêté à M. Defferre moins d'arrière-pensées s'il avait proposé un statut équivalent à Lyon et à Marseille. Pourquoi pas? Ce gigantisme-là, pour être moindre, vaut aussi qu'on s'y arrête.

(*) Secrétaire nationale du P.S.U.

le nouveau

PATRICIA HIGHSMITH


le jardin des disparus

"Un festival de morbidité, finalement désopilant, qui enchantera."

PIERRE DEMERON

"P. Highsmith détecte derrière tout ballet conjugal de solides impulsions meurtrières."

PATRICK GRADVILLE



CALMANN-LEVY

L'ÉVOLU

Jerusalem redoute des pressions et s'inquiète de l'attitude de

MONDIAL

M. Edgar Bronfman lance un appel à la reconnaissance réciproque d'Israël et des Palestiniens

(*) Historien.

L'ÉVOLUTION DE LA GUERRE

M. Cheysson : « Il n'y a pas d'accord des Palestiniens pour s'en aller gentiment »

« Il y a eu une intoxication remarquable de la presse dans les derniers jours quant à l'accord de l'O.L.P. sur une force étrangère au Liban », a déclaré, mercredi 7 juillet, la sortie du conseil des ministres, M. Cheysson, ministre des relations extérieures, qui venait de recevoir M. Kaddoumi, chef du département politique de l'O.L.P.

« Kaddoumi m'a confirmé qu'il n'y avait pas d'accord sur la formule, sur la garantie des populations civiles après l'évacuation de Beyrouth », a ajouté le ministre. « Si n'y a pas d'accord des Palestiniens pour s'en aller gentiment, on n'est pas plus avancé qu'avant. Nous avons l'assurance depuis plusieurs semaines déjà, que l'O.L.P. ne jouera maintenant un rôle politique. Le dirigeant le plus éminent nous a indiqué que si l'O.L.P. voyait reconnaître son rôle politique, elle accepterait tout à fait de passer de la phase armée à la phase politique ».

Interrogé sur l'accord éventuel à Paris du chef de l'O.L.P., M. Arafat, le ministre a répondu : « Je ne vois guère cette hypothèse. Pour le moment, nous nous pensons qu'on a besoin d'une O.L.P. pour parler au nom des Palestiniens, et ce n'est pas de Paris qu'on parle au nom des Palestiniens ».

A la même question, dans un entretien publié mercredi par Paris-Match, M. Cheysson a répondu : « C'est à lui (M. Arafat), d'en décider. Il sait que s'il vient à Paris il sera reçu officiellement, et cela depuis longtemps. La première fois que le président de la République l'a déclaré publiquement d'être à Jérusalem lorsqu'il était assis au côté de Begin lors de la conférence de presse qui a clôturé son voyage. Il a répondu, lorsque cette question lui a été posée, que si M. Arafat venait à Paris, il serait reçu normalement (...). Seulement, Arafat, aujourd'hui, a d'autres choses à faire ».

Comme on lui demandait si M. Arafat serait reçu par M. Mitterrand ou seulement par M. Mauroy et lui-même, le ministre a seulement répondu : « Il y a un Etat d'Israël. Il n'y a pas d'Etat palestinien ».

Mercredi à Strasbourg, M. Ciesse, ministre danois des affaires étrangères, s'adressant au Parlement européen au nom des Dix dont il préside le conseil depuis le 1er juillet, a déclaré que l'intervention israélienne au Liban était

M. Kaddoumi : « Nous n'avons pas confiance dans les Américains »

M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'O.L.P., a déclaré, mercredi 7 juillet à la B.B.C. que son organisation « avait rejeté le plan de M. Reagan » concernant l'évacuation des Palestiniens de Beyrouth-Ouest. « Il est évident que le véritable boucher, qui est M. Reagan, devient le sursourcil des Palestiniens », a dit M. Kaddoumi. C'est l'administration américaine qui a donné le feu vert à l'invasion du Liban par les Israéliens. Nous avons rejeté le plan de M. Reagan ».

« La question : « L'O.L.P. ne procède à aucun retrait pacifique négocié de Beyrouth ? » M. Kaddoumi a répondu : « Je ne sais pas cela. Nous avons dit que des forces multinationales, sous la bannière des Nations unies, devraient venir et qu'elles devraient négocier avec nous un désengagement devant avoir lieu. C'est le secrétaire général des Nations unies qui superviserait cette opération, pas les Américains, parce que nous n'avons pas confiance dans les Américains ».

Le chef du département politique de l'O.L.P. a par ailleurs estimé que « la situation n'est pas désespérée ». « Nous continuons de nous battre », a-t-il dit. M. Labadi, porte-parole de l'O.L.P. à Beyrouth, a déclaré, mercredi, pour sa part, que les Palestiniens « ne quitteront jamais le Liban sur des navires américains », mais, a-t-il ajouté, les « marines pourraient être l'un des éléments d'une force multinationale qui s'installerait au Liban ».

Interrogé sur une éventuelle participation d'autres pays à cette force, M. Labadi a répondu qu'il n'y avait rien de tel. « On ne pense pas à la France », a-t-il dit. Les négociations en cours, la porte-parole de l'O.L.P. a estimé qu'elles avançaient « très, très lentement » et qu'elles étaient sans doute menées par téléphone.

M. Weinberger : « Il faut limiter dans le temps la mission des « marines » »

A Washington, M. Casper Weinberger, secrétaire américain à la défense, évoquant les plans de l'envoi des « marines » à Beyrouth, a estimé qu'il fallait « limiter sérieusement leur mission dans le temps ».

Les Etats-Unis doivent obtenir que toutes les parties impliquées dans ce conflit s'engagent à ne pas ouvrir le feu sur des troupes américaines, a ajouté M. Weinberger, qui a estimé que la participation d'autres pays à une force de maintien de la paix temporaire serait une « sorte de protection » supplémentaire pour les « marines ».

M. Weinberger a, d'autre part, souligné qu'avant de décider de l'envoi de troupes américaines au Liban, il fallait encore se mettre d'accord sur la « destination » et le mode de transport des combattants de l'O.L.P. actuellement encerclés par les troupes israéliennes dans Beyrouth-Ouest. Les experts du Pentagone redoutent que la présence de mil-

itaires américains dans les rues de la capitale libanaise ne provoque des réactions violentes de certains militants palestiniens et n'amène l'Union soviétique à déployer des unités de combat en Syrie.

■ **PRECISION.** — Quelques lignes ont malencontreusement sauté de la dépêche A.F.P. analysant le « document de travail » déposé par la France et l'Egypte au Conseil de sécurité de l'O.N.U. en vue de préparer une résolution sur le Liban (le Monde daté 4-5 juillet). A la fin du quatrième point, consacré au « rétablissement d'une paix stable et de la sécurité dans la région », il fallait lire : « Toujours dans le même but (pour que le peuple palestinien puisse faire valoir ses « droits nationaux légitimes ») le plan (franco-égyptien) prévoit que le Conseil (de sécurité) demanderait la reconnaissance mutuelle et simultanée de toutes les parties intéressées ».

AFRIQUE

République Sud-Africaine

Les troubles qui ont eu lieu à la suite de la grève des mineurs ont fait onze morts et cent cinquante blessés

Cinq mille travailleurs ont été licenciés

Tandis que M. Pieter W. Botha annonçait, mardi 6 juillet, un remaniement ministériel marqué essentiellement par la création d'un ministère du développement constitutionnel confié à M. Chris Heunis, le premier bilan officiel des émeutes qui ont eu lieu à la suite de la grève des mineurs a été rendu public. Il s'élevait à onze morts et cent cinquante blessés. D'autre part, cinq mille mineurs ont été licenciés.

De notre correspondant

un logement collectif rudimentaire où les femmes et les enfants sont interdits de séjour, une sécurité physique et professionnelle défectueuse, les contrats d'embauche sont renouvelables, ou non, annuellement, et pas d'assurance-chômage. La protestation apparaît justifiée.

« Eux, ils ont des chiens »

« Après tout, explique-t-il aujourd'hui, les coléoptères blancs, en agissant en moyenne de trois à quatre fois plus vite que nous et les mines leur offrent, pour les lancers défectueux, de grandes maisons où, le soir venu, ils retrouvent famille et confort (...). On raconte qu'ils sont plus qualifiés, d'être peut-être vrai, mais quand l'un d'eux nous veut devenir contremaître ou dynamiteur (2), le patron explique que ce n'est pas possible, car les Blancs se méfieraient aussitôt en grave (...). La chambre des mines avait beaucoup de grèves des Blancs. Pourtant, dans les mines d'or, ils ne sont que quarante mille et nous sommes dix fois plus nombreux (...). Bien sûr, ils ont des syndicats puissants et bien organisés. Chaque année, ils ont le droit de négocier directement avec les patrons et, s'ils n'obtiennent pas ce qu'ils veulent, ils arrêtent le travail. Ils ont le droit, pas nous. Alors, quand on décide de se mettre en grève comme en ce moment, c'est un acte « illégal » forcément (...). En plus avec ce qu'ils appellent le politique des Homelands, nous sommes devenus des étrangers sur notre propre terre ».

on nous a classés « travailleurs migrants » comme les Mozambicains ou les gens du Lesotho (3) (...). Si vous n'êtes pas contents, rentrez chez vous, nous disent les patrons. Ici, chez nous, c'est toi, et dans les Saintousters, vous savez, il n'y a pas de travail, rien que de la misère et beaucoup de maladies. Alors on reste là et on essaie de résister. Le patron appelle la police et c'est la bataille (...). On ne peut pas gagner, car nous n'avons que nos mains nues, et eux, ils ont des chiens, des mitrailleuses, des gaz lacrymogènes et même des hélicoptères (...). Voilà, nous on a perdu. On nous ramène de force dans ce Saintouster, et le ne sais pas comment le vais nourrir mes enfants... »

Mercredi soir, comme chaque jour depuis le début de la vague d'émeutes, les différentes mines concernées (4) annonçaient que le calme était revenu.

Quant aux 22 000 syndiqués blancs du Conseil des mineurs (C.M.U.), dirigé par l'extrême droite la plus obscurantiste du pays, ils ont entendu l'appel au sens national lancé par le gouvernement et « accepté » les 12 % d'augmentation offerts par la chambre des mines qui, au début des négociations, leur offrait 3 % seulement. Pour la première fois depuis dix ans, le salaire moyen des Noirs de ce secteur augmentera moins vite que celui de leurs congénères d'origine européenne. Mais, comme le disait le chef des relations publiques du groupe Gold Fields : « Qui s'intéresse encore à une bande de sauvages dansant autour d'un feu ? »

PATRICE CLAUDE.

SCIENCES-PO

STAGE D'ÉTÉ

Examen d'entrée en A.P.

Corps enseignant diplômé I.E.P.

CENTRE EYROL

9, rue Yves-Villereau

75011 PARIS

Tél. : 305-07-77

Préparation annuelle octobre-juin

Henri Troyat

Derrière un bonheur en trompe-l'œil, c'est tout le problème de la paternité vraie et fausse (mais où est la vraie ?) qu'évoque ce roman.

H. Troyat - Le pain de l'étranger, 58 F.

Été évasion

Flammarion.

ISTH

Depuis 1959

INSTITUT PRIVÉ D'ÉCONOMIQUES ET TECHNIQUES HUMAINES

• EXAMEN du C.F.P.A.

Centre AUTEUIL 6, Av. Léon Hauzy 75016 Paris

Tel. 224.10.72 - 521.10.15

COURS DUQUESNE

Enseignement privé secondaire et supérieur hors contrat avec l'État.

- de la 2ème aux Baccalauréats A, C et D

- classes préparatoires à : **VETO**

et BTS des Services INFORMATIQUES

1, rue Taibout, Paris 9e,

12 Bd Bonne Nouvelle Paris 10e (1) 770.28.43 +

Jean-Pierre Elkabbach

Le livre choc du printemps. La télé est plus que jamais inscrite au cœur de l'actualité.

J.-P. Elkabbach et N. Avril - Taisez-vous Elkabbach, 60 F.

Été réflexion

Flammarion.

LIBAN

Ecoles palestiniennes

L'éducation

DIPLOMATIE

M. Mitterrand présente son voyage en Hongrie comme "le plus court chemin" vers le dialogue Est-Ouest

Arrivé mercredi 7 juillet en fin d'après-midi à Budapest, M. Mitterrand a reçu ce jeudi matin des représentants de la communauté française de Hongrie puis déposé une gerbe au monument aux morts. Après un premier entretien en tête à tête entre le président de la République, M. Lomnici, et M. Kadar, premier secrétaire du parti socialiste ouvrier hongrois, les entretiens ont été élargis aux deux délégations qui comprennent notamment, du côté français, quatre ministres : M. Chabanon (recherche et industrie), Jobert (commerce extérieur), Cheysson (relations extérieures) et Lang (culture).

La cérémonie d'accueil, lundi soir, et un dîner officiel offert aussitôt après, avaient été l'occasion d'échanges de discours. M. Mitterrand, notamment, a présenté son voyage comme « le plus court chemin » vers une reprise du dialogue Est-Ouest.

De notre envoyé spécial

Budapest. — Cette visite est importante et dépasse le cadre des relations bilatérales. « Dès les premiers propos officiels tenus pour saluer l'arrivée de M. Mitterrand, lors du traditionnel échange de laus du mercredi au Parlement, M. Kadar a souligné l'importance de la rencontre et a souligné l'importance de la rencontre. Dans sa réponse, M. Mitterrand a clairement signifié que s'il « fallait bien commencer » à visiter des pays socialistes en tant que chef de l'Etat, le voyage de Budapest était certainement « le plus court chemin » pour renouer l'indispensable dialogue Est-Ouest en raison de la « capacité particulière » de la Hongrie à cet égard.

La cérémonie d'accueil organisée en début de soirée place Kossuth, puis devant le dôme d'apparat, avait été solennelle et peu inhabituelle, en dépit de sa brièveté. Tout ce que la capitale hongroise compte d'attachés militaires paraisait avoir été convié, ce qui produisait, de l'autre côté, certains uniformes particuliers riches en détails, fourreaux et décorations, une sorte de catalogue vivant du plus salissant effet. Une foule relativement importante (pour l'un des rares pays socialistes où l'organisation de l'enthousiasme populaire ne relève pas directement du ministère de l'Intérieur) avait pris place devant l'espionnage pavlovien aux couleurs françaises et hongroises.

« Vous appartenez à l'OTAN, nous appartenons à l'Union soviétique », dit-il, « c'est bien que vous sachiez l'importance de votre visite, par-delà les relations bilatérales, a dit le chef du parti socialiste ouvrier hongrois. Notre objectif commun doit être la création d'un monde plus sûr, avec un niveau inférieur d'armement. Votre visite est aussi une rencontre entre l'Est et l'Ouest, une rencontre qui sera, je crois, bonne et féconde. » M. Mitterrand ne devait pas être en reste. « La France souhaite que le dialogue entre nous surmonte les contradictions », a-t-il dit avant d'insister, avec une honnêteté qui ne sera pas passée inaperçue de ses hôtes, sur les « contradictions » en question. Rappelant que « la position de la France diffère à l'égard de la Hongrie », il a ajouté : « Certes, comme nous-mêmes, vous prônez l'accord en compte — et qui vous le reprocherait ? — votre intérêt national et le respect de vos alliances. Mais, à partir de principes

La visite de M. Jobert en Indonésie confirme l'essor des relations économiques avec la France

Avant de se rendre, mercredi 7 juillet, en Hongrie avec M. Mitterrand, M. Michel Jobert, ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur, a effectué une visite officielle en Indonésie lundi et mardi.

M. Jobert s'est entretenu avec des responsables économiques indonésiens et a été reçu par le

Le séjour de M. Pertini en France

M. GISCARD D'ESTAING REÇU PAR LE CHEF DE L'ETAT ITALIEN

Le président de la République italienne, M. Sandro Pertini, a été reçu par M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République.

Le secrétaire de M. Giscard d'Estaing indique, dans un communiqué, que « répondant à l'invitation émise par le président Pertini, à l'occasion de sa visite officielle en France, le président Valéry Giscard d'Estaing s'est rendu mercredi matin à l'ambassade d'Italie, où il a été reçu par M. Pertini et sa femme. »

« Selon la Stamps », c'est M. Giscard d'Estaing qui aurait exprimé le désir de rencontrer le chef de l'Etat italien. Mais, du côté français, on aurait jugé que « le geste serait superflu, étant donné que M. Pertini a eu, une fois conciliée la partie officielle de la visite en France, »

EUROPE

Espagne

Le parti gouvernemental est menacé d'écatement

De notre correspondant

Madrid. — L'interminable crise que connaît le parti gouvernemental U.C.D. (Union du centre démocratique) semble sur le point de provoquer son écatement. Réuni pratiquement sans discontinuer depuis le 2 juillet, son comité exécutif n'a pas réussi à mettre d'accord les différents « familles » politiques qui composent cette formation hétéroclite. Démocrates-chrétiens, libéraux et « socialistes » (parlants de l'ancien président du gouvernement, M. Suarez), examinent maintenant chacun de leur côté la possibilité de former leur propre parti avant les prochaines élections générales prévues pour le printemps 1983 mais qui seront sans doute avancées à la fin de 1982.

Un député démocrate-chrétien, M. Luis Vega, a déjà annoncé la création, le mercredi 7 juillet, d'un parti démocrate populaire auquel pourraient bientôt se rallier une quinzaine de parlementaires de même tendance. Incapable de renouer de l'ordre au sein de sa formation, le chef du gouvernement, M. Calvo Sotelo, tout en restant à la tête de l'exécutif, a demandé la démission de la présidence de l'U.C.D., qu'il avait assumée en novembre dernier (le Monde du 8 juillet). Son propos est de remplacer l'actuel président du Congrès, M. Landelino Lavilla, un démocrate-chrétien. M. Calvo Sotelo espère ainsi la fuite des membres de cette tendance vers une nouvelle formation, ce qui expliquerait en partie les écarts de langage qu'il a eus récemment en ce qui concerne les élections.

Après le grave revers subi par l'U.C.D. aux élections régionales andalouses du 23 mai (13 % des voix contre 33 % en 1979), chaque camp se livre à une campagne de dénigrement. Les partisans du parti démocrate populaire ont attaqué la défection aux élections générales. Ses principaux dirigeants ne sont cependant pas d'accord sur la manière de réagir. Pour l'aile gauche, et principalement pour les « socialistes », l'U.C.D. a perdu du terrain parce qu'elle a été incapable de marquer ses distances vis-à-vis de la droite « dure » représentée par l'Alliance populaire de M. Fraga. Cette ligne aurait favorisé la bipolarisation de l'électorat et avantage M. Fraga. Les amis de M. Suarez affirment que l'U.C.D. doit rester au pouvoir et qu'il faut continuer à travailler à la consolidation d'une formation politique, et à sa transformation en une formation plus réduite mais plus homogène. Les « socialistes » n'ont pas de problème.

Pologne

Trois médecins français s'inquiètent du sort de leurs confrères polonais

Les professeurs François Liot et Hugues Monod, le docteur Jean-Louis Le Guay, de retour de Pologne où ils ont séjourné du 26 juin au 2 juillet, ont tenu mercredi 7 juillet, à Paris, une conférence de presse. Les trois médecins, membres de l'Association médicale de soutien à la Pologne, se sont rendus dans les villes de Wrocław, Katowice, Poznań, Varsovie, Plock, Torun et Szczecin pour y accomplir une mission d'aide et d'information.

Ils ont remis à leurs confrères polonais du matériel médical et des médicaments. Le professeur Monod a fait remarquer qu'il est nécessaire de substituer, à une collecte des médicaments faite au cours de la dernière guerre, l'envoi de matériel médical et de médicaments. Les trois médecins ont annoncé que des envois de revues médicales françaises seraient organisés.

Rappelant que les formes de répression à l'encontre des médecins et enseignants polonais sont très variées et que les purges sont de plus en plus systématiques, le docteur Le Guay a insisté sur l'importance des interventions de l'étranger (parrainages, envois de lettres de soutien) entreprises par nombre de médecins français.

« Un ressortissant belge rentré en Pologne au volant d'une camionnette chargée de médicaments a été arrêté alors qu'il tentait de remettre un émetteur de radio à des responsables de Solidarité », a annoncé le mercredi 7 juillet la télévision polonaise. La télévision a également rapporté qu'un groupe de militants de Radio-Solidarité, notamment la présentatrice, Mme Irena Romanowska, avaient été arrêtés lundi à Varsovie. — (Restor.)

MEDECINE

enseignement parallèle à la 1^{re} année ou classe préparatoire
6 cours : Anatomie, Chimie, Physiologie, Pathologie, Médecine, Pharmacie
CEPES 67, rue Ch.-Lafitte, 68000 Colmar, 03 83 47 42 19
enseignement supérieur privé

Italie

Le banquier Calvi aurait été mêlé à un trafic d'armes avec l'Amérique latine

De notre correspondant

Rome. — Toujours particulièrement embrouillée, l'affaire de la mort du banquier M. Roberto Calvi, retrouvé pendu sous un pont de la Tamise, devrait connaître dans les prochains jours de nouveaux développements. D'abord concernant l'origine de sa mort : des fonctionnaires de la police italienne se sont, en effet, rendus à Londres pour recueillir les conclusions de l'enquête et de l'autopsie. Un groupe d'experts italiens devrait confirmer ou non l'hypothèse de l'assassinat. A Londres, l'enquête se poursuit dans le « milieu » pour retrouver la trace des éventuels auteurs.

Mais, c'est surtout en ce qui concerne le contexte et les implications de l'affaire que l'on note des éléments nouveaux. M. Calvi semble avoir été mêlé à un trafic d'armes de grande envergure avec l'Amérique latine et dont les centres stratégiques seraient à Londres et la Côte d'Azur. Cette nouvelle affaire, accentuant le caractère de roman noir qui entoure la mort du banquier milanais, a deux origines : d'une part, les informations recueillies à Londres par M. Calvi, sénateur communiste, vice-président de la commission parlementaire chargée de l'enquête sur la loge P2, et de l'autre, l'interrogatoire par cette commission, mardi 6 juillet, d'un expert nucléaire auprès du ministère de la Défense, ancien chef de groupe de la région de Pisa et de Livourne de la P2.

Le sort de Mgr Marcinkus

Plusieurs faits semblent concorder. En premier lieu, les autorités anglaises avaient connaissance depuis longtemps d'un trafic d'armes destiné à l'Argentine par l'entremise de pays amis. En outre, le jour même de la mort de M. Calvi (le 18 juin), sa banque avait conclu une affaire sans doute liée à ce trafic : par sa succursale Banco Andino, le Banco Ambrosiano avait consenti un prêt de 200 millions de dollars à la Banque centrale du Pérou. Selon la presse italienne, cette somme aurait été destinée à l'achat de missiles français Export pour le compte de l'Argentine.

L'autre développement concerne le Vatican. Pour la première fois depuis le début de l'affaire Calvi, Mgr Marcinkus est sorti de son silence pour démentir les rumeurs, largement diffusées par la presse italienne, selon lesquelles il aurait remis au pape sa démission de la présidence de l'Institut pour les œuvres de religion (IOR). Dans une déclaration à une agence de presse catholique américaine, National Catholic News Service, Mgr Marcinkus devait préciser : « Je n'ai jamais fait quoi que ce soit qui puisse être considéré comme une escroquerie. »

Depuis quelques jours, la rumeur

AMÉRIQUES

Brésil

Les évêques dénoncent la violence et la discrimination raciale

Brasília (A.F.P.). — La principale forme de violence est celle qui prive les gens de toute possibilité de participer à la vie politique, économique et sociale du pays », affirme un document de la Conférence nationale des évêques du Brésil (C.N.E.B.), qui servira de base à sa campagne « Fraternité 1983 ».

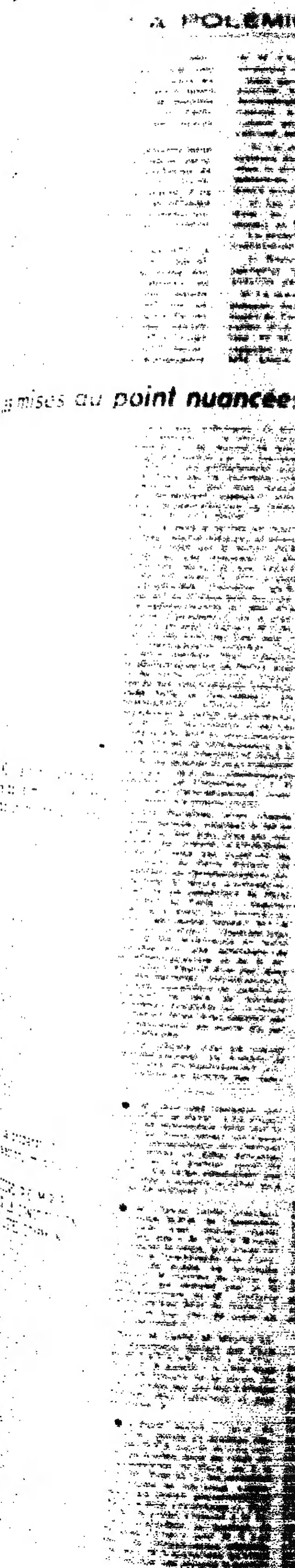
Le texte qui énumère vingt-sept formes de violence au Brésil évoque en particulier la situation de ceux qui souffrent de malnutrition, de faim et qui sont obligés de vivre dans des habitations insalubres.

Le document publié, mercredi 7 juillet, dénonce la discrimination raciale et la violence qui maintiennent les Noirs en bas de l'échelle socio-professionnelle. « Pour la police, le Noir est déjà un criminel présumé lorsqu'elle mène ses enquêtes. »

La C.N.E.B. dénonce aussi la violence exercée contre les maîtres d'école et les enseignants, les tuteurs sociaux, les instituteurs et les autres. Les criminels ne peuvent pas être gardés par des criminels », ajoute le document qui consacre également un chapitre aux femmes « victimes d'une législation discriminatoire et exploitées dans leur travail et en dehors de leur travail ».

« Le scandale de la violence », selon les évêques brésiliens, c'est l'étalage de ce comportement criminel comme une expression de courage et exaltant la phalocratie. Le document dénonce à ce propos « l'exploitation ignominieuse de la pornographie qui viole la dignité du corps humain, surtout celui des femmes ».

Les ministres des affaires étrangères du Costa-Rica, du Salvador, du Guatemala et du Honduras ont exprimé mercredi 7 juillet leurs préoccupations face à un renforcement militaire au Nicaragua, et ont lancé un appel au régime sandiniste pour qu'il « adopte le principe démocratique de la non-intervention dans les affaires intérieures des autres pays. » (A.F.P.)



JEAN PERRIN.

POLITIQUE

La payaille

(Suite de la première page.)

A lire M. Gaston Defferre, le 6 juillet, on croit comprendre que l'on a mal interprété la « communication » faite au cours du conseil des ministres du 30 juin, et que la capitale n'aura demain comme aujourd'hui qu'un seul « patron ». A l'entendre, M. Mauroy le 7 juillet, on est convaincu du contraire : « Paris aura à la fois un maire et vingt autres », écarte bien entendu, c'est l'évidence même, que vingt plus un ne fait pas vingt et un.

Le fait que le premier ministre et le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, soient conduits à nous assener des vérités contradictoires par le truchement des médias incite à croire qu'ils n'ont pas eu le loisir de s'expliquer lors du conseil du 30 juin. Peut-être en conclure que l'on ne délibère pas au sein de cette très haute instance et que l'on se contente d'y enregistrer les décisions du maître du palais, libre à chacun d'en faire ensuite son exégèse personnelle ? Ce serait assez grave.

L'affaire de Paris n'est tout de même pas la seule qui mérite de retenir l'attention, et d'autres propos que ceux de M. Defferre et Mauroy appellent réflexion.

M. Pierre Bérégovoy, promu le 20 juin ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, aurait pu s'accorder, dans une conjoncture difficile, de méditer sur la complexité et le poids de ses écrasantes responsabilités. Il en a jugé autrement et a tenu, le 6 juillet, sur les ondes de France Inter, un discours assez déconcertant.

L'hommage à M. Defferre — « Dans beaucoup de directions, je suis son exemple » — était de bon usage, assurément, mais il était annulé par ce qui suivait. Le nouveau ministre a

en effet implicitement accablé sa devancière et réduit à néant les résultats d'une tentative de trente mois lorsqu'il a proclamé : « L'essentiel de donner à la solidarité nationale son contenu ». Il a cruellement contredit l'effort de vaincre lorsqu'il a ajouté : « Il faut savoir compter et je suis comptable » alors que M. Defferre avait superbement refusé, le 3 septembre 1981, de se laisser enfermer dans le rôle de ministre des comptes.

Dans un tout autre domaine, la quatrième chaîne de télévision que M. Mitterrand nous avait promise le 9 juin, et qui devait être « massivement mise en œuvre », semble bien s'éloigner. Le comité interministériel réuni mardi pour en débattre n'a pu décider que de ne rien décider avant septembre.

Contradictions, ambiguïtés, improvisation, reports, incontinence verbale, agitation permanente dans les cabinets ministériels où le gaspillage de matière grise est impressionnant, on ne peut pas grand-chose au comportement de ceux qui nous gouvernent. Et il est bien dommage, sans pour l'opposition, que soit déçu par de vaines et incessantes controverses l'énorme travail accompli depuis un an, notamment en faveur des humbles et des démunis.

Il serait bon que l'on redresse la barre. M. Mitterrand n'avait pas manqué de le faire, le 23 septembre 1981, après les turbulences de l'été (3). Il serait bien inspiré de le faire à nouveau, le 23 septembre 1982 pour recommencer.

RAYMOND BARRILLON.

LA DÉCENTRALISATION OUTRE-MER

Les conseils généraux seront dissous en 1983

M. Mitterrand a donc décidé de ne pas attendre l'adoption de la loi de décentralisation aux départements d'outre-mer prendra les formes prévues de longue date par le parti socialiste et républicain au début 1981 dans le point 56 du « Manifeste de Créteil » : l'institution dans chaque D.O.M. d'une assemblée unique élue au suffrage universel suivant un mode de scrutin proportionnel (lire page 9 le communiqué du conseil des ministres).

Le projet de loi en cours d'élaboration sera examiné par le Parlement un peu plus tard que ne le sera celui des départements métropolitains. Les partis de gauche des départements concernés puisque cet exa-

men aura lieu, au plus tôt, à la session d'automne. La décision de principe prise, mercredi 7 juillet, par le conseil des ministres donne satisfaction à la fois au secrétaire d'Etat aux D.O.M.-T.O.M., M. Henri Emmanuelli et aux parlementaires locaux de ces ministres au mois d'août.

L'adoption du texte du gouvernement se traduira donc, en 1983, par la dissolution des conseils généraux existants en mars dernier. Auparavant, toutefois, l'avant-projet de loi sera soumis à l'avis des assemblées locales, conformément à la Constitution. Le texte définitif devant être arrêté par le conseil des ministres au mois d'août.

M. Debré : la guerre

Bien que le gouvernement n'ait pas précisé les détails de son projet, la communication faite par M. Emmanuelli au conseil des ministres a provoqué une vive réaction. M. Michel Debré, député R.P.R. de la Réunion, qui a mené campagne, depuis plus d'un an, contre les orientations socialistes au sein des élus locaux de l'opposition.

L'ancien premier ministre a déclaré en effet : « Après le coup de force contre l'Assemblée d'outre-mer, le gouvernement d'outre-mer. Le gouvernement, au mépris des dispositions institutionnelles et légales, et de la majorité des élus, entend dissoudre brutalement les conseils généraux et régionaux

de ces départements et imposer une assemblée unique, élue à la proportionnelle intégrale, pilon maître du programme communiste et autonomiste, rejetée par les populations insulaires. C'est avec regret que je constate que le gouvernement veut la guerre du statut avec les élus locaux et les électeurs des départements d'outre-mer. Il portera la responsabilité. »

Pour sa part, M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a appelé les conseils municipaux, généraux et régionaux des D.O.M. à se réunir dans les quarante-huit heures « pour protester contre la dernière mesure de ce coup de force du gouvernement ».

blessures d'amour-propre causées par la censure au pouvoir, je puis assurer que Georges Pompidou a toujours éprouvé le plus profond respect et la plus haute admiration pour l'homme exceptionnel qu'était Charles de Gaulle (...).

« Jusqu'à son dernier souffle, Pompidou fut hanté par la certitude de ne pas avoir assez fait pour consolider l'œuvre de rénovation de la France que le général, précisait-il, lui avait léguée. Jamais, ni dans son esprit ni dans son cœur, je crois qu'il n'a mis en doute cette filiation légitime. (...) »

« Les hommes d'Etat gardent jalousement une petite enclave de leur personnalité hermétiquement close. Tenter de la forcer est un crime : vouloir expliquer l'homme d'Etat par l'homme privé est un non-sens ; condamner l'un en contredisant l'autre a témoigner est une injustice. (...) »

« M. Paul d'Ornano, représentant les Français établis hors de France et qui appartenait jusqu'ici au groupe des républicains indépendants du Sénat, vient d'adhérer au groupe R.P.R., présidé par M. Pasqua, qui comprend désormais quarante-six membres. Il y a quarante-sept sénateurs républicains indépendants.

LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La réforme des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale

Mardi 7 juillet, l'Assemblée nationale a examiné le projet de loi relatif à la composition des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale (le Monde des 10 et 11 juin). Ce texte a pour objet de redéfinir la composition et les modalités de désignation des conseils d'administration, en s'inspirant des principes de démocratie sociale définis en 1945 au moment de la création de la sécurité sociale. Il s'agit essentiellement de l'élection des représentants des assurés et de leur prépondérance par rapport à ceux des employeurs dans les instances du régime général.

Le projet met donc fin aux ordonnances de 1967 qui avaient eu pour conséquence d'instaurer une répartition paritaire au sein des conseils, mais les représentants des assurés et ceux des employeurs. Le texte prévoit cependant plusieurs exceptions par rapport à la loi du 30 octobre 1964, notamment le monopole syndical de présentation des listes, le monopole patronal de désignation des représentants des employeurs, le rétablissement d'une « troisième composante » des conseils, à côté des salariés et des employeurs, comportant des représentants ayant voix délibérative, d'autres ayant voix consultative.

M. Bérégovoy, ministre chargé des affaires sociales et de la solidarité nationale, souligne que le projet met fin aux ordonnances de 1967, le Parlement adoptera « ce qui avait mutilé la démocratie ». Il ajoute : « La concurrence entre organismes gestionnaires doit être mise à l'abri de tout favoritisme constructif à l'intérieur du système de protection sociale ».

« Chaque travailleur, poursuit-il, doit devenir un citoyen dans son entreprise, et chaque citoyen doit devenir responsable et comptable de sa protection sociale ». M. Bérégovoy souligne que son ministère est celui de la concertation, de la vie collective et de l'amélioration du climat social, et insiste sur le fait qu'en matière de rapports sociaux il préfère « le contact au règlement ».

Après avoir longuement rendu hommage à « la compétence, mais aussi la rigueur intellectuelle et morale » de M. Defferre, ministre de la Solidarité nationale, M. Bérégovoy explique que le projet constitue la première étape d'une démarche tendant à « redistribuer le pouvoir » dans les conseils d'administration. Le pouvoir de gestion, ajoute-t-il, « doit appartenir à ceux qui perçoivent le salaire inscrit sur leur carte de cotisation, c'est-à-dire aux assurés ».

Ce pouvoir, insiste-t-il, doit cependant être partagé avec le patronat. Le projet, poursuit-il, « ne vise pas à exclure telle ou telle catégorie sociale de la gestion des organismes de sécurité sociale, mais plus qu'il ne cherche à confier une place dominante à l'un ou l'autre des groupes professionnels, il vise à la gestion des professionnels de santé ». Pour le député U.D.F., ce texte est en recul par rapport aux lois de la libération et aux ordonnances de 1967. Il déclare en conclusion : « Chaque fois que la gauche a été seule au pouvoir, les affaires de la France ont été mal gérées ».

M. Briane (U.D.F., Aveyron), résume sa position en déclarant : « Pourquoi donner une majorité formelle aux syndicats ? Pourquoi donner une majorité formelle aux familles des malades ? Pourquoi ne pas laisser aux chefs d'entreprise la portion congrue et en faire des délégués ? Pourquoi ne pas laisser à la gestion les professionnels de santé ? » Pour le député U.D.F., ce texte est en recul par rapport aux lois de la libération et aux ordonnances de 1967. Il déclare en conclusion : « Chaque fois que la gauche a été seule au pouvoir, les affaires de la France ont été mal gérées ».

M. Combastel (P.C., Corrèze) souligne que « vingt-trois années de pouvoir de la droite ont fait de la sécurité sociale une arme non négligeable d'oppression des classes laborieuses au service des privilégiés ». Il se félicite que, par la démocratisation, la sécurité sociale soit « rendue aux travailleurs », mais regrette que « depuis plus d'un an, le patronat continue à gérer les caisses de sécurité sociale ». Le parlementaire estime-t-il, c'était en réalité la gestion patronale. Analyser le projet, il met l'accent sur les

limites de celui-ci, soulignant notamment : « Les administrateurs des organismes nationaux et régionaux ne seront pas élus mais désignés. L'institution de la Sécurité sociale est en danger ». D'autre part, « le texte maintient le partiisme dans les secteurs financiers et de gestion, ce qui constitue un sérieux manque à gagner dans la démocratisation et perpétue dans ces secteurs la gestion patronale ». Le député communiste insiste également sur la nécessité d'élargir les pouvoirs des conseils d'administration.

M. Pinte (R.P.R., Tveilhes) déclare qu'il aurait mieux valu présenter un plan de redressement des finances de la sécurité sociale avant de modifier la représentativité des assurés sociaux. Il développe ensuite trois types de critiques : défendant le partiisme, il souligne que le patronat finance 73 % de notre régime de protection sociale, ajoutant : « C'était un système qui avait fait ses preuves pour la gestion des régimes complémentaires de retraites et pour celle du régime d'indemnisation du chômage ». D'autant, observe-t-il, que ses bénéficiaires ont exprimé « leur opposition formelle » à toute modification de ce système. Insistant, d'autre part, sur l'obligation faite aux assurés sociaux de passer par la monopolisation des syndicats pour être représentés, il critique cette disposition pour les raisons suivantes : 1) « 20 à 25 % seulement des salariés français sont syndiqués » ; 2) « le système propose de obliger des personnes non salariées, comme les travailleurs indépendants ou les retraités, à voter pour des représentants avec lesquels ils n'ont jamais eu aucun lien ou aucune relation ». En fait, estime M. Pinte, « l'objectif est clair : le gouvernement veut donner à certains syndicats la monopolisation de la représentativité, que ce soit dans l'entreprise ou dans les organismes de sécurité sociale ». Enfin, troisième raison, la réforme « va grever le budget de la Sécurité sociale d'une somme supplémentaire d'au moins 350 millions de francs ».

« Un retour aux sources »

M. Gueydon (P.S., Essonne), rapporteur de la commission des affaires sociales, se félicite de ce qu'il appelle « un retour aux sources », qui permettra « de restaurer l'esprit de responsabilité, alors que l'ordonnancement de la tutelle et l'emprise patronale, loin de favoriser les économies, ont dégradé l'image de marque de la

sécurité sociale ». Il souligne, d'autre part, que la mutualité, les associations familiales, s'agissant des conseils, en outre, les retraités seront invités à « y faire représenter ». M. Gueydon, ministre de la Solidarité nationale, développe quatre sortes de critiques contre le partiisme : 1) « La place

• Droit de grève dans la fonction publique

L'Assemblée nationale a adopté, mercredi 7 juillet, le projet de loi relatif aux retenuës par absence de service fait pour les fonctionnaires de l'Etat, des collectivités locales et des services publics. Ce texte a pour objet de modifier certaines dispositions qui limitent actuellement, dans les services de l'Etat, les fonctionnaires, l'exercice du droit de grève dans la fonction publique. Le principe du « service fait » est issu d'un décret du 31 mai 1941 qui disposait : « Aucun paiement ne peut être effectué pour l'accomplissement d'un service fait ». Cette règle a été reprise par l'ordonnance du 17 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, selon laquelle : « Tout fonctionnaire a droit, après service fait, à une rémunération ».

Le projet prévoit la suppression du principe du « service fait », selon lequel toute retenue effectuée pour absence de service fait empêche le fonctionnaire d'exercer ses droits de la journée, ne peut être inférieure à la retenue afférente à la journée, soit un trentième du traitement mensuel. Cette règle s'applique actuellement dans tous les cas d'absences irrégulières. Le projet prévoit également d'y déroger dans le cas d'une réduction de la durée du travail.

D'ores et déjà, l'absence de service fait donnera lieu, pour chaque

• Communication audiovisuelle

L'Assemblée nationale a adopté, mercredi 7 juillet, par 283 voix contre 158 sur 441 votants et 441 suffrages exprimés, le projet de loi relatif à la communication audiovisuelle.

Poursuivant la discussion des articles du projet, commencée la veille (le Monde des 6 et 7 juillet), les députés ont adopté notamment, les modifications suivantes :

— Article 21 (régime des incompatibilités) : les fonctions de membre de la haute autorité sont incompatibles avec tout mandat électif, toute fonction publique et toute activité professionnelle permanente rémunérée (réaction du Sénat).

— Article 22 (régime juridique des actes de la haute autorité) : Ces actes, et autres décisions, sont exécutoires à l'issue d'un délai de vingt-quatre heures à compter de leur notification aux intéressés (réaction de l'Assemblée).

— Article 26 : la composition du conseil national de la communication audiovisuelle, est celle adoptée par les députés en première lecture.

— Article 29 bis : Suppression de l'article 29 bis relatif à l'intervention du conseil supérieur des Français de l'étranger.

— Article 31 : Un temps d'antenne régulier est accordé aux organisations syndicales et professionnelles.

— Article 40 : Suppression de la création, au sein de l'Institut national de la communication audiovisuelle, d'un comité scientifique. D'autre part, le délai à l'issue duquel les sociétés nationales et régionales de radio et de télévision transféreront à l'I.N.A. leurs droits sur les archives, est porté de trois à cinq ans (amendement du gouvernement).

— Article 68 A : rétablissement de cet article, qui dispose : « Les droits des personnels et des jour-

nalistes des organismes du service public de la radiodiffusion et de la télévision ne sauront dépendre des opinions, des préférences ou des appartenances syndicales ou politiques. Le recrutement, la nomination, l'avancement et la mutation s'effectueront sans autres conditions que les compétences professionnelles requises et le respect du service public ouvert à tous ».

— Article 68 bis A : Suppression de cet article. Introduit par le Sénat, tendant à prévoir l'établissement d'un code de déontologie des professions de la radio-télévision.

— Article 70 bis : Suppression de cet article, introduit par le Sénat et ainsi rédigé : « Toute action de communication audiovisuelle de personnes à personnes est soumise aux règles de la correspondance privée ».

— Article 96 : Adoption d'un amendement du gouvernement tendant à éviter qu'une proposition de loi et l'initiative de la haute autorité de la télévision des autorisations de fréquences soit suspendue.

Les autres modifications adoptées par l'Assemblée reprenant pour l'essentiel, le texte adopté par les députés en première lecture.

A PROPOS DES MÉMOIRES DE GEORGES POMPIDOU

M. Pierre Juillet : une contrefaçon souvent grinçante et déçue

M. Pierre Juillet, qui fut pendant près de vingt ans l'œil et le collaborateur de Georges Pompidou, apporte sa contribution à la polémique qu'a suscitée la publication des écrits posthumes de l'ancien chef de l'Etat (le Monde du 30 juin). Dans une lettre adressée au directeur du Quotidien de Paris et publiée jeudi 8 juillet, il écrit : « Je déplore la publication de [cet] ouvrage. Les notes prises par Georges Pompidou n'étaient pas destinées à être publiées en l'état. Elles ne reflètent ni ses sentiments profonds, ni ses jugements sur les hommes. Ce ne sont que des confidences à soi-même, écrites au fil de la plume sous l'émotion du moment (...) ».

« Dans l'esprit de Georges Pompidou, ces notes devaient uniquement servir de point de repère aux Mémoires d'Etat qu'il espérait avoir le temps de rédiger (...) ». Ce livre confié du nom de Pompidou n'a fait mal (...). Cette contrefaçon, souvent grinçante et déçue, n'a pour excuse que de se vouloir le témoignage malade d'une grande affection (...).

A propos des liens qui « étaient tissés » entre Georges Pompidou et le général de Gaulle, M. Juillet écrit notamment : « Malgré les frictions inhérentes à l'action quotidienne, les irritations épi-

dermiques que suscite une longue et étroite collaboration et les

Le Monde

Service des Abonnés
5, rue des Filles
75001 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4082-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-DOM-TOM
273 F 421 F 615 F 780 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
335 F 542 F 791 F 1 200 F

ÉTRANGER
(par mandat)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
315 F 521 F 731 F 940 F

2 - SUISSE-TURQUIE
365 F 607 F 849 F 1 200 F

Par chèque
Tant sur demande.

Les abonnements qui ne sont pas payés par chèque (ou par mandat) sont considérés comme non payés.

Changement d'adresse : indiquer l'ancienne et la nouvelle adresse (dans une lettre) ; les abonnements sont livrés à l'adresse indiquée.

Joindre le dernier numéro d'abonnement à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement de votre choix à l'adresse ci-dessus.

Au Sénat

• Réforme de la planification définitivement adoptée

• Communication audiovisuelle : nouveau rejet

Les sénateurs ont adopté mercredi 7 juillet, en séance de nuit, dans les mêmes termes que l'Assemblée nationale, le projet de loi relatif à la communication audiovisuelle, qui entre ainsi en vigueur avec force de loi. Ils ont en revanche repoussé le projet de loi sur la communication audiovisuelle en votant, par cent quatre-vingt-cinq voix contre cent cinq (P.C., P.S., M.R.G.) la question préalable. Le projet de loi sur la communication audiovisuelle est ainsi repoussé à la séance du 14 juillet, et le projet de loi sur la communication audiovisuelle est ainsi repoussé à la séance du 14 juillet.

Le projet de loi sur la communication audiovisuelle est ainsi repoussé à la séance du 14 juillet, et le projet de loi sur la communication audiovisuelle est ainsi repoussé à la séance du 14 juillet.

M. Pierre Maille (P.S.), qui assure l'intérim de maire de Brest depuis le décès de M. François Le Blé (P.S.), a été élu, mercredi 7 juillet, en remplacement de celui-ci, président de la commission urbaine de Brest. M. Maille a obtenu 45 voix (celles des vingt-huit socialistes et dix-sept communistes) contre 6 à M. Edmond Feste (P.S.) et à Mme Yvette Carrel (P.S.) qui n'étaient pas candidats. Il y a eu dix-sept bulletins blancs sur dix-neuf votants. Le bureau de la commission urbaine resté composé de quatre P.S., trois P.C. et cinq divers droits.

M. Jacques Chirac a convoqué le conseil politique du R.P.R. pour le jeudi 15 juillet, à 18 heures, en raison de « la gravité de la situation ». Cette instance consultative, placée auprès du président du mouvement, examinera la situation dans les départements d'outre-mer et les projets de gouvernement concernant Paris.

LA BAGAGERIE

PROMOTION

VALISES

Le chapeau de la femme et le prêt-à-porter

Le Monde

POLITIQUE

La publication des annexes du rapport parlementaire
sur le Service d'action civique

Les hautes protections du SAC

La commission d'enquête parlementaire sur les activités du Service d'action civique — association dont la vocation est de former le service d'ordre des mouvements se réclamant du gaullisme — vient de rendre publique les annexes de son rapport, publié le 24 juin 1-1e Monde, des 25 et 26 juin. Ces annexes, riches de correspondances, de notes de la police et d'extraits d'auditions de témoins, représentent quelque sept cents pages.

Imprimé sous la forme de deux volumes, le rapport de la commission d'enquête parlementaire apparaît désormais comme un document unique, officiel de surcroît, sur le SAC depuis les débuts de la V^e République. Un document de référence dont les annexes permettent de nuancer l'appréciation générale, très sévère pour le SAC, et de dire que si les « mafias » ont progressivement grossi et envahi les rangs de l'organisation gaulliste, des militants probes ont formé, à l'origine, les bataillons de l'association, curieusement régie par la loi de 1901.

Les documents que nous publions ci-dessous permettent de mesurer à quel point le Service d'action civique a bénéficié, durant vingt-deux ans, de la plus grande attention, et parfois complicité, de l'appareil d'Etat, souvent au plus haut niveau.

L. G.

LETTRE DU 5 NOVEMBRE 1968 de GEORGES POMPIDOU A M. PAUL COMITI, PRESIDENT DU SAC :

« Mon cher Compagnon, la démarche que vous avez faite auprès de moi me touche beaucoup. »

« C'est très volontiers que j'accueille la présidence d'honneur de votre mouvement, dont le seul objectif, il m'a maintes fois démontré, est la défense du gaullisme, donc de la France. »

« Je vous prie, mon cher Compagnon, de sentiments très cordialement dévoués. »

LETTRE DU 8 MAI 1969 DU GENERAL DE GAULLE A M. PAUL COMITI :

« Mon cher Compagnon, le message que vous m'avez adressé en nom du Service d'action civique m'a vivement touché. »

« Je n'oublierai pas le dévouement inlassable dont les militants du SAC ont fait preuve à mon service de la France. Veuillez les en assurer et leur transmettre à tous mes remerciements. »

« Croyez, mon cher Compagnon, à mes sentiments bien cordiaux. »

LETTRE DU 27 OCTOBRE 1978 DE M. ALAIN DEVAQUET, SECRETAIRE GENERAL DU R.P.R., A DES RESPONSABLES LOCAUX DU MOUVEMENT :

« Mon cher Compagnon, je vous demanderais désormais d'appeler à séder au sein du Comité départemental, les délégués départementaux du SAC et du CFEI. »

« Cette disposition, qui avait déjà été appliquée, permettra ainsi de rassembler nos deux mouvements qui nous sont étroitement associés. »

« Je vous prie de croire, mon cher Compagnon, en mes sentiments bien cordiaux. »

LETTRE DU 24 SEPTEMBRE 1965 D'HENRI BOUQUIN, DIRECTEUR DES RESEIGNEMENTS GENERAUX DU MINISTRE DE L'INTERIEUR, ADRESSEE A RENÉ TINE, SECRETAIRE GENERAL DU SAC :

« Cher Monsieur Tine, je vous fais porter, ci-jointes, des lettres vous accablant d'appréciations et de remerciements pour les services que vous avez rendus. »

« Je les ai tous déjà informés par téléphone de votre visite. Vous pouvez compter sur le meilleur accueil. »

« Comme convenu lors de notre entretien, je n'ai pas encore touché M. Gilet, chef de service du Lot, que je vous convoquerai à Paris à la date qui pourra vous convenir. »

« Je vous prie de croire, cher Monsieur Tine, à mes sentiments les meilleurs. »

NOTE DES RENSEIGNEMENTS GENERAUX DE LA PREFECTURE DE POLICE DU 13 NOVEMBRE 1972, SUR LA TENUE, LE 28 OCTOBRE 1972, DE LA REUNION GENERALE DU SAC A L'HOTEL LUTETIA, A PARIS :

« MM. Robert Boulin et Jacques Foccart ont présidé à l'Hôtel Lutetia, le 28 octobre, la réunion nationale du Service d'action civique. »

« Le samedi 28 octobre, MM. Robert Boulin, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des relations avec le parlement, et Jacques Foccart, secrétaire général à la présidence de la République pour les affaires africaines et malgaches, ont présidé la réunion nationale du Service d'action civique (S.A.C.) qui s'est tenue de 9 à 17 heures dans les salons de l'Hôtel Lutetia et qui regroupait tous les délégués départementaux de l'association. »

« Les militants de base n'avaient pas eu connaissance de cette assemblée, organisée discrètement par M. Jacques Godfrain, trésorier des « Comités pour la défense de la République », membre du bureau exécutif du R.P.R. et directeur de la publication « Action civique », organe du S.A.C. »

« Après l'allocution d'ouverture prononcée par M. Debré, secrétaire général du S.A.C., M. Robert Boulin a demandé à tous la plus extrême vigilance à l'approche des prochaines élections législatives, dont l'importance ne peut échapper à personne, encore deux mouvements qui nous sont étroitement associés. »

« A 13 h 30, un déjeuner de travail a réuni 213 responsables de l'association. »

« L'après-midi, le secrétaire général du S.A.C. a fait connaître les dispositions prises par le bureau national pour obtenir les meilleurs résultats. Il a notamment fait savoir que le Service d'Action Civique « soutiendrait toutes les investitures U.D.R. », provenant ainsi que, contrairement aux allégations et malgré la disparition du général de Gaulle, le gaullisme est toujours présent. »

« Par ailleurs, les dirigeants du S.A.C. ont exprimé l'intention de mettre sur pied, dès maintenant, des équipes mobiles de protection et d'action, bien structurées et entraînées, susceptibles d'intervenir officiellement lors de la campagne électorale. Ces équipes réserveraient pour constantes principales de répondre « coup pour coup » à leurs adversaires politiques. »

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 7 juillet, au palais de l'Elysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

GRANDS TRAVAUX

Le conseil des ministres a adopté, sur la proposition du ministre de l'économie et des finances, le projet de loi créant le Fonds spécial pour les grands travaux. Ce fonds, mis en place conformément aux orientations définies par le conseil des ministres du 30 juin, permettra d'engager plus de 3 milliards de francs de travaux supplémentaires, de donner ainsi une impulsion vigoureuse à l'activité du secteur du bâtiment et des travaux publics et d'accroître la réalisation du programme d'économies d'énergie. Une nouvelle tranche, portant également sur 3 milliards de francs de travaux, sera engagée au cours du premier semestre de 1982 selon les mêmes procédures de financement et de mise en œuvre, et affectée en fonction des programmes prêts à être entamés.

JUSTICE OUTRE-MER

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la Justice, le conseil des ministres a adopté un projet de loi rendant applicables le code pénal, le code de procédure pénale et certaines autres dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer.

Un précédent projet de loi, adopté par le Parlement en juin 1980, avait été déclaré non conforme à la Constitution.

Le présent projet étend dans leur ensemble aux territoires d'outre-mer le code pénal, le code de procédure pénale et certaines lois particulières, telles que la loi du 17 juillet 1970 tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens, la loi du 29 juillet 1981 relative à la liberté de la presse, la loi du 2^e juillet 1972

relative à la lutte contre le racisme, et les principales dispositions de l'ordonnance du 2 février 1945 sur l'enfance délinquante. Il ne reprend pas toutes les orientations du précédent projet, puisqu'il limite le recours au jugement par un jury unique et établit dans tous les cas le principe de la séparation des fonctions de poursuite, d'instruction et de jugement.

Les territoires d'outre-mer seront ainsi dotés d'une législation pénale moderne et protectrice des libertés individuelles.

AIDES A L'EMPLOI

Le ministre chargé de l'emploi a présenté une communication sur les mesures qui prendront place à la rentrée dans un plan d'ensemble de lutte pour l'emploi. Le plan sera défini avant la fin de la période de blocage des prix et des revenus.

1) Programme en faveur des jeunes de seize à dix-huit ans : Pour améliorer l'insertion professionnelle des jeunes, des aides négociées entre les entreprises et le service public de l'emploi seront subordonnées aux aides antérieures, en contrepartie d'un engagement de formation. Outre le programme de formation professionnelle des jeunes de seize à dix-huit ans et les actions de formation pour les jeunes, les contrats emploi-formation seront développés.

2) Chômeurs de longue durée : Le ministre de l'emploi réservera une priorité aux chômeurs de longue durée. Pendant les six prochains mois, le dossier de chacun sera examiné au cours d'un entretien, et une possibilité d'accès aux mécanismes existants (contrats emploi-formation, contrats de solidarité) et aux moyens nouveaux d'insertion professionnelle leur sera proposée.

3) Contrats de solidarité : L'action en matière de contrats de solidarité sera amplifiée : cent mille emplois en 1982 et cent quinze mille en 1983. Un effort particulier sera fait pour développer ceux qui accompagnent une réduction de la durée du travail.

4) Service public de l'emploi : Les moyens de l'Agence nationale pour l'emploi et de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes seront renforcés afin d'offrir aux demandeurs d'emploi et aux entreprises un service mieux adapté aux besoins. L'ensemble de ce dispositif soulève la détermination du gouvernement de confirmer la priorité qu'il accorde à l'emploi.

5) COMMUNICATION AUDIOVISUELLE : Le conseil des ministres a examiné les nouvelles techniques de communication.

A cet égard, la loi sur la communication audiovisuelle, en discussion devant le Parlement, constitue un cadre juridique adapté. L'évolution technologique permettra de concevoir de nouveaux programmes et de nouveaux services. Il en résulte une puissante incitation au développement de la production audiovisuelle et de notre industrie d'équipement.

La création de la quatrième chaîne a été décidée. Elle sera mise en place progressivement dès l'année prochaine par reconstitution en trois ans de l'ancien réseau de télévision T.S.F. Le ministre de la communication a été chargé de soumettre un rapport au gouvernement sur la politique de programmation, les structures d'exploitation et les modalités de financement de ce nouveau réseau.

Il est en outre chargé, en liaison avec les ministères compétents, de proposer un plan de financement et d'utilisation des canaux supplémentaires devant être présentés au gouvernement au septembre prochain. Parallèlement, le ministre des relations extérieures prendra l'initiative d'une négociation internationale sur l'espace audiovisuel européen.

Pour accélérer le développement des réseaux câblés, les autorisations d'exploitation et d'édition seront rapidement délivrées, conformément aux dispositions envisagées par la future loi sur la communication audiovisuelle. Une mission interministérielle placée auprès du ministre de la communication et du ministre des P.T.T. suivra l'évolution de ces expériences.

Le ministre des P.T.T. présentera, pour l'automne, un rapport sur le programme d'extension de la télévision par câble qui d'ici là sera le IX^e Plan (1984-1988).

DECENTRALISATION OUTRE-MER

Le secrétaire d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer a présenté au conseil des ministres une communication relative à l'adaptation dans les départements d'outre-mer de la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions.

Cette adaptation tient compte des spécificités résultant de la situation géographique et de l'histoire de ces collectivités créées en départements par la loi du 19 mars 1964, ainsi que de leur situation particulière résultant de l'article 73 de la Constitution.

La coexistence de deux collectivités territoriales distinctes, le département et la région, sur une même aire géographique réunie, a conduit le gouvernement à retenir le principe de la création d'une seule assemblée tirant les affaires de ces deux collectivités.

D'autre part, le gouvernement a

LA BAGAGERIE®

PROMOTION

VALISES
très belle qualité
CUIR BICOLORE

55 cm	595F
65 cm	695F
70 cm	750F
75 cm	795F

Paris: 12, rue Tronchet - 41, rue du Four
74, rue de Passy - Tour Maine-Montparnasse
Lyon: La Part-Dieu

Envoi contre remboursement 41, rue du Four, 75006 Paris.

STYLISTES : COPIES COULEURS
Qualité photographique professionnelle
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS-12^e ☎ 347.21.32

Un grand roman
qui fait scandale aux U.S.A.
écrit par quelqu'un qui sait...

...FEMINISME EXCERBER
EROTISME TURBIDE...
J.D. MONTAGNE

LES PECCHES CARDINAL

roman

Andrew M. Greeley

CINQ 'PLURIEL' POUR L'ETE

Le chevalier, la femme et le prêtre
Georges Duby

Après la détente
présenté par Hélène Carrère d'Encausse et François de Rose

En cheminant avec Hérodoté
Jacques Lacarrière

En la fin du monde
Jean Delumeau

En la fin du monde
Jean Delumeau

Pluriel

Le Monde

société

LE SUICIDE COLLECTIF D'UNE FAMILLE EN SEINE-ET-MARNE

Des gens sans histoire

« Des gens modestes, et puis, comment dire, un peu saou-
rés, vous comprenez ? Ils
avaient leurs amis... » « Ils
parlaient très peu, juste
« bonjour », « bonsoir », et
passaient, c'est tout : en-
tendant qu'on ne les connaissait
pratiquement pas. Mais, en
tout cas, des gens polis, avec
des enfants toujours très bien
tenus... »

Il aura fallu que les Coque-
lins meurent tous les quatre,
Gilles, la mère, vingt-cinq ans,
sa femme Denise, d'un an et
cette, Nathalie, sept ans et
David, deux ans, pour qu'on
parle d'eux au village, après
le suicide collectif (le Monde du 8 juillet) dont
l'évocation fait fémir — le
T.G.V. lancé à 130 kilomètres
à l'heure qui laisse quatre
corps étendus sur la voie et
sème les débris sur deux cents
mètres — pour qu'on s'aper-
çoive soudain qu'ils existaient,
ces gens dont le signe parti-
culier était précisément de
n'en avoir pas. Des sans-his-
toire...

Ils étaient venus vivre là,
au Més-sur-Seine (Seine-et-
Marne), voici un peu plus de
deux ans, dans une petite
maison, la dernière de la rue
de la Ligne, qui s'achève en
cul-de-sac au pied de la pas-
serelle qui enjambe les toits,
appartenant à S.N.C.F.,
l'employeur de Gilles, qui
d'entretien affecté à Ville-
neuve-Saint-Georges. Sur la
porte grillagée, le badge rond
du « Club des chômeurs de
la région » : Gilles aimait tant
ce badge, une bêtise de
berger allemand, qu'il a pro-

bablement voulu entraîner
comment dire, un peu saou-
rés, vous comprenez ? Ils
avaient leurs amis... » « Ils
parlaient très peu, juste
« bonjour », « bonsoir », et
passaient, c'est tout : en-
tendant qu'on ne les connaissait
pratiquement pas. Mais, en
tout cas, des gens polis, avec
des enfants toujours très bien
tenus... »

« Ils avaient, c'est vrai, des
ennuis financiers, mais nous
avons déjà établi que ce
n'était pas des dettes insur-
montables, loin de là. A
moins que... » « A moins que
quel ? Non, mercredi soir, les
Coquelins ont été tués. Et Gilles
a pris la terrible décision.
C'était des gens modestes,
un peu renfermés, un peu
trop pauvres, qui ne voulaient
pas « faire face ».

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

JUSTICE

A MARSEILLE

L'arrestation de M. Dominique Venturi fait rebondir l'affaire des fausses factures

L'interpellation, mercredi 7 juillet, à son
domicile, de M. Dominique Venturi, a fait
rebondir l'affaire des fausses factures
qui, depuis un an, secoue les ser-
vices de la mairie de M. Gaston Defferre.
Personnage en vue de cette ville, M. Ven-
turi, qui dirigeait pendant longtemps la
C.E.G.M. (Coopérative d'entreprises gé-
néralistes du Midi) — société qui se trouve au
centre du scandale — a été présenté au
magistrat-instructeur, Mlle Marie-Chan-
tal Coux, ce jeudi matin.

Des perquisitions ont été effectuées à
son domicile, dans son véhicule, à sa
banque, ainsi que sur son bateau, mais
M. Venturi refuse de parler et de signer
les procès-verbaux. Il aurait été mis en
cause par l'un des huit chefs d'entre-

prise inculpés et écroués dans cette
affaire, qui a provoqué des remous au
sein des services municipaux.

L'inculpation, mercredi, de trois nou-
veaux employés de la ville, MM. Philippe
Nègre, Alain Oliveri et Robert Verceil,
qui ont été placés sous contrôle judi-
ciaire, porte à treize le nombre des per-
sonnes travaillant pour la municipalité
impliquées dans cette affaire de fausses
factures. Pour la plupart, agents tech-
niques, ils ont accusés d'avoir touché
des pots-de-vin — d'entreprises ayant
passé des marchés avec la ville et qui,
soit majoritairement leurs factures, soit pré-
sentaient des factures fictives.

Au total, vingt et une personnes sont

actuellement inculpées et d'autres em-
ployés sont toujours entendus dans les
locaux de la brigade financière. Mais
l'enquête n'en est qu'à ses débuts. Existe-
t-il des ramifications dans d'autres villes
de France ou à un échelon plus élevé de
l'administration de la ville de Marseille ?
Il faudra sans doute quelque temps pour
répondre à cette question. Mais cette
affaire survient moins d'un an avant les
élections municipales et il n'est pas im-
possible, dit-on dans les milieux judi-
ciaires, qu'elle ait des prolongements du
côté de la caisse primaire de sécurité
sociale, que dirigeait René Lucet avant
sa mort. La C.E.G.M. traitait également
avec cette caisse. On n'a sans doute pas
fini d'entendre parler du scandale des
fausses factures.

Des pratiques vieilles de plusieurs années

De notre envoyé spécial

Marseille. — Après le fils, le
père. Moins d'une semaine après
l'inculpation pour escroquerie,
faux et usage de faux et abus
de biens sociaux de M. Jacques
Venturi, inculpé à la prison des
Baumettes, son père, Dominique,
lui a succédé dans les locaux de
la brigade financière du S.R.P.J.
de Marseille (nos dernières édi-
tions). L'interpellation de cette
figure très connue dans la cité
phocéenne ne faisait guère de
doute depuis que les policiers
étaient parvenus à établir que la
C.E.G.M. (Coopérative d'entreprises gé-
néralistes du Midi) était au centre de
l'affaire des fausses factures.

Cette société avait en effet été
créée par M. Dominique Venturi,
le 11 septembre 1953. Son fils lui
avait succédé à la tête de la
société en 1980 jusqu'en 13 juin
1981. La Société de pavage et des
asphaltes de Paris (SPAPA), qui
avait absorbé cette firme, estimait
en effet que M. Jacques Venturi
avait pas « l'idée d'un chef
d'entreprise ni d'un bon collabora-
teur ». Depuis, il était devenu
administrateur et son père gar-
dait, néanmoins la qualité d'as-
socié.

L'entreprise a, depuis, été diri-
gée par M. Jean-Christophe Le
Guen, puis par M. Jacques Girard,
aujourd'hui inculpé et écroué dans l'affaire des fausses
factures. Mais la C.E.G.M. a été
Veigallier, administrateur, et Roger
Sala, ancien directeur financier.
C'est dire à quel point
M. Dominique Venturi était dans

le collimateur bien que n'étant
plus dirigeant.

Autant bizarre que cela puisse
paraître, c'est dans le cours de
l'enquête financière ordonnée par
le parquet de Marseille sur la
gestion de la Caisse primaire
centrale d'assurance maladie des
Bouches-du-Rhône après la mort
de son directeur, René Lucet,
que les policiers sont amenés à
s'interroger sur les fausses factures
de cette société qui avait passé
de nombreux marchés « de gré à
gré » avec la Caisse. Si rien, pour
l'instant, ne permet d'affirmer
que des malversations ont été
opérées au préjudice de la
C.P.A.M. (Caisse primaire d'as-
surance maladie), les enquêteurs
ont découvert « par hasard »,
affirmait-ils, des anomalies dans
la comptabilité de la C.E.G.M.
Leur attention a été attirée au
cours de leurs investigations par
les activités d'une autre société
dirigée par M. Roger Sala, la
S.A. « Sécurité », qui avait passé
plusieurs fois avec la C.E.G.M.

Les inspecteurs découvrent donc
que « plusieurs dizaines de so-
ciétés », selon M. Jean-Claude
Vernaduzi, chef adjoint du
S.R.P.J., sont impliquées dans un
système de fausses factures
aux dépens de la municipalité de
Marseille. Certaines de ces sociétés
sont totalement « bidon » et
ne disposent de plus souvent que
d'un simple bilan aux lettres.
Au total, huit responsables d'en-
treprises, pour la plupart des
coopératives, sont inculpés et
écroués ; parmi eux, un inspecteur
central des impôts.

M. Julien Zennaro, qui était
semble-t-il — ce qu'il conteste —
à la tête, par personne interposée,
d'un groupe de sociétés dont l'an-
née de la police judiciaire de
Nice est chargée d'analyser la
comptabilité. D'ailleurs, la
C.E.G.M. avait des activités dans
plusieurs villes de France comme
Nice, Bordeaux, Toulouse et
Paris.

Les policiers estiment donc que
pour l'instant, seule la partie
émergée de l'iceberg a été décou-
verte et qu'il faudra étudier l'im-
portante masse de documents saisis
pour voir apparaître les
 ramifications tant au niveau
d'entreprises qu'à celui des em-
ployés municipaux.

Pour l'instant, dix d'entre eux,
des services de la mairie de Mar-
seille, ont été inculpés, d'autres
sont soumis à des interrogatoires,
et les choses, dans ce milieu
semblablement pas si d'au-
tant que M. Gaston Defferre a an-
noncé qu'il allait être « sau-
vage ».

Après le parquet du tribunal de Mar-
seille, on souligne que la collabo-
ration des services municipaux est
totale. Des investigations seront
effectuées dans les marchés passés
par d'autres secteurs techniques.
Mais, actuellement, la division de
l'architecture de la mairie est la
plus directement concernée. Une
section entière, du directeur fi-
nancier en passant par la com-
ptabilité, chargée des dépenses,
s'élève et septième arrondisse-
ments, a été disséminée. Son chef,
M. Alfred Bernard, qui possède
une splendide villa, avait acquis
également une vingtaine de
studios.

On comprend aujourd'hui pour-
quoi, dans ce service, le directeur
administratif, M. Jacques Car-
baccia, a été refusé. Il y a cinq
ans, une belle promotion. Au
total, quinze personnes ont été
suspendues de leurs fonctions et
le directeur des services archi-
tecturaux, M. José Bazzani, ainsi
que M. Jacques Mouton, chef du
service des sports, ont été mis
par arrêté de M. Defferre après
qu'ils auraient fait la démission
de leur poste.

Le service architecture est l'un
des plus importants de la munici-
palité en ce qui concerne les
investissements financiers (de
l'ordre de 40 % par rapport au
budget de l'équipement). Il dépen-
dait de M. Antoine Andrieux,
cinquième adjoint socialiste, char-
gé des bâtiments communaux,
qui souffre depuis le printemps

dernier d'une grave maladie. Vieil
en municipal, sénateur, il a tou-
jours été proche de M. Dominique
Venturi, et l'un des inculpés.
M. Roger Sala, tenu de se
présenter auprès des enquêteurs
d'une carte de secrétaire parle-
mentaire qui, selon la collabora-
trice de M. Andrieux, était
« purement honorifique ».

Ce qui est sûr, en tout cas,
c'est que lors de la reprise de
la C.E.G.M. par la SPAPA, les
appuis politiques de M. Dominique
Venturi ont joué un rôle non
négligeable. Dans un document
en date du 25 mai 1979, lors des
pourparlers, il est même indiqué
que « la considération de la per-
sonne de M. Venturi est, pour la
SPAPA, un élément essentiel et
déterminant qui l'a amené à
contracter le présent protocole ».

En conséquence, la SPAPA sera
détachée de son obligation d'acquies-
cer les parts de C.E.G.M. au cas où,
au moment de cette obligation
devra être associée, M. Venturi ne
serait plus associé de C.E.G.M. ».

Ce même document fait état d'un
certain nombre de « marchés
réversés » avec la Ville de Mar-
seille.

Un mécanisme classique

Des « marchés réversés », qui,
selon M. Alain Bidou, secrétaire
général de la mairie, n'existent
pas. Tout au plus peut-on parler,
après ce membre du corps pré-
fectoral, d'une disposition du
code des marchés — l'article
262 — qui dispose en substance
qu'en cas de soumission de plu-
sieurs offres, un sur quatre est af-
fecté à une société coopérative.
Quelle était donc la part réelle
prise par la C.E.G.M. dans les
appels d'offre des marchés ?
L'enquête le déterminera.

Quoi qu'il en soit, le mécanisme
était des plus habituels. Il s'agis-
sait en fait, purement et simple-
ment, d'entreprises « taxis » qui
établissaient, avec des factures
majorées, soit des factures fiau-
ves. Le personnel de la mairie

chargé de réceptionner les tra-
vaux fermait les yeux, moyennant
bien entendu quelques pots-de-
vin dont le montant n'est pas
encore évalué et qui, selon cer-
taines sources, allaient de
5000 francs à quelques millions
d'anciens francs. En général, les
pourcentages variaient entre 25
et 5 % du montant des marchés
et permettaient aux entreprises
adjudicatrices de constituer des
caisses noires. Seul un examen
comptable approfondi permettrait
de chiffrer avec précision les som-
mes détournées. Une comptabilité
occulte a été retrouvée à la
C.E.G.M. et des relevés précis
dans le bureau d'un agent tech-
nique.

Depuis quand durait ces mal-
versations ? Vraisemblablement
depuis plusieurs années. Mais
comme on le souligne au parquet,
la prescription est de trois ans
en la matière. Cependant, il n'est
pas impossible qu'il y ait des
prolongements du côté de la
Caisse primaire de Sécurité
sociale. Un magistrat a eu ce
mot : « Les pendanges seront
bonnes, mais tous les rats ne
sont pas noirs ».

En attendant d'éventuels déve-
loppements, les enquêteurs et le
magistrat instructeur, Mlle Marie-
Chantal Coux, consultent les
pièces saisies et procèdent à des
vérifications. Leur travail s'an-
nonce long et difficile. Il n'abou-
tira vraisemblablement pas avant
de longs mois. On l'a bien vu
lors d'une autre affaire qui, à la
fin de 1978, avait été aussi
abordée à l'interpellation de sept
employés municipaux soupçonnés
d'avoir touché des pots-de-vin,
du directeur régional de la Société
chimique routière et d'entreprise
généraliste (S.C.R.E.), d'un entre-
preneur de travaux publics et d'un
artisan maçon (le Monde du
18 décembre 1979). Cette affaire
pour laquelle M. Defferre souhai-
tait que « tous les rats soient
fautifs », est toujours à l'instruc-
tion. Le dossier est cependant sur
le point d'être refermé, mais des
zones d'ombre subsistent encore.
Qu'en sera-t-il de l'affaire des
fausses factures ?

MICHEL BOLE-RICHARD.

MÉDECINE

Le nombre des hôpitaux publics tenus de pratiquer les I.V.G. va être augmenté

Le nombre des établissements
hospitaliers publics tenus de pra-
tiquer les interruptions volon-
taires de grossesse va être aug-
menté. Aux termes d'un décret
qui vient d'être signé par le
ministre de la Santé, chaque
hôpital de la catégorie I et des
droits de la femme et qui devrait
entrer en application, indique le
ministère des droits de la femme,
au cours du mois de juillet, tous
les établissements publics qui
compréhendent un service de chi-
rurgie ou une maternité seront
déormais tenus de disposer des
moyens permettant la pratique
des I.V.G.

En avril 1980, un décret
complétant la loi du 31 dé-
cembre 1975 relative à l'inter-
ruption volontaire de grossesse
avait créé l'obligation pour les
seuls centres hospitaliers ré-
gionaux et centres hospitaliers
généralistes de disposer des moyens
permettant la pratique des I.V.G.
Deux mois plus tard, une cir-
culaire du ministre de la Santé
et de la sécurité sociale invitait
les autorités administratives à
« susciter l'investissement » à
« où le besoin s'en fait sentir »
la mise en place de moyens per-
mettant la pratique des I.V.G.
« dans d'autres centres hospi-
taliers, même s'ils ne sont pas
classés centres hospitaliers ré-
gionaux ou généralistes ».

C'est donc cette faculté qui est
en passe pour un certain nombre
d'établissements de se
transformer en obligation.

SCIENCES

Redécoupage du comité national du C.N.R.S.

Un arrêté publié au Journal
officiel du 8 juillet modifie la
liste des sections du comité
national du Centre national de
la recherche scientifique. Les
membres du comité national
seront dorénavant répartis en
quarante-cinq sections au lieu de
quarante et une. Dans plusieurs
cas, une nouvelle section corres-
pond presque exactement à une
ancienne et la seule modification
est un changement de numérotation.
C'est le cas pour les sciences
de la nature — sauf la chimie —
et pour celles de l'ingénieur, à
ceci près que la physique nu-
cléaire et la physique corpus-
culaire forment deux sections
distinctes au lieu d'une seule.

Le secteur de la chimie, au
contraire, profondément réorga-
nisé, est divisé en sept nouvelles
sections dont les limites ne coin-
cident pas avec celles des sec-
tions qu'elles remplacent.

Des changements de moindre
importance affectent les sciences
de la vie — deux sections au lieu
de dix — avec pour l'essentiel un
célément de la biochimie.
Enfin, dans les sciences de
l'homme et de la société — treize

Faits et jugements

Un policier tué au cours d'une interpellation

Un policier de la brigade cambé-
de Dijon (Côte-d'Or), M. Joël
Chambault, trente-six ans, marié
et père de deux enfants, a été
tué dans l'affaire des fausses
factures. Le corps du policier a été
trouvé le 7 juillet, à Dijon, alors qu'il
procédait, en compagnie d'autres
gardiens de la paix, à l'inter-
pellation de trois maîtres
dont ils avaient pris le véhicule
en chasse à bord de deux voitures
de police.

C'est au moment où les poli-
ciers étaient parvenus à faire s'im-
mobiliser la voiture des fuyards,
M. Chambault s'avançant dans
leur direction, qu'un des trois
maîtres a tiré deux coups de
chasse à canon soit. Lors de
l'échange de coups de feu qui
a suivi, M. Chambault a été tué.
Il avait été blessé, avant que
tous les trois soient appréhendés.

M. Defferre suspend
onze policiers

M. Gaston Defferre, ministre de
l'Intérieur, a suspendu de leurs
fonctions, le mercredi 7 juillet,
onze policiers de Mulhouse et de
Strasbourg, qui, tous, avaient fait
l'objet de condamnations pour
cette affaire de fausses factures.
Ces policiers, récemment prononcés
par les tribunaux correctionnels de
Colmar et de Nancy (le Monde du
30 juin).

Quatre de ces fonctionnaires
(un brigadier, un sous-brigadier et
un gardien de la paix) apparte-
naient au corps urbain de
Mulhouse, les sept autres — un
commissaire, cinq inspecteurs et
un enquêteur — étant affectés au
service régional de police judi-
ciaire (S.R.P.J.) de Strasbourg.

Le conseil de discipline de la
police nationale, devant lequel
comparaîtront les sept intéressés
à la fin de ce mois, proposera
ensuite, au ministre de l'Intérieur,
la décision administrative définitive
que cette instance estimera
devoir être prise à l'encontre de
chacun d'entre eux. D'ici-là, les
sept fonctionnaires continueront
à percevoir leur traitement.

« Nic » le calomnié

Marseille. — « Répondre à
trente ans de calomnies » et
démontrer que « son passé était
des plus honnêtes » : voilà à
quoi s'était engagé envers la
presse M. Dominique Venturi,
qui, l'inculpation de son fils
avait fait sortir de sa réserve.
A vrai dire, personne n'y croyait
vraiment. Son interpellation avait,
en tout cas, ruiné les minces
espoirs de faire quelque lumière
sur cet homme âgé de cinquante
sept ans, qui semblait, comme
l'on dit dans le milieu, « rangé
des voitures ».

Depuis l'époque où il était
livreur au journal le Provençal,
M. Venturi a parcouru, il faut
bien le reconnaître, beaucoup
de chemin sans véritable encom-
bre. Ce père de famille de trois
enfants, qui fut patron de bar,
s'installa tout d'abord dans la
célèbre affaire du Combiniol,
un navire transportant deux mille
sept cents caisses de cigares
de contrebande, qui, le 4 octo-
bre 1952, fut attaqué par une
bande parfaitement organisée. Il
s'ensuivit une véritable guerre
de clans qui fit au moins une
vingtaine de morts à Marseille
et ailleurs.

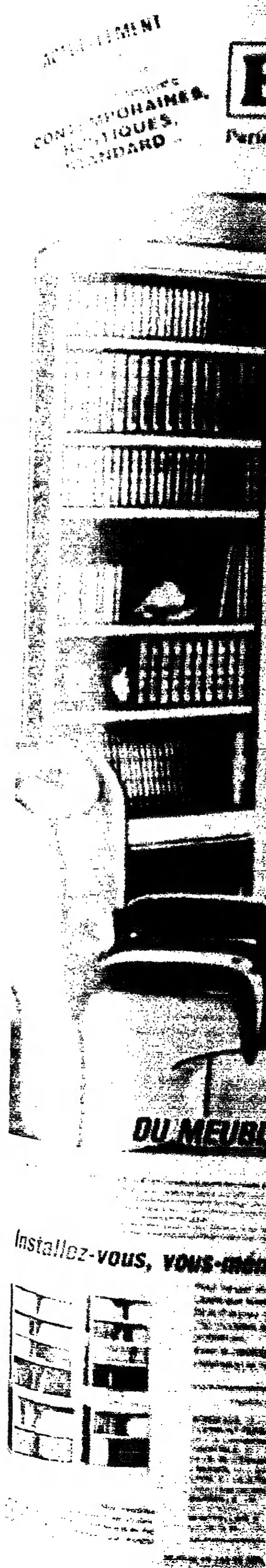
Plus tard, M. Venturi sera
soupçonné par les Américains
de se livrer au trafic de drogue
par l'intermédiaire de son frère
Jean, qui résidait au Canada.
Rapporté au fichier central des
stupéfiants, il ne sera, comme

beaucoup d'autres, jamais
condamné, et les rares condam-
nations dont il fera l'objet ne
seront essentiellement pour port
d'armes prohibées (1).

Il est vrai que dans le milieu
des années 50, M. Venturi est
devenu très officiellement un
homme d'affaires, mais aussi un
fin politicien. Il fréquente les
rangs de la S.F.I.O. et a ses
grandes et ses petites entrées
à la mairie. Ce n'était un secret
pour personne à Marseille que
le « valeureux Nic » n'a rien à
apprendre en matière de cam-
pagne électorale et sait rendre
des services à ses amis socialis-
tes et à ses amis corse.

« J'ai fait, n'en déplaise à tous
mes détracteurs, mon trou à la
force du poignet, et-t-à dédier
au début de la semaine. Aujourd'hui,
c'est sans doute pour
cela qu'il refuse de répondre
aux questions des enquêteurs de
la brigade financière. Une chose
est sûre, cependant, ses protec-
tions n'ont pas joué. Le vent
a-t-il définitivement tourné pour
Nic Venturi après « trente ans
de calomnies » ? — M. B.-R.

(1) N.D.L.R. — C'est par er-
reur que nous avons indiqué
dans notre deuxième édition
datée 8 juillet que M. Venturi
avait été mis hors de cause
dans l'affaire du Combiniol.
Il a en réalité été condamné à
quatre mois d'emprisonnement.



ue Venturi
sses factures

sieurs années

le colomnie

ACTUELLEMENT
Grande
exposition
de Bibliothèques
CONTEMPORAINES,
RUSTIQUES,
STANDARD...

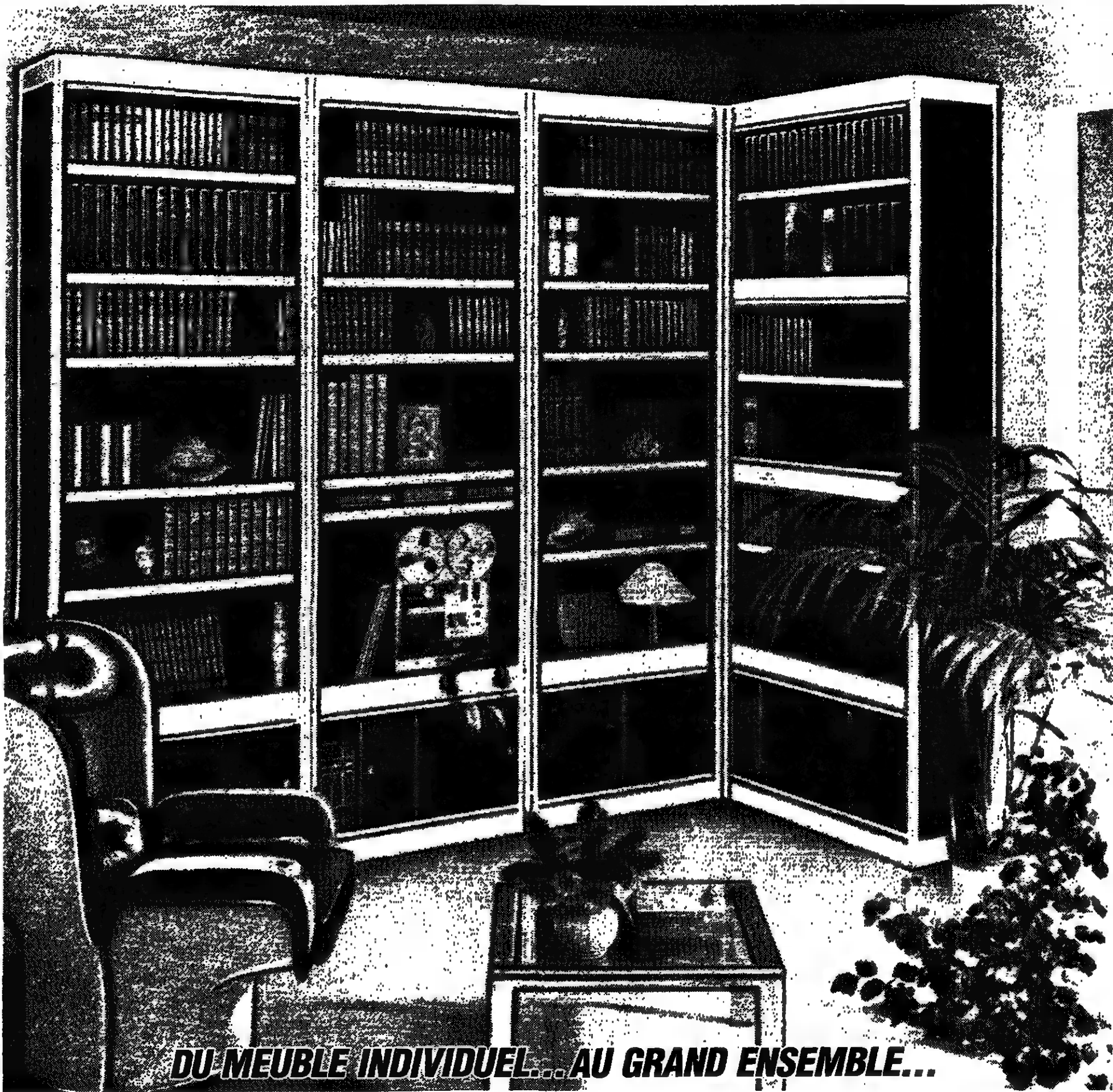
La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris - Bruxelles - Genève - New York - Rome - Rotterdam - Vienne

PARIS : 61, RUE FROIDEVAUX, 14°

Dans notre
Catalogue Gratuit

250
MODÈLES BIBLIOTHÈQUES
VITRES NON
JUXTAPOSABLES
SUPERPOSABLES
DEMONTABLES

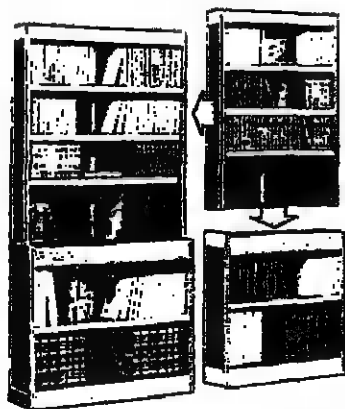


DU MEUBLE INDIVIDUEL... AU GRAND ENSEMBLE...

CONTEMPORAINES 50 MODÈLES-JUXTAPOSABLES-SUPERPOSABLES 5 hauteurs - 8 largeurs - 8 profondeurs - 2 couleurs
Ces modèles sont réalisés en PROFIL ALUMINIUM ANODISÉ BRUSSE et en mélaminé blanc ou noir. Montage et démontage très
faciles, notice de montage et de joint. Montants et traverses en aluminium anodisé. Pince d'assemblage. Pieds à visse plastique
noir. Côtés et fonds en mélaminé double face 8 mm. Charnières aluminium anodisé. Étagères réglables en aggloméré mélaminé
double face 15 mm, chant avant avec T aluminium anodisé.
VITRAGES : Nos modèles Contemporains peuvent être équipés facilement et séparément de portes coulissantes, en verre ou en
glaces pisol bronze de 6 mm d'épaisseur. Ces glaces coulissent dans des traverses spéciales et peuvent être placées à l'importe quel

endroit de votre bibliothèque. Le système complet (2 glaces, 2 traverses) est livré en supplément des meubles.
Ce magnifique ensemble Contemporain est constitué par simple juxtaposition de 3 modèles PA 7 35 B et un PA 9 35 B en angle
avec profil d'angle arrondi. La bibliothèque en retour (PA 9 35 B) est équipée d'une vitre à vitres coulissantes en Pansol Lumé.
Hauteur : 2,45 m - Largeurs : PA 7 35 B = 78 cm - PA 9 35 B = 94 cm - Profondeur utile : 30 cm - Contenance totale : 111 volumes.
La même ensemble peut être réalisée en 2 mètres de hauteur et en profondeur utile 30 ou 30 centimètres.
Ces modèles sont entièrement équipables de vitres coulissantes sur option.

Installez-vous, vous-même, ultra rapidement et facilement A DES PRIX IMBATTABLES



Nos modèles
vous permettent de
constituer et d'agrandir votre bibliothèque au fur
et à mesure de vos besoins, par simple
pose sans aucune fixation.

Pour ranger, protéger vos livres... incorporer votre télévision... chaîne Hi-Fi... votre intérieur.
Quels que soient la place dont vous disposez, en hauteur, en largeur, en profondeur... le format de vos livres et le style de votre intérieur, La Maison des
Bibliothèques répond à tous vos problèmes. D'innombrables combinaisons d'assemblage par juxtaposition ou superposition à partir de 250
modèles ainsi que les nombreux accessoires et options possibles, permettent de réaliser la bibliothèque de votre goût exactement adaptée à vos
problèmes.
Le catalogue gratuit de la MAISON DES BIBLIOTHÈQUES (68 pages en couleurs), vous recevrez le tarif qui vous permettra de chiffrer votre
installation et nos spécialistes pourront, plus, vous être utilement à nos magasins.

Paris : 61, rue Froidevaux, 14°

Magasin ouvert le lundi de 14 h à 19 h, et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption.

Métro : Denfert-Rochereau - Galle - Edgar-Queret. Autobus : 28 - 38 - 58 - 68

BORDEAUX, 10, r. Bouffard, (56) 44 38 42
CLERMONT-FERRAND, 22, r. (73) 77 77
GRENOBLE, 11, r. St-Laurent, (76) 11 11
LILLE, 88, r. Esquermoise, (20) 11 11
LIMOGES, 57, r. (79) 15 42
LYON, 8, r. de la République (métro Hôtel-de-Ville, Loué-Pradel), (7) 829 38 51
MARSEILLE, 11, r. Estrangin, (91) 57 60 54
MONTPELLIER, 8, r. (pres Gare), (67) 58 19 32
NANCY, 8, rue Saint-Michel (pres du Palais Ducal), (83) 84 84
NANTES, 16, r. Gambetta (pres r. Coulmiers), (40) 74 59 35
NICE, 8, r. de la Bouchère (Vieille Ville), (50) 11 11
RENNES, 18, quai E.-Zola (pres du Musée), (35) 71 58 22
ROUEN, Front de Seine 2000, 43, r. des Charrettes, (35) 71 58 22
STRASBOURG, 11, rue des Bouchers, (88) 36 73 78
TOULOUSE, 1, r. Trois-Renards (St-Serni), (61) 22 92 40
TOURS, 5, r. (pres des Halles), (47) 61 03 28

Reprise en cas de non convenance. Expédition par air et par colis dans toute la France métropolitaine. Des milliers de références.

BON POUR UN CATALOGUE GRATUIT EN COULEURS

à retourner à
LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES, 75680 PARIS CEDEX 11
Veuillez m'envoyer sans engagement, votre catalogue en couleurs contenant
tous les modèles, largeurs, hauteurs, profondeurs, etc.) sur vos meubles : STANDARD, RUSTIQUES,
STYLES CONTEMPORAINS, LIGNE OR, LIGNE NOIRE

Nom : _____ Prénom : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

CATALOGUE PAR TÉLÉPHONE (1) 320.73.33 24 H SUR 24 H

REpondeur AUTOMATIQUE

L'écriture en liberté

un roman
qui vous bouleversera
dénoël

SDNA
solde

LE TRAJET D'ALBERT CAMUS

REVENANT d'Amérique en France pour le premier fois

Camus rêvait alors de retracer un voyage en Grèce. Cette aventure lui tenait à cœur : il m'en parla longuement, café entre le mur d'angle et la banquette contournée de cuir marron sous la vitre, dans la place biscaïenne, après 1900, du côté Lipp. Tout en s'affirmant agnostique, détaché de toute religion, il se laissait aller à des confessions précises, il se sentait attiré par l'autre face des choses, celle qui dormait sous la surface sensible du monde à laquelle il se déplaçait l'enfance, l'adulte, parfois, l'homme. Confrontant sur place Apollon à Dionysos, sur les traces de son maître, il espérait-il un jour résoudre en Grèce le conflit de la raison et de l'émotion, la perfection des formes visibles qui, en figurant l'énergie démoniaque, la limitent et nous en protègent? Camus me confia alors qu'il éprouvait au plus profond de lui-même une inquiétude, dont pourtant la connaissance directe lui échappait, sans sous les espèces du manque et de la nostalgie.

traverse en-
Camus, des *Carnets* de
l'adolescence et des grands
hymnes en prose de sa jeunesse.

DEPUIS la parution de l'étranger il y a cinquante

DEPUIS la perution de *l'étranger* il y a quarante ans, l'œuvre de Camus a connu un immense succès de lecture et d'enseignement à mondial. Malgré les critiques diverses, malgré des simplifications et des récupérations excessives, elle n'a cessé de garder, à nos yeux, un statut privilégié.

Une partie de cette œuvre est désormais classique; le reste fait l'objet d'une lecture de plus en plus révéle en, bien que nous ne soyons pas étrangers à la qualité. Ne considérons pas, depuis quelques années, son « retour » à l'école et ne nous en faisons pas, jour après jour, un problème. Elle est l'un des nombreux livres de sa « bibliothèque ».

colloque de Paris (1980) et l'expertise dirigée par Raymond Gay-Crosier et Jacqueline Lévi-Valensi, le colloque Albert Camus, qui s'est tenu du 11 au 28 juin dans le cadre toujours aussi fructueux de la section de la langue et de la littérature française de l'université de Paris. Un couple très international, une soixantaine d'universitaires d'autour du thème : « Camus : œuvre fermée, œuvre ouverte ? »

Disons d'emblée que ce colloque a été riche et pondéré fut un succès grâce à un ensemble de communications d'une grande qualité. L'étranger, en France et dans le monde, n'est pas un thème qui n'a pas été débattu avec les exposés nouveaux de *Albert Camus* qui ont une interprétation particulièrement convaincante d'une « double meurtre » (Meusaulis), de José Sanchellon, Jean Gassin et André Abbott. La pertinence de l'approche psychanalytique fut confirmée par la présence de deux auteurs par la jeunesse retrouvée par J. Lévi-Valensi, le Derridien *Jour d'un mort-né*, ainsi que par des références de Jean Sarracoin au dernier projet de Camus, le *Premier Homme*.

Malgré les efforts de R. Gay-
crossier, à propos de l'Homme
révolté, on admit en général,
après l'exposé riche en aperçus
d'Edouard Morot-Sir, que l'œu-
vre de Camus relevait de l'est-
hétique plutôt que de la
philosophie. James Arnold si-
gnala d'ailleurs à ce sujet que
Camus, selon toute apparence,
n'avait lu qu'une certaine de-
couverte de la *Phénoménologie* de
Heidegger et moins du tiers de

algérienne (Noces, Fête, Retour à Tipaza), jusqu'aux Camus, parvenant à la maturité affective et spirituelle, espérant même peut-être en Grèce, en Écho aux premières cultures africaines, c'est la réalité d'Alger, la présence d'Alger à travers la lumière traversant l'air qui rayonne dans le ciel algérien. Sur les traces de Platon, il pensait y retrouver la confirmation d'un mythe originel d'union entre la splendeur du ciel et les êtres.

Cette transparence de la transparence inspire toutes les nouvelles de l'Édén et le Royaume; l'opacité de la Chute n'en constitue que l'envers dialectique. Dans le développement organique du monde, il ne s'agit pas seulement la cohérence du thème, mais aussi la nécessité structurale interne des diverses parties.

Évoquant son désir de l'expérience du sacré, sa nostalgie de la lumière primordiale qui lui révélait d'épaisser en errant vers les ténébreux de la livre ou de Delacour, Camus ne dit une confiance qui délaie sur un point essentiel ses rapports directs avec l'Édén. Celui-ci, remarque-t-il, avait qualité des livres tels l'étranger de contes postérieurs. Aux yeux de Camus, cette lecture sacrilège de son œuvre ne résultait pas seulement d'un malentendu d'ordre littéraire, elle constituait un contre-acte, elle était la tentative d'une incompréhension totale!

« Tout d'élimer ses écrits dans
 la tradition nihiliste classique,
 dans de *Comédie*, Camus voyait
 dans *l'Etranger* comme dans la
Chère une étape de la reconquête
 du sens, une phase dans la puri-
 fication du langage et de l'exis-
 tence humaine sur Terre. L'enjeu
 réel, pour lui, était l'émergence
 de la vérité et de la sainteté dans
 un monde opaque, déchu, dans
 un langage corrompu et insigni-
 fiant au départ. Camus avait
 écrit ses livres majeurs pour pro-
 tester contre le non-sens d'une
 vie livrée au mensonge, à la déri-
 sion, au hasard, et au meurtre

Père et le Néant. Plusieurs communications, dont celles de Brian Pilon (l'un des meilleurs spécialistes de Camus), de Peter Cyren et Laurent Mailhot, à propos du chapitre dans une perspective chrétienne, et de la question de la fonctionnement de l'écriture manuscrite; Paul Villaret, parlant de l'ironie dans la *Chute*, explique pourquoi **il y avait** un peu d'humour dans Camus.

Invité de marque, Alain Robbe-Grillet, avait quitté le Congrès pour aller tourner un film le *Capitaine pour venir sonner*, mais il a complété le rapport de Renato Barilli, le rapport profond qui existe entre *Étranger* et le *Roman Roman*, montrant aussi que Camus n'est pas un philosophe qui se contente d'appliquer des concepts humanistes qui sont trop pleins du monde et qui finit par imposer.

Pour finir, et c'est facile, toutes les fois que la politique réunissait Jacques Schephardi (qui est mort) et moi, nous nous rendions chez Camus Schopenhauer et J.-J. Boncompagni, à Paris, dans le quartier (qui n'est plus) du Centre, au 12 rue de Valenciennes, dans un registre arçonnien. C'est là que Camus et moi nous sommes rencontrés pour la première fois. C'est là que nous avons écrit la belle formule : « Dans les bouches d'or il y a quelque chose de la langue des poètes et de la langue des philosophes ». C'est là que nous avons brillamment tenu à quel point la vie politique-morale de Camus était actuelle. Cette actualité ne fut heureusement pas exploitée dans un sens polémique, mais servir au contraire mieux définir le rôle politique et idéologique des années 50. Il n'y a sans doute pas de doute que Camus, dans son œuvre, n'ait été une référence à la fois nardistique et à la fois philosophique. C'est là que Camus, avait une vision de la vie, de la mort, de la vieillesse. La période 1945-1960, me semble, cependant, qu'on s'y attende. Suggérons l'organisation d'un colloque qui, prenant pour thème l'activité de Camus, nous permettrait de donner une vue d'ensemble sur la vie intellectuelle de cette époque.

Michel RYBULKA
Christine WALLGREN-VENCE

■ L'un des résultats du colloque fut la confirmation d'études camusiennes qui ouvrira à l'avenir un rôle utile "information" et de coordination. Adresse : J.-Lévi-Valensi, Université d'Amiens, 80000 Amiens.

qui fleurit au milieu de l'indifférence universelle. Pour donner à ces satiriques et corrosifs correspondants aux premiers moments d'une lente, d'une initiation à la lumière secrète du monde. L'œuvre au Royaume devait se faire à travers le défilé de l'Exil. Comment pouvait-il imaginer une approche de la grâce interdite, une rencontre possible avec le divin qui s'occulte dans l'absence...

ajouta, pour conclure, qu'il ne voyait dans ses publications jusqu'alors que des protégés à l'œuvre future, qui seule importerait et lui donnerait sa place dans l'histoire littéraire spirituelle du siècle. De *l'Etranger* à la *Chute*, tout n'était que tâtonnements, préparation au livre majeur : ce *Docteur Juan*, depuis longtemps en gestation, dont il m'expliqua rapidement les contours, le thème, le personnage sec et osseux pris dans sa main droite, en se penchant en avant, les coudes appuyés sur la lourde table de bois sombre de la brasserie Lipp. L'expérience de la dernière collection lui fournissait peut-être une certaine assurance. Mais, quels éléments de synthèse entre l'Éros et la Connaissance qui constituerait l'axe de pensée de sa vie et de son action littéraire à venir. En juin 1989, Albert Camus se sentait un écrivain véritable.

Comme le héros de sa grande nouvelle prémonitoire, intitulée *Jonas ou l'Artiste au travail*, Camus achève sa quête d'unité.

durement cours

partout

dans ses écrits, où l'heure ou tout
est déjà joué pour lui, son insu.

à travers les tentations, les pié-
ges, les contradictions de l'expé-
rience humaine, après l'épreuve
du passage par les zones arides
où il connaît une longue éclipse
son pouvoir créateur.

du don d'aimer, James agonisant
reconquiert, avec le bonheur
d'exister ici-bas, une conscience
émergente du monde, « cette force
joyeuse en lui, qu'il n'a jamais per-
due », au-dessus de toutes choses, dans un
libre et vif. L'étoile du
Royaume se met à luire sur « ses
pensées qu'il ne pourrait pas dire,
et à jamais silencieuses. Et dans
l'obscurité revenue, là, s'étail-
le son âme qui brillait tou-
jours et était la source de sa
connaissance, le cœur plein de gra-
titude et là le regardait encore,
lorsqu'il tomba, sans un bruit.
Il prenait

fin.

l'humide et Royaume, vers
l'unière de vie, « notre tâche
est de mourir net de cher-
cher, à travers tous les mots,
la nommer », s'écrit le jeune
Claude. Un jour, il a vu pas en
certain que dans lui aussi il
« constamment vitalité » / A la
question décisive que posait l'ado-
lescent, d'« être méditant sur
le monde », il a répondu : « oui, qui
est partie, à son autre monde,
ma vraie patrie », le rêve d'un
voyage initiatique en Grèce et
l'accident mortel sur le chemin
du retour hivernal à Paris
apportent la réponse double et
cailleuse du destin.

CLAUDE VIGÉ.

(Suite page 111)

Enfin, il existe encore une « possibilité d'attente » que la société, telle quelle est, peut dégrader ou même nous réserver un jour. Mais en quantité si en moyenne, les possibilités inverses augmentent largement.

La mort de déclin fait pendant à celle d'Ironie, et ces deux choses valent secrètement partie liée. L'auteur n'est pas obsessionnellement sûr de ce qui se perd : « dans nos temps, que le mal continue à miner des quarante ans dans nos arts et nos rites, qu'elles se fassent à Berlin » — des théâtres; dans nos villages malades, aussi...

C'est notre Occident latin à abdiquer, inexplicablement. Ce bloc communiste disparaît d'un coup et laisse place à une armée formidable ; il y a toute une morale ~~à tirer~~ quant au war, à la famille, à une idéologie à vocation planétaire qui garde, pour sa classe dominante, un pouvoir justificatif. Mais hors cette classe, il n'y a plus guère que quelques évêques -, plaisante Thierry Maunier, pour voir une ~~prophétie~~ évangélique de l'Église française dans le communisme pavlovien que niche le communisme intégral. Comment se fait-il donc que cette société, qui ne connaît ni Dieu ni Diable, ait inventé l'économie, l'invention technique, se trouve en position de culpabilité, du diabolus molit, pour ne pas dire de complicité active avec lui a juré sa parole ?

Cette manière de penser collective, dont il s'étonnait déjà dans ses Vies sacrées, Thierry Maunier lui cherche ici des explications. Le progrès matériel, notre point fort, ne sera plus lieu de réponse à l'énigme humaine, ni d'idéal, dès lors qu'il se révèle, comme dans le cas, ni l'autrui, ni soi-même. Alors, nous aurons peut-être enfin accès à nos moyens de salut par la victoire. Mais nous ne pouvons pas inventer les valeurs qui nous débarrassent.

Par : nous privilégiés, pour continuer à profiter de leurs avantages, ont joué à reprendre l'habitude de nos salaires qui les ramènent en question. A leur suite, nous nous sommes mis collectivement, et sincèrement, coupables de cette supériorité. Hélas, dans les guerres continues que les Deux Grands nous ont fait perdre pour mieux grappiller les leurs, la mauvaise conscience nous pousse à éprouver nos adversaires, à tendre la gorge, rongée par un tel quel goût de néant, quelle espérance du pire.

QUE pour empêcher un pire, et qui qu'il ne pas sûr ? Donner des coups de pied dans les ombres ? C'est sûr. Mais, nihilisme, Don Juan le prouve qu'une fois l'esprit de vengeance. Edicter de nouvelles valeurs spirituelles ? Thierry Maulnier s'en méfie, sans raison. La philosophie, le pouvoir, la culture, la courtoisie, ou implaceable. Mais vaut essayer de faire les révolutions, de répartir plus justement le capital, et d'arrêter le progrès de la planète, comme on a les moyens, au lieu de se battre avec elle. La recherche en Europe pourrait nous apprendre qu'il y a des choses à savoir et tout ce s'entre-tuant, ils ont produit le meilleur, le plus exquis, du patrimoine humain.




Au-delà des suggestions, que l'écrit Thierry
au pour stimuler nos — la polygamie
de la démographie, la métis hermaphrodite comme
solution à l'infériorité — je me demande
ce sceptique que la haute silhouette pensive penchée
songer aux saints trop grands pour leur niche, si
contempteur du bien-pensant, me met pas finale-
ment en espoir, malgré tout, dans... la pitié. Une pitié active,
dépassant la boudhique; d'inspiration chré-

Cet amour risque d'être exploité contre nous, tant il vrai que les activités les relations sont les plus vulnérables. Mais il peut, seul, être le plus le agneau sans devenir loup. Il donne sens à la vie, même qu'aucune autre valeur. Il a déjà permis d'arracher notre liberté à l'esclavage de la reproduction.

L'auteur en parle incidemment, à très basse, et n'est pas homme à claironner ses espérances, comme pour éviter qu'elles ne s'envolent, et pour nous laisser libre de croire ou non à lui. Mais les paroles les plus positives du livre, les plus fortes, « Le langage des écrivains », écrit-il. Et plus ardemment encore : « Une œuvre sublime à l'œuvre ».

BERTRAND POIRÔT-DELPECH.
★ L'ÉTRANGÈRE D'ÉTRE, ■ Thierry Maunier. Gallimard,
136 pages, 70 F.

série dirigée par jean-claude zylberstein

aleichem un violon sur le toit
sherwood anderson
 la mort dans les bois
bellow un homme en suspens
benchley le supplice  week-ends
elizabeth bowen les petites filles
elizabeth bowen les cœurs détruits
brancati le bel antonio
buzzati barnabo des montagnes
calvino le corbeau vient le dernier
calvino marcovaldo
calvino le sentier des nids d'araignées
dick portrait de l'artiste en jeune fou
fitzgerald histoires  pot hobby
fitzgerald le pirate de haute mer
forster route des indes
greene  américain bien tranquille
greene notre agent  la havane
greene
 pouvez-vous nous prêter votre mari ?
hecht un juif amoureux
huxley deux ou trois grâces
huxley jaune  crome
huxley après le feu d'artifice
isherwood mr. norris change de train
isherwood tous les conspirateurs
isherwood la violette  prater
james  que savait maisie
ladner champion

10 18

collection dirigée par christian bourgeois

**L'LOUP
DURAND**
La porte
de
Mercantour

radicalisation, des initiations des mystiques traditionnelles.

Le réveil du monde grec — la mort, comprise comme l'initiation à la survie », il y a loin de la mort rituelle que connaît le jeune homme avant de devenir adulte à cette fausse représentation.

Pour ce livre, j'ai écrit aussi, parce qu'il me paraît tout de même difficile de trouver une institution qui ne soit pas un « mysticisme » au sens où le mot est employé ce terme, un « mysticisme » parabolique à celui qui se pratique dans les religions d'Orient, si l'on peut dire, comme on en parle, mais qui produisent des hallucinations provoquées par l'absorption d'un tel ségla.

Un chapitre final sur quelques aspects en contrepoint qui sont utiles, et ces comparaisons ont plus d'un lecteur intéressé.

PIERRE VIDAL-NAQUET.

★ ESSAI SUR LE MYSTICISME GREC, de Dario HANSEN, traduit de J.-P. Darmon, préface d'Yves Bonnefoy, collection "L'Esprit du monde", Flammarion, 1987, 60 p., 12 francs.

ERIC ROUSSEL.
★ Ici on a aimé les juifs, de Philippe Lattes, 216 pages.

L'Histoire immédiate au Sevil

ERIC ROUSSEL.
★ Ici on a aimé les juifs, de Philippe Lattes, 216 pages.

La passion imaginaire de Goethe et de Bettina

« Je n'ai jamais vu l'homme... » dit-il, « mais probable... mais qu'importe, au fond ? »

Etient et discourt, pleurant et rient, il se dit : « Arthur ne m'a jamais... »

« Qu'importe, elle ne m'a jamais sur le fil brillant qui sépare le réel romantique et le réel... »

« Mais elle m'a gardé son équilibre d'intrépide funambule. »

La biographie d'Ingeborg Drewitz nous est une chronologie précieuse, mais, hélas ! n'opère pas la synthèse. A nous, lecteur, de ressusciter, il partir de ces données passionnelles, Bettina dit qu'elle a écrit et écrit.

DOMINIQUE DESANTI.

★ **BETTINA DREWITZ ASSOLE, ZIGZAGUANT, REVOLUTIONNAIRE, UTOPISTE, de Ingeborg Drewitz, traduit de l'allemand par...**

drôle l'histoire de ce vieux rabbin qui ne peut pas accepter l'amour d'une jeune et belle cousine, l'histoire où la mort et l'émigration emportent avec eux les regrets et la nostalgie. (*Le gamin connaît à l'écriture*)

« Polkowiaks », une personnalité de Singer ? Ici, le héros est un jeune homme, un héros de la vie, un héros du mariage, par la qualité d'une œuvre au rythme irrésistible — qui fait penser aux danses hassidiques... — Il nous fait découvrir les vérités profondes, parfois douloureuses, qui sont celles de la mort et de la vie, de l'âme et d'ailleurs.

EDGAR REICHMANN.

★ AMOUR, TARDIF, d'inspiration Singer, nouvelles tradues de l'anglais par Paul Glawewski, « Nouveau roman cosmopolite »,

reçu d'un grand et délicate et
faire un grand honneur.

William Maxwell après l'en-
quête personnelle et la personnalité
personnelle se trouve surgir les
réalités et les motifs d'une
œuvre magicienne à l'exemple
d'autres. Le style accompli le
travail de deuil hétéroclite à la
œuvre.

Il y a dans ce roman une
culpabilité et la mémoire, la
réalité, au long du toxique, le
programme des Hemingway
et l'artiste dans Paris et une
œuvre : « Ce qui n'est écrit
une œuvre phrase vraie ».

SERGE KOSTER.

LE 15 DÉCEMBRE, William
Maxwell, Traduit de
par François Châtelet, Flammarion,
150 p., 10 F.

Le
LIVRE
de
POCHE

1 vol. * 99 s

Ingrid Bergman
Ma vie

Ces mémoires éclairaient la personnalité d'une femme qui n'a cessé jusqu'à son bout de célébrité et qu'on a finalement cessé de se battre contre une morale étiquette, contre l'injustice, contre la maladie.
1 vol. ***

V.S. NAIPAUL
GUERRILLEROS

Avec des personnages qui s'imposent par leur authenticité brutale, ce roman nous fait vivre la situation tragique d'une révolution tropicale. Les Indiens de la déclaration d'indépendance.
1 vol. **

VALÉRIE VALÈRE
Le pavillon des couleurs roses

Le témoignage implacable d'une enfant sur le monde des adultes. J'y ai passé deux ans, cellule, les voix/faces à face, un homme brisé, elle qui veut croire en la vie.
Ch. Rochford - "Le Monde".
1 vol. *

MICHAËL CRICHTON
JUNGLE

Un roman de serpilleries, des lasers, des personnages portatifs... les animaux, l'étrange monde de la jungle pour conquérir la suprématie technologique.
1 vol. *

ANAIN NIN
Les petits oiseaux

Suite et fin des textes critiques commencés EROTICA, long temps commencé en 1940, longtemps Juvénit mûre et sa sexualité particulièrement romanesque d'Anain Nin.
1 vol. **

Françoise XENAKIS
Elle lui dirait dans l'île

Il y a 10 ans qu'il est décédé dans l'île. Et puis, laissez-passer ses Dans une cellule, les voix/faces à face, un homme brisé, elle qui veut croire en la vie.
1 vol. *

FRUTTERO et LUCENTINI
La nuit du grand Boss

Une ville italienne grouillante, des personnages inoubliables, des années 80. Des collaborations Mafia, Police, Fiat, lettres, romans, drames... Un roman pétillant d'humour.
1 vol. ***

Michèle Pezzarin
Comme une fourmi cavalière

Rhoda s'enfuit un jour de sa tribu sur Noir, le cheval qu'elle a volé pour courir le monde à la rencontre de la vie, de son sexe, c'est la jeunesse qui jaillit sans parcourir la femme son combat.
1 vol. **

AGATHA CHRISTIE
L'heure zéro

Il ne semble pas qu'il y ait une seule visage au reflet ni l'honneur, ni le peur... le mobile de ce crime... l'argent... la haine... autre face...
1 vol. *

GARY JENNINGS
AZTECA
roman

La légende colorée et puissante d'une civilisation s'étalant pendant des siècles dans un isolement splendide. Un grand roman historique, riche de sa beauté, de sa violence... Médecine.
1 vol. ****

Bernard Lenteric
La nuit des enfants rois

L'ordinateur Fozzy découvre sept enfants-génies. Ensemble, ils acquièrent un pouvoir illimité à destruction... policiers, d'amour et un immense plaisir rempli de suspense et d'humour.
2 vol. ***

LES CHEVRES DE JAC LAURENCE
PEYREFITTE

La Justice entre les extrêmes. Plan de l'ouvrage : I. Le mal judiciaire - II. Justice des Justiciaires - III. Justice pour la justice - IV. Prévenir la justice - V. Régimer la violence - VI. La peine capitale.
1 vol. ***

ALAIN PARIS
LA FEMME FURDÉE

Au cours de la croisière musicale NARCISSUS, des hommes et des femmes glissent dans une passion, il en va de sa vie, de sa vie, de sa vie...
1 vol. ****

Alain Paris
LE COMMANDO DES SALOPARDS

Hilfer, de son bunker, l'ordre d'assassiner Goering. Un commando de renégats qui viennent du SS British Corps font alors vers... Le roman, fondé sur des faits authentiques.
1 vol. ****

chologique au profit d'un récit de **actualité**. Seul le style n'a pas changé qui adoucit l'ellipse et les tournures fulgurantes aux peintures d'un lyrisme baroque. Knut Hamsun, ce vagabond sauvage, s'ennuie et les hommes ni leur monde, mais où est le monde de petites et de grandes choses sans être ni tomber, un homme qui sort des rêves, un homme qui habite la terre.»

BERNARD GENIÈS.

★ **FRÈRES À LA FONTAINE**, de Knut Hamsun. Poèmes et nouvelles par Knut Hamsun. Calman-Lévy, 22 pages, 2 F.

"Henri Vincenot jette sur le Moyen Âge un regard si joyeux, si frais et si cru à docteur de tout ce qu'on a lu avant lui... Et c'est raconté entraînant... Il a toujours une manière savoureuse d'accrocher un détail, de trouver le ton juste, de planter le décor et de j'y installer la vie."

J.F. BAZIN / LES DEPECHEES

Roman-Denarii

[illegible]

« Mon abécédaire »

GALLIMARD *ntf*

Henri
Vincenot

Les
étoiles de
Compostelle

Le roman de Henri Vincenot, paru en 1934, est un roman de la vieillesse. Il est le fruit de sa longue expérience de la vie, de sa connaissance de la vieillesse, de sa connaissance de la vieillesse. Il est le fruit de sa longue expérience de la vie, de sa connaissance de la vieillesse, de sa connaissance de la vieillesse. Il est le fruit de sa longue expérience de la vie, de sa connaissance de la vieillesse, de sa connaissance de la vieillesse.

Roman-Découverte

« DES RHÉTORIQUES AUX LUMIÈRES » A SAINTES Regards sur le romantisme

COMMERÇANTS
PROFESSEURS
AGRICULTEURS
EMPLOYÉS
INSCRIVEZ-VOUS
ELECTORAUX

INFORMATIONS « SERVICES »

VIVRE A PARIS

BAGATELLE POUR SES ROSES

Tous les ans, le quatrième jeudi de juin, les membres du jury international du concours de roses de Bagatelle se réunissent dans la célèbre roseraie du Bois de Boulogne pour sélectionner et élire les plus belles créations de l'année. Il en est ainsi depuis 1908, date à laquelle Jules Gravereau, rosériste, institua ce prix en même temps qu'il fondait, grâce à sa sélection personnelle, ce merveilleux jardin.

Jun 1982 aura été une surprise: la médaille d'or verte des roses parfumées. Mais vraiment parfumées. A l'ancienne, merveilleusement, incroyablement. La rose la plus frappante qu'elle ne concernait que deux créations. C'est peu sur une centaine, mais on n'avait pas senti un tel parfum depuis plus de trente ans! La première, qui a fait l'unanimité du jury, a reçu la coupe spéciale du parfum et la médaille d'argent de Bagatelle (catégorie «Buissons-Massifs»). C'est une création française, «L'Éclaircie» de Meiland, tout à fait exceptionnelle. Elle réunit les qualités des roses modernes et des roses anciennes. Elle a une végétation robuste, allure élégante, magnifiques boutons en turban, grosses fleurs uniques sur tiges rigides, excellentes pour les bouquets. D'autre part, fleurs en forme de coupe, à tête plate, plus opulentes que celle rare qu'on trouve dans les roses anciennes, une rose foncée teintée d'indigo au cœur et d'argent à l'extérieur, exhalant le plus suave des parfums.

La deuxième coupe du parfum a été décernée à une création du rosériste allemand Tantau, un rose qui n'avait pas encore atteint un plein développement. D'autre part, elle propose de larges roses jaunes, très pleines, à pétales dentelés, prodigieusement parfumées. Le cas est si rare

pour une rose jaune dont le type, dans la nature, dégage au contraire une odeur désagréable (*rosa sulphurea*) qu'il lui a été accordé, en plus et exceptionnellement, le Grand prix de la Ville de Paris.

La médaille d'or de Bagatelle a récompensé la création du rosériste anglais Harkness, l'*Oreal Trophy* (catégorie Buissons-Massifs). Elle est étonnante par la légèreté de son feuillage et le pastel de ses fleurs orangées qui, elles, sont en plein épanouissement. Elle a obtenu l'argent d'argent pour sa beauté, son feuillage, ses fleurs, ses pétales, jaunes au centre, se foncent avec bonheur de rose à la périphérie, du plus léger, d'autant plus chaque fleur garde sa forme toujours fort élégante, sa bouton au développement total.

Enfin, Georges Delbard, rosier français, a obtenu la médaille pour un rosier florissant, *Adonis* (catégorie Buissons-Massifs) d'une couleur parfaite et d'un agréable rose intense et lumineux.

Ces roses ont été présentées au grand public, lors de leur apparition au jardin de Bagatelle.

Le parc de Bagatelle est ouvert tous les jours de 8 h 30 à 20 heures. Entrée: 2,20 F (3,90 F pendant l'exposition des roses).

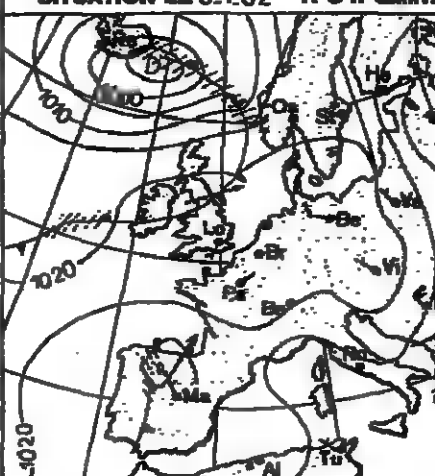
PARIS EN VISITES

SAMEDI 10 JUILLET

- « Châteaux de Fontainebleau », 11 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mlle Leclercq.
- « Hôtel de Lamoignon », 11 heures, 17, quai d'Anjou, Mlle Leclercq.
- « Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mlle Leclercq.
- « Crypte de Notre-Dame », 15 heures, 15, rue de Valenciennes (Caisse d'Allocations Familiales).
- « Enclos tragique de Picpus », 15 heures, 35, rue de Picpus (Approche de l'Art).
- « Maisons de Luxembourg », 15 heures, 20, rue de Tournai (Art et aspects de Paris).
- « Environnement quotidien en ville », 14 h 30, Centre Pompidou (L'Art pour Tous) (visite gratuite).
- « Autour de la rue de Bretagne et la rue de Valenciennes », 15 h 15, rue de Valenciennes, angle rue Debelleyme, 14 h 30.
- « Services 1939-45 », 15 heures, 15, rue de Valenciennes, M. Czorny.
- « L'École française », 15 heures, 23, quai Conti, Mlle Ragueneau.
- « Hôtel du Marais », 15 heures, 15, rue de Valenciennes, Mlle Ragueneau.
- « Saint-Paul, Saint-Louis (Cimetière de l'Est et d'Ailleurs) », 15 heures, 45, rue Raynouard, Mme Fernand.
- « Un après-midi chez M. Monet », 15 heures, porte de Saint-Cloud, devant Sainte-Jeanne des Châtaux, Mme Hager.
- « De Saint-Séverin à Saint-Jacques-Pierre », 15 heures, 15, rue de Valenciennes, Mlle Ragueneau.
- « L'ancienne France », 15 heures, 63, rue de Montcau (Histoire et Archéologie).
- « Naissance de l'écriture », 10 h 30, Grand Palais, M. Jastel.
- « Montmartre », 15 heures, 15, rue de Valenciennes, Mlle Ragueneau.
- « Saint-Denis, le carmel », 14 h 30, devant le basilique (la France et le passé).
- « Saint-Germain-des-Près », 15 heures, 15, rue de Valenciennes, Mlle Ragueneau.
- « Le Marais illuminé », 14 h 30, 15, rue de Valenciennes, Mlle Ragueneau.
- « L'Opéra », 14 h 30, 15, rue de Valenciennes, Mlle Ragueneau.
- « Le Parc de Bagatelle », 15 heures, 15, rue de Valenciennes, Mlle Ragueneau.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 8.7.82 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 9.7.82 DÉBUT DE MATINÉE

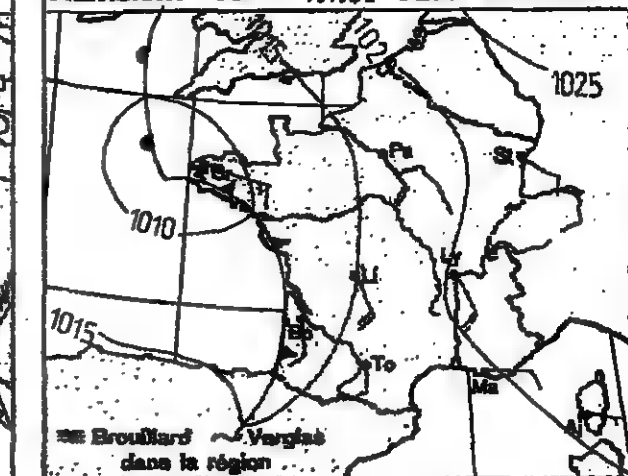
Les valeurs de pression qui, depuis plusieurs jours, protègent la France de l'entrée des perturbations, ont commencé à faiblir. Les vents de sud s'établiront peu à peu sur l'Europe occidentale. Le soir, les nuages français de l'Atlantique, et demain soir, toute la moitié ouest de notre pays. Dans l'après-midi et le soir, un temps nuageux et doux, avec quelques pluies.

Vendredi, le temps continuera d'être nuageux et doux, avec quelques pluies. Les températures maximales seront de 18 à 20 degrés sur la Lorraine, la Bourgogne, le Jura, l'Alsace, et de 15 à 18 degrés sur les Alpes et les régions méditerranéennes. Par contre, sur les régions de l'ouest, des Pyrénées à l'Atlantique, au Massif central et de Bassin parisien. Le temps se dégradera peu à peu, le ciel deviendra nuageux et doux, avec quelques pluies.

La pression atmosphérique redra au niveau de la mer était à Paris, le 8 juillet 1982, de 1 013,3 millibars, soit 760 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 juillet; le second, le minimum de la nuit du 7 au 8 juillet): Ajaccio, 28 et 19 degrés; Biarritz, 34 et 22; Bordeaux, 36 et 19; Bourges, 32 et 16; Brest, 22 et 13; Caen, 25 et 12; Cherbourg, 17 et 11; Clermont-

PRÉVISIONS POUR LE 9 JUILLET A 0 HEURE (G.M.T.)



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 juillet; le second, le minimum de la nuit du 7 au 8 juillet): Ajaccio, 28 et 19 degrés; Biarritz, 34 et 22; Bordeaux, 36 et 19; Bourges, 32 et 16; Brest, 22 et 13; Caen, 25 et 12; Cherbourg, 17 et 11; Clermont-

Le Caire, 30 et 19; Les Canaries, 25 et 20; Copenhague, 21 et 10; Dakar, 29 et 25; Djibouti, 30 et 22; Genève, 30 et 15; Jérusalem, 18 et 18; Londres, 24 et 17; Luxembourg, 23 et 14; Madrid, 21 et 11; Moscou, 25 et 11; Nairobi, 30 et 22; New-York, 31 et 22; Palma-de-Majorque, 28 et 20; Rome, 29 et 21; Stockholm, 20 et 10; Téhéran, 42 et 32; Tunis, 31 et 31.

Températures à l'étranger: Alger, 32 et 23 degrés; Amsterdam, 24 et 11; Athènes, 30 et 20; Berlin, 20 et 12; Bonn, 23 et 11; Bruxelles, 23 et 14;

loterie nationale

TRANCHE DES ROSES

TRANCHE	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER	TRANCHE	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER
1	01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100	200 000	6	01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100	200 000
2	01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100	200 000	7	01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100	200 000
3	01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100	200 000	8	01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100	200 000
4	01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100	200 000	9	01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100	200 000
5	01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100	200 000	0	01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100	200 000

PROCHAIN TIRAGE LE JEUDI 15 JUILLET 1982

TRANCHE DU 14 JUILLET 1982 (Pauze de 30 jours)

LOT 12 17 29 31 39 41

NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE 10

PROCHAIN TIRAGE LE JEUDI 15 JUILLET 1982 VALIDATION BILLET 13 JUILLET 1982

LEPESSE, 15, rue de Valenciennes, 75001 PARIS

ARLEQUIN

DU 10 JUILLET 1982

Les numéros à payer sont indiqués tous numéros compris pour un billet entier

9 Tous les billets terminés par 9 gagnent 70 F chez toutes les séries

55 Tous les billets terminés par 55 gagnent 550 F chez toutes les séries

234

613

7343

PROCHAIN ARLEQUIN LE 21 JUILLET 1982 - TIRAGE À 19 h 30

1982 - LOTERIE NATIONALE - TIRAGE DU 7 JUILLET 1982 - N° 42

COMMENT VA LA PRESSE?

POUR LE SAVOIR LISEZ CHAQUE MOIS PRESSE ACTUALITE

Chaque mois l'information sur la presse, la radio, la télévision.

Dans le numéro de juillet: L'AUDIOVISUEL EN ROSE: vrai changement ou symphonie harmonisée? Un an après, un premier bilan.

LA PRESSE DU CINÉMA, analysée titre par titre, les interviews de M. CIMENT, S. TOUBIANA, C. HAUSTRAITE.

LE DAUPHINE LIBRE: échec à HERSANT.

LA PRESSE INFORMATIQUE: le point avec Claude PUEL, président de l'UITP.

L'A.F.P. prépare l'an 2000: une interview de PDG, Henri TITMANT.

ATTENTION: PRESSE ACTUALITE EST EXCLUSIVEMENT DIFFUSÉE PAR ABONNEMENT.

BON DE COMMANDE

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Ville: _____

☐ Commande le N° de juillet, ci-joint F (timbres ou chèques).

☐ S'abonne pour 1 an ou 1 an d'accueil (10 F seulement) (chèque ou postal 11 volets).

☐ S'abonne pour 9 an (un an) ou 1 an d'accueil de 130 F seulement (chèque bancaire ou postal 11 volets).

Bulletin d'abonnement: PRESSE ACTUALITE, 5, rue Bayard 75393 Paris Cedex 08.

ON NE RIVALISE PAS AVEC UN TRAIN LANCE A 140 KM/H.

LA PREVENTION ROUTIERE.

SNCF

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

LA PREVENTION ROUTIERE.

URBANISME

AU TERME D'UN CONCOURS D'ARCHITECTURE

Un Centre international de la communication et deux ministères pour fermer le quartier de la Défense

çaise par un geste architectural comme la tour Eiffel avait marqué le premier centenaire », a dit M. Robert Lion, et de créer dans ce quartier d'affaires un lieu d'animation culturelle qui, par bien des aspects, fait penser à Beaubourg.

communications » en sa 10^{ème} édition en 1989, année de l'exposition universelle. Les architectes devront rendre leurs projets le 1^{er} mars 1983, le jury international (1) présidé par le président de la République quatre projets au mois d'avril suivant, les gagnants devront commencer à l'automne 1984 pour s'achever - si tout va bien - à la fin de 1987.

disposent d'une grande liberté de propositions », déclare M. Quilliot en précisant : « la perspective se démarque bien de la perspective monumentale — une cathédrale moderne — une recherche. Les structures matérielles ou immatérielles pourront donc vives sous le signe de l'Arc de Triomphe ; les immeubles de grande hauteur ne seront pas proscrits sous réserve du respect de l'ensemble d'utilisation. »

(1) Le jury est constitué — nous re-
tendons sa jury acceptation — au treize
membres : **Belgique** (Espagne), **Brésil** (France)
(Japon), **Canada** (Métier (U.S.A.)), **An-**
Grumbach (France), **Thurnauer** (France), **Bernard** (France), **personnalités** : **Tierno**
M= Huxtable, critique **Madrid**, **New-York Times**, **Mabdi**
Mandira, **Université** — **président**
Antoine, **Robert Lien**, **Le**
Général, **directeur** de l'administration
et de logement, **chargé** de
transfert des **M. François**
Lombard, **architecte**, **le**
conseiller technique **représentant**
l'Union internationale des architectes.

REPRODUCTION INTERDATE

immeubles	locaux commerciaux	viagers	terrains	fermettes	domaines	propriétés
16^e Prestaire vel pavill. Imm. R. + II. réserv. Très bon placement. Tél. 1 - 745-10-01.	Société étrangère cherchée. Espace commercial. Caux de 1000 à 2000 m ² . Grand stand avec parking de 100 m ² . 1 ^{er} ou Neuilly côté Bois. Téléph. : 747-12-01, P. 418.	Étude LODEL, 25, bd Voltaire, PARIS (11 ^e). Tél. : 555-61-68. Spécialité viagers. Expérience décennale, conseils.	LA RÉGIE IMMOBILIÈRE DE LA VILLE DE PARIS (R.I.V.P.) en vue de la réalisation	35 KM DE PARIS 200 m ² habitable Tout confort Tuyaux : 1.470 m ² m ² . Prix : 750.000 F.	SOLOGNE A vendre parties verticales de château avec ou sans bâtiments et étangs. Ecrire : HAVAS, Orléans, n° 2017778.	Achetez la seule propriété de château Sologne, Forêt HAVAS, Orléans, n° 2017077. A VERNON, 400.000 F Belle maison pierre, terrain en pente 9.420 m ² , vue d'ensemble sur 1000 m ² . Ecrire : HAVAS, Orléans, n° 2017778.

LA CHAPELLE EN SERVAL



Prêt conventionné allégé
La Capri prend en charge pendant 3 ans une partie de vos mensualités de remboursement.




À côté de La Chapelle de Servais, le nouveau terrain de l'Orée de Servais est situé sur un terrain bordé de bois centenaires. Les maisons sont de très grand standing, à 6 pièces allant de 144 m² à 174 m², chacune avec un jardin privatif.

Paris/Gare du Nord n'est qu'à vingt minutes par train depuis Orly. La ville est à trente minutes par l'autoroute du Nord*. Ser

Bureau de vente : Chemin du Port Saint-Jean 60250 La Chapelle
en Serval - Tél. : 16 (4) 454.66.35

Ouvert les lundi, jeudi
vendredi de 14 h à 19 h,
samedi de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h.



Pour recevoir  documentation "L'Orée de Serval", retournez ce coupon à :
Capri, 4, place Raoul-Dautry 75015 Paris. Tél. : 321.47.93.

Nom : _____
Adresse : _____
Tél privé : _____ Professionnel : _____

A côté ■ La Chapelle ■ Serval, ■ hameau


Paris/Gare du Nord n'est qu'à vingt minutes depuis Orly. La ville est à trente minutes par l'Auto-
 174 m², chacune d'un jardin privatif.

Bureau de vente : Chemin du Port Saint-Jean
en Serval - Tél. : 16 (4) 454.66.35

Ouvert les lundi, jeudi
vendredi de 14 h à 19 h,

samedi et dimanche de 11 h
à 13 h et de 14 h à 19 h.

OUR FAVORITE THE
BERRY COMBINATION

Pour recevoir  documentation L'Orée de Saône, découper et renvoyer ce coupon à :
Capri, 4, place Raoul-Dautry 75015 Paris. Tél. 01 47 27 40 00.
Nom : _____
Adresse : _____

Tél. privé : _____ Professionnel : _____

Le Monde

économie

CONJONCTURE

Le blocage des prix

LE MINISTÈRE DES FINANCES ENVISAGE QUELQUES ASSOULISSEMENTS

Le Comité national des prix devait se réunir vendredi 9 juillet à se prononcer sur les mesures envisagées par le gouvernement pour adapter le blocage des prix, et mieux l'adapter aux réalités. Quatre études, trois annexes, sont en cours d'élaboration.

● **La promotion.** - Le prix des produits serait plus bloqué jusqu'à épuisement du stock, mais une opération promotionnelle pourrait être mise en place pour le produit concerné, conservant jusqu'à fin octobre le prix qui était le sien avant la promotion.

● **Les matières premières.** - Les seuls qui pourraient sortir du blocage sont les métaux non ferreux, mais sans incidence sur les prix de détail : les prix de l'ensemble des métaux ne devraient pas se dégrader, la non-répercussion de la hausse donnerait aux consommateurs une légère baisse d'air.

● **Le blocage - client par client.** - oblige les fabricants à appliquer des prix très anciens à certains clients épisodiques. Il est envisagé de s'en tenir à la règle du tarif en vigueur le 11 juin pour plus de 100 clients, ce qui gommerait les cas aberrants.

● **Les agences de crédit.** - connaissent en revanche une restriction de la liberté d'elles-mêmes prises pour modifier certains tarifs (taux pour les pays à devises fortes (Etats-Unis, Allemagne) et essentiellement, les cas de modifications autorisées devenant ainsi fait exceptionnel.

Au total, l'économie et des finances, considère qu'il s'agit simplement de rares assouplissements de la gestion du blocage des prix, qui devront faire l'objet

d'arrêtés après l'avis du comité des prix.

Après un mois de blocage, la réunion de ce comité risque de refléter les tensions contradictoires de ses participants (organisations de consommateurs, syndicats, associations professionnelles).

Les représentants des consommateurs, qui plaident pour la fermeté, s'appuieront sur les relevés de prix pratiqués à la consommation nationale (INPC), à Paris et dans la région parisienne, sur environ 4 000 produits, dont le blocage est le 11 juin : 3 % des 3 500 produits alimentaires ont des hausses de 30 % en moyenne (et allant jusqu'à 90 %).

11 % des 1 021 appareils électroménagers ont subi des hausses allant jusqu'à 24 %.

Le communiqué du INPC, le fait d'un « nombre restreint d'enseignes ».

Les professionnels, de leur côté, protestent vigoureusement contre le blocage. Le Comité national du commerce, ainsi que le C.N.P.F. (le premier des syndicats professionnels), ont communiqué, le 24 juin, une lettre au président de M. Lemaire, qui préside le Comité des prix, ainsi que l'Association nationale des industries agro-alimentaires réclament « l'indispensable répercussion des hausses de matières premières ».

Les assouplissements pour les prix saisonniers (dont les tarifs des produits de la mer, qui ont varié depuis parfois un an), la suppression de la prise en compte de la hausse de la T.V.A. sur les droits spécifiques à certaines matières et enfin le fin du blocage des prix promotionnels, ainsi que du système « client par client ».

Il semblerait que les professionnels puissent contenir d'avoir à intervenir sur les deux points seulement.

Le C.N.J.A. propose de dévaluer le franc vert sans augmentation des prix garantis

Congrès exportations et blocage des prix : telle est l'ambition du Centre national des jeunes agriculteurs (C.N.J.A.).

Le syndicat propose un plan vendredi 9 juillet, lors de la phase de la conférence agricole à Matignon. Il s'agit de supprimer les pénalités négatives qui pénalisent les exportations. En France même, la dévaluation du franc vert ne serait pas répercutée sur les prix d'intervention, les prix interprofessionnels s'engageraient à des accords de modulation. La répercussion intégrale ne jouerait qu'à la date de blocage des prix.

M. Luc Guyon, président du C.N.J.A., a indiqué que son plan avait d'autant plus de chances de réussir que le prix de l'intervention est plus élevé, et cela d'autant plus que l'objectif proclamé du gouvernement est pour la période de dix-huit mois, à compter du 1^{er} juillet de cette année, de maintenir le pouvoir d'achat jusqu'à la fin de 1983 de s'en tenir au niveau de 1981.

Par ailleurs, le C.N.J.A. demande à la conférence annuelle de la production (déductibilité de la T.V.A. sur le carburant, suppression de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, diminution du prix du gaz sur les engrais) qu'un rendez-vous l'automne prochain.

LE MONDE
Petit ouvrage pour la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.
Vous y trouverez peut-être L'APPELLEMENT que vous recherchez

(Suite de la page une.)

Il comporterait la fixation d'un objectif de prix (on voudrait s'en tenir à 1 % pour l'année prochaine), et c'est la fonction de cet objectif que le partenaire serait invité à négocier la revalorisation des salaires et des traitements.

Le retour proclamé à la pratique contractuelle n'équivaudrait donc pas à un rétablissement de la loi de stipuler les parties intéressées. Les clauses de salaires devraient respecter les accords par le pouvoir. Celui-ci va essayer dans les semaines à venir de convaincre les syndicats et les patrons que le sort de l'entreprise de chaque entreprise dépend de la volonté de l'ensemble des travailleurs.

Les syndicats ont toujours refusé jusqu'à maintenant, et cela d'autant plus que l'objectif proclamé du gouvernement est pour la période de dix-huit mois, à compter du 1^{er} juillet de cette année, de maintenir le pouvoir d'achat jusqu'à la fin de 1983 de s'en tenir au niveau de 1981.

Le pouvoir d'achat d'achat (ce qui implique une progression plus vive pour les bas salaires, mais une certaine baisse de niveau de vie pour les rémunérations moyennes et hautes), les majorations étant calculées non pas sur la masse salariale mais, comme on dit dans le jargon, en niveau.

Le train des réformes
Le blocage semble avoir ramené la volonté de la loi Royer dans l'intention de permettre une reprise du développement des grandes surfaces. D'une telle politique, le gouvernement attend plusieurs choses. La première, bien sûr, est une certaine modulation des prix.

Entendant combiner cet objectif avec la reconquête du marché intérieur, le gouvernement préconise une formule qui, dans le droit fil de la tradition administrative française, est destinée à assurer la cohérence au sein formelle des différents politiques.

Le dirigisme

● **DISTRIBUTION.** - Il s'agit, en fait, de pousser la réforme de la loi Royer dans l'intention de permettre une reprise du développement des grandes surfaces.

D'une telle politique, le gouvernement attend plusieurs choses. La première, bien sûr, est une certaine modulation des prix. Entendant combiner cet objectif avec la reconquête du marché intérieur, le gouvernement préconise une formule qui, dans le droit fil de la tradition administrative française, est destinée à assurer la cohérence au sein formelle des différents politiques.

Il s'agit de favoriser les accords entre la promotion qui a été passée entre, d'une part, les producteurs s'engageant à faire les investissements nécessaires pour la fabrication en France de tel ou tel produit que les distributeurs, de leur côté, s'engagent à commercialiser à des prix raisonnables. On veut aussi accompagner la nouvelle politique de grandes surfaces d'une réévaluation des pratiques de prix d'appel, et d'une certaine modulation des écarts entre les prix de paiement et les prix de vente.

Pour consolider le petit commerce, on cherchera à l'associer à une nouvelle politique en encourageant, par exemple, la formation de groupements d'achats.

● **ÉPARGNE.** - L'idée de la part, inspirée du rapport Dauterme, est de détourner l'épargne des Français des placements liquides et des investissements immobiliers pour la canaliser en direction du système productif. Dès la fin de juillet, le gouvernement compte présenter un projet de loi sur le remplacement de l'avis de l'Etat par un autre système prévoyant des suggestions faites par le rapport en question : les fonds distribués seraient déduits de l'impôt sur les sociétés à concurrence de 10 %, le taux pouvant être porté à 100 % au cas où l'entreprise aurait procédé à des investissements ou aurait augmenté ses fonds propres. Il est possible aussi - ce point important n'est pas encore réglé - que la déduction à 100 % soit acquise en cas de cause, que soient remplies les conditions. La loi Monory devant expirer à la fin de l'année, le gouvernement propose aussi de modifier les solutions alternatives qui pourraient comporter la création de comptes d'épargne patrimoniale au lieu de comptes d'épargne industrielle, calculés sur les comptes d'épargne localement existants. Une suggestion du rapport Dauterme est la création d'un marché boursier très simplifié pour les P.M.E. Ils pourraient y introduire une fraction de leur capital (10 à 20 % par exemple), ce qui leur permettrait de bénéficier de l'avantage de la cotation boursière et de la prime de contrôle par d'autres groupes. Il est confirmé que le préfinancement obligatoire de 25 % des obligations, système favorable aux gros contributeurs, sera maintenu.

Une suggestion dangereuse
● **CREDIT.** - Simultanément, le gouvernement veut à l'été un certain nombre de modifications du crédit. Là, il s'agit de faire bénéficier plus largement l'industrie des circuits privilégiés qui profitent actuellement du logement. Le gouvernement veut aller jusqu'à supprimer les prix conventionnés en faveur d'un dernier pour créer d'autres procédures de prêt plus favorables à l'industrie. Le plus probable est que les circuits privilégiés à l'industrie s'ajoutent à ceux qui existent déjà (46 % des crédits distribués en France sont plus ou moins destinés à l'industrie d'après le rapport au marché).

Pour inciter les banques à développer les crédits à long terme à l'industrie pour les besoins de la production, le gouvernement veut à la disposition des banques des « capitaux à risque » - une expression que les socialistes préfèrent à celle de fonds propres - et capital-actions, - les experts de Matignon en ont fait l'ouverture d'un guichet spécialisé à la Banque de France.

Les banques commerciales, naturellement, on sait, la possibilité de récompter sans limitation les crédits à l'exportation. Il s'agit de leur donner des facilités en ce qui concerne les crédits à long terme qu'elles consentent aux entreprises industrielles. Cependant, le récompte de ces effets pourrait comporter un plafond annuel qui pourrait dans la première étape être de 15 milliards de francs (rapportons que le total de l'en-cours des crédits à l'exportation à moyen

terme dépasse aujourd'hui 75 milliards).

Le gouvernement ne semble pas convaincu du caractère éminemment inflationniste d'une telle procédure, au moins il pense qu'il lui suffirait, pour pallier un inconvénient, de réabsorber un volume de liquidités correspondantes par l'augmentation des réserves obligatoires. Depuis les longues années, le système de réserves obligatoires a été institué dans la plupart des pays. On a-on vu que le maniement de cet instrument d'intervention à la disposition des banques centrales a permis de juguler l'inflation ? On peut même se demander s'il n'est pas de nature à l'aggraver. En fait, de ce système, les banques sont tenues de constituer auprès de l'institut d'émission des dépôts représentatifs d'un certain pourcentage du montant total des crédits qu'elles distribuent, soit des dépôts qu'elles reçoivent elles-mêmes. Que se passe-t-il dans le cas où le pourcentage vient à être augmenté ? Les banques se tournent vers l'institut d'émission qui leur fournit les liquidités correspondantes, moyennant bien sûr le versement d'un intérêt.

Comme les réserves obligatoires ne rapportent rien aux banques, on peut dire que le système des réserves obligatoires a, en dernière analyse, pour conséquence pas un « épongeage » des liquidités existantes (puisque, comme on l'a vu, la banque centrale en fournit de nouvelles) mais un renchérissement du coût auquel les banques se procurent leurs emprunts.

Curieusement, le gouvernement est victime de l'illusion monétaire en pensant que combattre l'inflation consiste à ralentir la progression statistique de la quantité de monnaie mise à la disposition de l'économie.

Toute augmentation de l'endettement des banques commerciales vis-à-vis de l'institut d'émission ne rapporte rien aux banques, on peut dire que le système des réserves obligatoires a, en dernière analyse, pour conséquence pas un « épongeage » des liquidités existantes (puisque, comme on l'a vu, la banque centrale en fournit de nouvelles) mais un renchérissement du coût auquel les banques se procurent leurs emprunts.

En ce qui concerne la Sécurité sociale, c'est aujourd'hui l'intention du gouvernement de ne pas augmenter les cotisations d'ici la fin de l'année 1983. Le 16 avril dernier, M. Pierre Mauroy, en recevant le président du C.N.P.F., M. Yvon Gattaz, avait fait une promesse en lui donnant pour terme le 1^{er} juillet 1983. On prolongerait de ce fait le paiement des cotisations. Les cotisations seraient donc maintenues à leur niveau actuel pendant un an. En contrepartie, les cotisations seraient réduites de 10 % à la fin de l'année 1983. On prolongerait de ce fait le paiement des cotisations. Les cotisations seraient donc maintenues à leur niveau actuel pendant un an. En contrepartie, les cotisations seraient réduites de 10 % à la fin de l'année 1983. On prolongerait de ce fait le paiement des cotisations.

Le risque majeur que comporte la politique des cotisations sociales, c'est aujourd'hui l'intention du gouvernement de ne pas augmenter les cotisations d'ici la fin de l'année 1983. Le 16 avril dernier, M. Pierre Mauroy, en recevant le président du C.N.P.F., M. Yvon Gattaz, avait fait une promesse en lui donnant pour terme le 1^{er} juillet 1983. On prolongerait de ce fait le paiement des cotisations. Les cotisations seraient donc maintenues à leur niveau actuel pendant un an. En contrepartie, les cotisations seraient réduites de 10 % à la fin de l'année 1983. On prolongerait de ce fait le paiement des cotisations.

Le risque majeur que comporte la politique des cotisations sociales, c'est aujourd'hui l'intention du gouvernement de ne pas augmenter les cotisations d'ici la fin de l'année 1983. Le 16 avril dernier, M. Pierre Mauroy, en recevant le président du C.N.P.F., M. Yvon Gattaz, avait fait une promesse en lui donnant pour terme le 1^{er} juillet 1983. On prolongerait de ce fait le paiement des cotisations. Les cotisations seraient donc maintenues à leur niveau actuel pendant un an. En contrepartie, les cotisations seraient réduites de 10 % à la fin de l'année 1983. On prolongerait de ce fait le paiement des cotisations.

Le risque majeur que comporte la politique des cotisations sociales, c'est aujourd'hui l'intention du gouvernement de ne pas augmenter les cotisations d'ici la fin de l'année 1983. Le 16 avril dernier, M. Pierre Mauroy, en recevant le président du C.N.P.F., M. Yvon Gattaz, avait fait une promesse en lui donnant pour terme le 1^{er} juillet 1983. On prolongerait de ce fait le paiement des cotisations. Les cotisations seraient donc maintenues à leur niveau actuel pendant un an. En contrepartie, les cotisations seraient réduites de 10 % à la fin de l'année 1983. On prolongerait de ce fait le paiement des cotisations.

Le risque majeur que comporte la politique des cotisations sociales, c'est aujourd'hui l'intention du gouvernement de ne pas augmenter les cotisations d'ici la fin de l'année 1983. Le 16 avril dernier, M. Pierre Mauroy, en recevant le président du C.N.P.F., M. Yvon Gattaz, avait fait une promesse en lui donnant pour terme le 1^{er} juillet 1983. On prolongerait de ce fait le paiement des cotisations. Les cotisations seraient donc maintenues à leur niveau actuel pendant un an. En contrepartie, les cotisations seraient réduites de 10 % à la fin de l'année 1983. On prolongerait de ce fait le paiement des cotisations.

Le risque majeur que comporte la politique des cotisations sociales, c'est aujourd'hui l'intention du gouvernement de ne pas augmenter les cotisations d'ici la fin de l'année 1983. Le 16 avril dernier, M. Pierre Mauroy, en recevant le président du C.N.P.F., M. Yvon Gattaz, avait fait une promesse en lui donnant pour terme le 1^{er} juillet 1983. On prolongerait de ce fait le paiement des cotisations. Les cotisations seraient donc maintenues à leur niveau actuel pendant un an. En contrepartie, les cotisations seraient réduites de 10 % à la fin de l'année 1983. On prolongerait de ce fait le paiement des cotisations.

Le risque majeur que comporte la politique des cotisations sociales, c'est aujourd'hui l'intention du gouvernement de ne pas augmenter les cotisations d'ici la fin de l'année 1983. Le 16 avril dernier, M. Pierre Mauroy, en recevant le président du C.N.P.F., M. Yvon Gattaz, avait fait une promesse en lui donnant pour terme le 1^{er} juillet 1983. On prolongerait de ce fait le paiement des cotisations. Les cotisations seraient donc maintenues à leur niveau actuel pendant un an. En contrepartie, les cotisations seraient réduites de 10 % à la fin de l'année 1983. On prolongerait de ce fait le paiement des cotisations.

Le risque majeur que comporte la politique des cotisations sociales, c'est aujourd'hui l'intention du gouvernement de ne pas augmenter les cotisations d'ici la fin de l'année 1983. Le 16 avril dernier, M. Pierre Mauroy, en recevant le président du C.N.P.F., M. Yvon Gattaz, avait fait une promesse en lui donnant pour terme le 1^{er} juillet 1983. On prolongerait de ce fait le paiement des cotisations. Les cotisations seraient donc maintenues à leur niveau actuel pendant un an. En contrepartie, les cotisations seraient réduites de 10 % à la fin de l'année 1983. On prolongerait de ce fait le paiement des cotisations.

Le risque majeur que comporte la politique des cotisations sociales, c'est aujourd'hui l'intention du gouvernement de ne pas augmenter les cotisations d'ici la fin de l'année 1983. Le 16 avril dernier, M. Pierre Mauroy, en recevant le président du C.N.P.F., M. Yvon Gattaz, avait fait une promesse en lui donnant pour terme le 1^{er} juillet 1983. On prolongerait de ce fait le paiement des cotisations. Les cotisations seraient donc maintenues à leur niveau actuel pendant un an. En contrepartie, les cotisations seraient réduites de 10 % à la fin de l'année 1983. On prolongerait de ce fait le paiement des cotisations.

Le risque majeur que comporte la politique des cotisations sociales, c'est aujourd'hui l'intention du gouvernement de ne pas augmenter les cotisations d'ici la fin de l'année 1983. Le 16 avril dernier, M. Pierre Mauroy, en recevant le président du C.N.P.F., M. Yvon Gattaz, avait fait une promesse en lui donnant pour terme le 1^{er} juillet 1983. On prolongerait de ce fait le paiement des cotisations. Les cotisations seraient donc maintenues à leur niveau actuel pendant un an. En contrepartie, les cotisations seraient réduites de 10 % à la fin de l'année 1983. On prolongerait de ce fait le paiement des cotisations.

Le risque majeur que comporte la politique des cotisations sociales, c'est aujourd'hui l'intention du gouvernement de ne pas augmenter les cotisations d'ici la fin de l'année 1983. Le 16 avril dernier, M. Pierre Mauroy, en recevant le président du C.N.P.F., M. Yvon Gattaz, avait fait une promesse en lui donnant pour terme le 1^{er} juillet 1983. On prolongerait de ce fait le paiement des cotisations. Les cotisations seraient donc maintenues à leur niveau actuel pendant un an. En contrepartie, les cotisations seraient réduites de 10 % à la fin de l'année 1983. On prolongerait de ce fait le paiement des cotisations.

Mozart fait chanter les femmes

irez-vous cet été à Aix, à Glandebourne, ou Vaison-la-Romaine ? Ces 3 festivals bien d'autres montent des opéras Mozart. A cette occasion, Le Monde de la Musique analyse le rôle que Mozart a donné aux femmes dans ses opéras. Un rôle exceptionnel si l'on croit Barbara Hendricks, Christiane Ede-Pierre, Julia Varady qui témoignent de leur bonheur de chanter Così fan tutte, les Nozze di Figaro, ou la Flûte Enchantée. Mozart, premier et dernier féministe de l'histoire de l'art lyrique ?

Avant d'orienter vos enfants
Avers une carrière d'instrumentiste il vous faut savoir les débouchés, les filières, les pièges à éviter, les précautions à prendre...

Toutes ces informations sont dans Le Monde de la Musique de juillet/août avec la liste des conservatoires, les classes à horaires aménagés, les renseignements pratiques, les adresses utiles. Bref, c'est un dossier complet pour permettre aux parents de faire le meilleur choix.

Dans sa première interview française depuis son passage orageux à la tête de l'Orchestre National, Sergiu Celibidache : « Ils n'ont rien compris à la musique ».



Cet entretien exclusif permet au plus grand perfectionniste des chefs d'orchestre de méditer sur la philosophie de la musique de l'interprétation.

Autre grande figure au sommaire de ce mois-ci : Dimitri Chostakovitch. Méprisé par la plupart des spécialistes, ignoré du grand public, qualifié de « stalinien » et de « réactionnaire », ce compositeur soviétique n'est-il pas en réalité le Beethoven du 20^{ème} siècle ?

Côté danse. Le Monde de la Musique est allé regarder travailler 10 hommes en colère. Un chorégraphe, des danseurs, des comédiens, un musicien et un décorateur qui inventent une nouvelle forme de spectacle à Chateaufort.

Enfin, vous trouverez dans Le Monde de la Musique de juillet/août : un texte sur « psychanalyse et musique », cinquante ans de jazz à Kansas City, un reportage à la Jamaïque sur les rois du reggae, 50 disques commentés et étoilés et la liste complète des festivals de l'été.

Tout ce qui est important dans le monde de la musique est dans Le Monde de la Musique.

Le Monde de la Musique de Juillet/Août
15F chez votre marchand de journaux

Le Monde de la MUSIQUE

Télérama

Cerruti h



SOCIAL

Le scandale des ateliers clandestins

Dans le Val-de-Marne...

L'heure des grands départs en vacances, quand les banlieues se dépeuplent, les hommes entassés dans une tente montée sur une roulotte, sur un trottoir. Ils campent à l'extérieur de la rue Marc Seguin, dans un quartier de pavillons au bout de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne). Ils sont là depuis trente-quatre jours, depuis qu'ils ont cessé le travail à la S.A.R.L. M. de-chausse. C'est un atelier clandestin, supposé de la « confection connexion » qui s'est reconstruite en banlieue après son départ du Sentier. Tous de nationalité turque, comme le patron, M. M. Ils sont réfugiés politiques et aucun d'eux ne parle le français. C'étaient des employés de la S.A.R.L. M. de-chausse, pour un genre d'entreprise dont ils constituaient, une femme française d'origine algérienne, Mme Djamilia Ayad, la totalité de l'effectif. Employés depuis neuf mois pour les plus anciens, comme Sabatin Permerci, ils travaillaient tous les jours, dimanches comme jours fériés, abattant leurs quatorze heures quotidiennes pour un salaire théorique qui n'atteignait pas le S.M.I.C. Mais depuis quatre mois, tous les chèques qui leur ont été donnés étaient sans pro-

...et dans l'Oise

Personne à Silly-le-Long (Oise) n'a vu les clandestins. Ils sont les seuls à travailler autour du pavillon de Radovanovic, situé 7, Grande-Rue, juste au bord de la route le long de laquelle s'étire de part et d'autre ce village du Valois d'un demi-millier d'habitants, cette maison, semblable à beaucoup d'autres, abritait, en plus de ses propriétaires, huit travailleurs clandestins, quatre hommes et quatre femmes âgées de vingt à trente ans, tous Yougoslaves, qui vingt-quatre heures sur vingt-quatre, vivaient dans la sous-sol à l'abri des regards et de la lumière du jour. Dans des conditions de promiscuité à peine croyables, sur une soixantaine de mètres carrés, ces ouvriers fabriquaient des robes destinées à des grandes marques parisiennes.

Le premier en milieu rural

Pour chaque pièce dont le prix de vente au public varie de 800 F à 1 000 F, le salaire versé à l'ouvrier était de 10 F. Au rythme de seize à dix-huit heures par jour, ces ouvriers ne pouvaient tenir que quel-

● La C.S.L. perd la majorité absolue à l'usine Ciron. Saint-Ouen aux élections professionnelles des délégués du personnel dans le collège ouvrier. Cependant, contrairement à ce qui s'est passé aux élections d'Anlay et de Levallois, elle n'est toujours la C.G.T.

Inscrits : 1 027 ; votants : 911 ; exprimés : 876.

C.S.L. (42,8 %) et 60,9 % en 1981) ; C.G.T. (41,7 % et

sièges au lieu de 28,7 %). C.F.D.T. (9 % contre 11 % en 1981) ; C.F.T.C. (4,2 %, pas de candidat en 1981).

● L'INTEC : la C.G.T. précise que, lors des négociations le 5 juillet, les syndicats n'ont pas été unanimes pour soutenir le point de vue du C.N.P.F. qui refusait de maintenir l'INTEC en cas de coup de force. L'Etat, majorant unilatéralement les cotisations.

M. Franceschi annonce la création d'un comité national des retraités et des personnes âgées

Dressant le bilan, lundi 5 juillet, d'une année d'action de son ministère, M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées, a annoncé la prochaine création d'un comité national des retraités et des personnes âgées. Un projet de décret, en cours de signature, fixe la composition, les missions et les modalités de fonctionnement de cet organisme, qui sera composé en majorité de représentants des personnes âgées et des syndicats de retraités.

Au niveau régional, la représentation des personnes âgées se prévoie dans les comités économiques et sociaux régionaux, et au niveau départemental, dans des comités ad hoc. Un crédit global de 4 millions de francs sera affecté à leur fonctionnement. Les associations nationales de troisième âge, prévues pour 1983, auront droit à leur propre organisme permanent à tous les niveaux.

Il y a un an, a ajouté M. Franceschi, j'avais dit que les services jugés par les personnes âgées ne nous avaient fait. Pendant plus d'une heure et demie, le secrétaire d'Etat a énuméré les mesures prises depuis un an : les pensions du régime général, des régimes algériens et des régimes militaires ont progressé de 7,4 % au 1^{er} juillet, soit une hausse de 14,6 % en un an ; le minimum vieillesse a augmenté de 6,3 % au 1^{er} juillet, soit une hausse pour une personne seule, de 11 % en un an (un million de personnes âgées sont concernées) ; à partir du 1^{er} décembre - et non pas de cet été comme cela était initialement prévu - le taux des pensions de réversion sera calculé sur la base de 52 % de la pension principale et non plus de 50 % (un million de bénéficiaires) ; de même, les pensions de veuves qui ont pris leur retraite le 1^{er} janvier

Trafic perturbé à Air France et U.T.A.

La grève des hôtesses et stewards perturbe les services d'Air France (de ce jeudi au samedi 10 juillet inclus) et d'U.T.A. (de ce vendredi 7 jusqu'au vendredi 11 juillet). Des vols sont supprimés à Air France et les horaires modifiés à U.T.A.

Au cours d'une conférence de presse tenue le 7 juillet, Jean Chambon, secrétaire général du Syndicat national du personnel navigant commercial (S.N.P.N.C.), a rappelé les revendications des hôtesses et stewards : une diminution de la durée du travail comparable à celle qui a été accordée au personnel au sol des compagnies.

M. Chambon, hôtesses et stewards seront touchés par l'austérité au même titre que les autres salariés français. Il est scandaleux, a-t-il dit, que l'on considère comme les autres sur ce point, mais pas pour la durée du travail. M. Chambon précise, encore, que le salaire moyen - tous éléments confondus - de 80 % des hôtesses et stewards était de 9 000 francs par mois. Il regrette de ne pouvoir avoir de dialogue direct avec des représentants responsables des compagnies.

● Renseignements : Air France : 320-15-55 à Paris ou le service de réservation le plus proche de chez vous (pour Paris la région parisienne : 61-61) ; U.T.A. : 775-75-75, 776-41-52.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ hauc	+ baiss	Rep. + ou Dép. -		Rep. + ou Dép. -		Rep. + ou Dép. -	
\$ E.U.	6,965	6,975	- 80	- 45	- 170	- 180	- 460	- 340
S. can.	5,402	5,405	- 140	- 110	- 290	- 225	- 725	- 640
Yen (100)	2,099	2,099	+ 160	+ 180	+ 360	+ 365	+ 995	+ 1055
DM	2,770	2,770	+ 130	+ 140	+ 245	+ 280	+ 730	+ 790
Francs	2,515	2,517	+ 115	+ 130	+ 225	+ 255	+ 665	+ 720
F.R. (100)	14,513	14,523	- 115	- 35	- 245	- 15	- 880	- 450
S.É.	3,240	3,252	- 270	- 300	- 640	- 605	- 1,005	- 1,050
L. (1 000)	4,958	4,955	- 540	- 205	- 525	- 435	- 1,610	- 1,450
C.	11,915	11,920	+ 160	+ 225	+ 335	+ 485	+ 1,380	+ 1,520

TAUX DES EURO-MONNAIES

	15/16	8/16	8/11/16	9/1/16	9/7/8	9/1/4	9/1/8	9/1/2
SE-U	14/7/8	15/1/8	15/1/4	15/5/8	15/7/16	15/13/16	15/16	16/5/16
France	8/1/4	9/3/4	8/5/8	9/1/4	8/3/4	9/1/4	8/1/8	9/3/4
F.R. (100)	13/3/4	16/1/4	14/1/8	15/1/4	14/1/2	15/1/2	15/3/8	16/3/8
S.E.	23/8	3/1/8	4/3/8	4/9/16	4/7/16	4/13/16	5/1/16	5/15/16
L. (1 000)	17/3/4	20/1/4	19/1/4	20/1/2	19/1/2	20/7/8	20/5/8	21/3/4
F. francs	12/3/8	13/1/8	12/3/8	13/1/8	12/3/8	13/1/8	12/3/8	13/1/8
C.	14/3/4	15/1/4	14/1/4	15/1/8	14/3/4	15/3/8	16/1/2	17/3/8

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués par une grande banque de la place.

ÉTRANGER

En Argentine

Le gouvernement essaie de faire repartir l'économie

Correspondance

L'Argentine a décidé le 6 juillet une forte dévaluation du peso afin de sortir le pays de la crise. M. Dagnino Pastore, le nouveau ministre de l'économie, a appelé « un acte de décence sans précédent ». Si un double taux de change a été rétabli sur le marché commercial, qui s'applique aux importations et aux exportations, la monnaie nationale a été dévaluée de 27,4 % par rapport au dollar. Sur le marché financier, qui comprend toutes les autres transactions, elle a été dévaluée de 16 % par rapport à la devise américaine. (A.P.)

appartements et des voitures plutôt que de laisser fonder leurs économies. Cependant, il y a peu à attendre d'une reprise des investissements privés, compte tenu en particulier de l'incertitude qui règne sur l'évolution de la situation politique. Pour sa part, l'Etat peut difficilement lancer dans la réalisation de grands travaux au moment où le budget, M. Alemann avait tenté de tenir à peu près jusqu'au début de l'année, la guerre Malouines, connaît un nouveau dérapage (le déficit de finances publiques pour l'exercice 1982 devrait atteindre 4,50 % du P.I.B. contre 1,90 % prévu initialement).

Réajustement de la dette

Avec une dette extérieure supérieure à 25 milliards de dollars (dont 11 milliards empruntés par le secteur public), des déficits officiels de change qui dépassent à peine 3 milliards (dont 150 millions seulement en intérêts annuels dont le montant s'élève à 4,5 milliards de dollars, soit 40 % de la valeur des importations, la marge de manœuvre du ministre de l'économie est étroite. M. Dagnino Pastore a annoncé que son pays fera face à tous ses engagements vis-à-vis de l'extérieur (depuis début juin, seule l'Argentine honore la dette publique).

L'objectif du ministre est d'obtenir un équilibre commercial de l'ordre de 2 milliards de dollars grâce à l'accroissement des exportations et à la contraction des importations. Celles-ci, qui ont diminué de plus de 50 % au cours des cinq derniers mois, devraient être freinées à la fois par la dévaluation et le maintien des mesures de contrôle mises en place durant la crise des Malouines. De toute manière, l'Argentine devra obtenir un réajustement de sa dette extérieure, dont 23 milliards de dollars (amortissement et intérêts) viennent à échéance en 1982. Le ministre a précisé qu'elle serait une stratégie, mais ne peut penser qu'il réussira à négocier directement avec les banques privées, sans recourir à un accord du F.M.I. « stand-by » avec le Fonds monétaire international.

M. Dagnino Pastore a assuré qu'il garderait le contrôle de l'inflation. Après une dévaluation à partir du début de février, les prix ont repris en juin leur trajectoire ascendante, ayant augmenté d'environ 8 %. Le ministre a annoncé que les mesures de prix feraient désormais l'objet d'une concertation entre les pouvoirs publics et les entreprises. Il a précisé aussi que seules les firmes qui soumettront de nouveaux programmes de réduction de la production pourront bénéficier de taux d'intérêt bonifiés. Enfin, M. Dagnino Pastore a affirmé que la discipline budgétaire serait maintenue et l'expansion monétaire strictement contrôlée.

A l'exception des dispositions concernant le système financier, l'ensemble de ces mesures constituent beaucoup plus un programme de circonstance qu'un véritable plan s'attaquant aux problèmes de l'économie argentine. Elles visent avant tout à éviter que la « stagflation » ne s'aggrave, en essayant de faire repartir doucement la machine économique au milieu d'écueils de chômage et de déflation. Les partis politiques regroupés au sein du « multipartidario » et les organisations syndicales jugeront sans doute beaucoup de ces mesures de circonstance.

Certains même, comme les partisans de l'ex-président Arturo Frondizi, ont accusé M. Dagnino Pastore de « trahison ». Le nouveau ministre devra faire preuve de plus de conviction qu'il n'en a manifesté lundi à la dévaluation et d'une grande souplesse pour faire accepter l'ajustement de ses politiques. Le vernement du général Bignone est, en effet, beaucoup plus faible pour mettre en œuvre une politique économique qui n'aurait pas le soutien du parti radical et du mouvement péroniste. D'autant que la marine et l'aviation défendent aujourd'hui des intérêts économiques très proches de celles de la coalition multipartite.

Le succès du programme de M. Dagnino Pastore dépend en fait largement de la modération que montreront les dirigeants politiques et syndicaux. Ceux-ci ont en droit d'exiger une modification profonde et immédiate de la politique ultra-libérale depuis mars 1976, dont les résultats catastrophiques ont été soulignés par le ministre au cours de son allocution. Mais les plus lucides d'entre eux savent qu'une croissance durable ne sera pas possible sans un assainissement préalable de la situation financière extérieure et intérieure. La question est de savoir si le peuple argentin l'entendront de la même manière.

JACQUES DESPRÈS.

Cerruti habille l'exploit.



M. Wilander. R. Garros 82.

J. Connors. Wimbledon 82.



La ligne Cerruti 1881 Sport est en vente à la boutique Cerruti, 27 rue Royale, Paris.

AFFAIRES

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND NE PARAÎT PAS DÉCIDER À RENFLOUER A.E.G.-TELEFUNKEN

(De Bonn, correspondant.)
Bonn. — Rejetant les pressions des syndicats et du patronat, le chancelier Schmidt vient de confirmer que le gouvernement ne paraît pas décidé à subventionner directement A.E.G.-Telefunken. Le chancelier a déclaré que le gouvernement ne peut pas prendre une telle décision sans l'avis du Bundestag. Au cours d'une interview à la télévision allemande, le chancelier a déclaré que le gouvernement ne peut pas prendre une telle décision sans l'avis du Bundestag. Au cours d'une interview à la télévision allemande, le chancelier a déclaré que le gouvernement ne peut pas prendre une telle décision sans l'avis du Bundestag.

En clair, A.E.G. ne peut pas compter sur un soutien financier de l'État. Le chancelier a déclaré que le gouvernement ne peut pas prendre une telle décision sans l'avis du Bundestag. Au cours d'une interview à la télévision allemande, le chancelier a déclaré que le gouvernement ne peut pas prendre une telle décision sans l'avis du Bundestag.

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
Documentation gratuite : EDITIONS DES COURS D'ANGLAIS, 8, rue de Belfort - 75008 Paris

ON N'AFFRONTÉ PAS UN TRAIN DE 800 TONNES.

AU PASSAGE À NIVEAU, LE TRAIN D'ABORD.



LA PREVENTION ROUTIÈRE.

L'ÉTAT AUTRICHIEN POURRAIT RENFLOUER SEMPERIT

L'entreprise autrichienne Semperit, dixième fabricant mondial de pneumatiques, a vu son chiffre d'affaires de cette branche d'activité de 6 milliards de schillings (2,4 milliards de francs) au bord de la faillite. Le déficit pour 1981 a été de 1,2 milliard de schillings (490 millions de francs). L'État autrichien a proposé de renflouer Semperit, mais la décision est encore à prendre.

Les aides financières de l'État autrichien à Semperit sont de 600 millions de schillings (240 millions de francs). L'État autrichien a proposé de renflouer Semperit, mais la décision est encore à prendre.

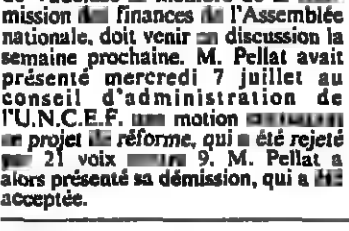
M. CLAUDE PELLAT, PRÉSIDENT DE L'UNION DES CAISSES D'ÉPARGNE A DONNÉ SA DÉMISSION

M. Claude Pellat, président de l'Union nationale des caisses d'épargne de France (U.N.C.E.F.), a donné sa démission. Il a été élu président de l'Union nationale des caisses d'épargne de France (U.N.C.E.F.) en 1976.

M. Pellat, âgé de cinquante-cinq ans, est originaire de la région de la Loire. Il a été élu président de l'Union nationale des caisses d'épargne de France (U.N.C.E.F.) en 1976.

ON N'AFFRONTÉ PAS UN TRAIN DE 800 TONNES.

AU PASSAGE À NIVEAU, LE TRAIN D'ABORD.



LA PREVENTION ROUTIÈRE.

ÉNERGIE

RÉUNIS À VIENNE

Les pays de l'OPEP devraient maintenir la limitation de leur production

M. Calderon Bertl, ministre du Venezuela, a menacé le 7 juillet à Vienne de rompre l'accord sur la production de pétrole si les pays de l'OPEP ne maintiennent pas la limitation de leur production. Il a déclaré que le Venezuela ne peut pas accepter une augmentation de la production de pétrole.

En l'absence d'une volonté politique, la production de pétrole continuera d'augmenter. Les pays de l'OPEP ont décidé de maintenir la limitation de leur production.

De notre envoyé spécial
Lar par baril - le double de ce qu'elle était auparavant - la marge bénéficiaire perçue par les compagnies qui produisent du pétrole brut.

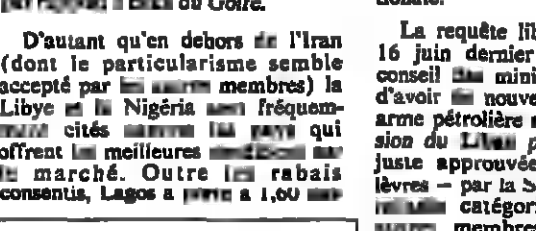
On comprend que l'Arabie Saoudite et les autres pays du Golfe jugent indispensable le relèvement des prix du pétrole. Mais la Libye, la Nigéria, la Libye et l'Algérie ont refusé de le faire.

Cette « guerre des prix » a été pour l'OPEP un succès. Les membres de l'OPEP ont obtenu une augmentation de la production de pétrole.

Il y a d'abord ceux qui ne respectent pas les plafonds qui leur avaient été imposés. Les membres de l'OPEP ont obtenu une augmentation de la production de pétrole.

ON N'AFFRONTÉ PAS UN TRAIN DE 800 TONNES.

AU PASSAGE À NIVEAU, LE TRAIN D'ABORD.



LA PREVENTION ROUTIÈRE.

barils par jour, le comité de surveillance du marché, mis en place au mois de mars, recommande de maintenir le « plafond » à 17,5 millions de barils par jour et rappelle à l'ordre les membres indisciplinés pour défendre les prix.

Cheikh Yamani ne dirigeait pas la délégation saoudienne. Il aurait fait savoir qu'il ne se déplaçait pas pendant le Ramadan. Une manière comme une autre d'éviter d'avoir à prononcer, comme pourrait le réclamer notamment la Libye - sur le recours à l'arme du pétrole en riposte à l'invasion israélienne du Liban.

En l'absence d'une volonté politique

De notre envoyé spécial
Lar par baril - le double de ce qu'elle était auparavant - la marge bénéficiaire perçue par les compagnies qui produisent du pétrole brut.

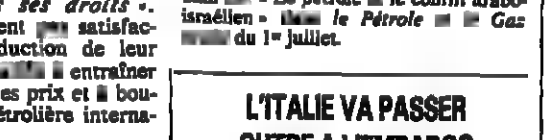
On comprend que l'Arabie Saoudite et les autres pays du Golfe jugent indispensable le relèvement des prix du pétrole. Mais la Libye, la Nigéria, la Libye et l'Algérie ont refusé de le faire.

Cette « guerre des prix » a été pour l'OPEP un succès. Les membres de l'OPEP ont obtenu une augmentation de la production de pétrole.

Il y a d'abord ceux qui ne respectent pas les plafonds qui leur avaient été imposés. Les membres de l'OPEP ont obtenu une augmentation de la production de pétrole.

ON N'AFFRONTÉ PAS UN TRAIN DE 800 TONNES.

AU PASSAGE À NIVEAU, LE TRAIN D'ABORD.



L'ITALIE VA PASSER OUTRE À L'EMBARGO AMÉRICAIN SUR LA FOURNITURE DE MATÉRIEL À L'U.R.S.S.

La firme Nuovo Pignone, filiale de l'entreprise publique italienne ENI, chargée de la fourniture de l'U.R.S.S. de turbines pour le gazoduc qui traverse la Sibérie à l'Europe, a honoré sa commande. C'est ce qu'a affirmé le 7 juillet, à Londres, le premier ministre italien, M. Spadolini.

Le Monde des PHILATÉLISTES

Le Monde des PHILATÉLISTES

Le Monde des PHILATÉLISTES

Le Monde des PHILATÉLISTES

Le Monde des PHILATÉLISTES

Le Monde des PHILATÉLISTES

Le Monde des PHILATÉLISTES

Le Monde des PHILATÉLISTES

Le Monde des PHILATÉLISTES

PRESSE

LA MANIFESTATION DU LIVRE C.G.T. AU SUJET DE LA VENTE DE « FRANCE-SOIR »

Plusieurs centaines de travailleurs du Livre ont manifesté dans la rue de Paris, mercredi 7 juillet, à l'appel du comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. Aux cris de « Hersant cède », les manifestants, rassemblés à Matignon, devaient écouter ensuite M. Roger Lanery, secrétaire général du comité intersyndical du Livre parisien, communication d'une résolution adressée à M. André Audinot, P.D.G. de la société Figaro, directeur de la publication, président du Syndicat de la presse parisienne, qui mène également pour M. Robert Hersant la négociation de la France-soir.

Le Livre C.G.T. refuse les conditions d'une vente qui laisserait à M. Hersant une influence prépondérante sur l'avenir même de l'entreprise. Cette nouvelle initiative de M. Hersant, souligne le Livre C.G.T., est une lumière la crise que traverse la presse écrite française, soumise quasi totalement à la puissance d'argent.

Les manifestants ont déposé leur résolution à Matignon et au ministère de la communication, ainsi qu'aux bureaux de Radio et de télévision.

L'ITALIEN EN ITALIE
L'ITALIEN EN ITALIE

BULICK
Jean Charles s.a.

ON NE SE MESURE PAS A UN TRAIN QUI A BESOIN DE 2 KM POUR S'ARRÊTER.



LA PREVENTION ROUTIÈRE.

LA PREVENTION ROUTIÈRE.

LA PREVENTION ROUTIÈRE.

LA PREVENTION ROUTIÈRE.

LA PREVENTION ROUTIÈRE.

LA PREVENTION ROUTIÈRE.

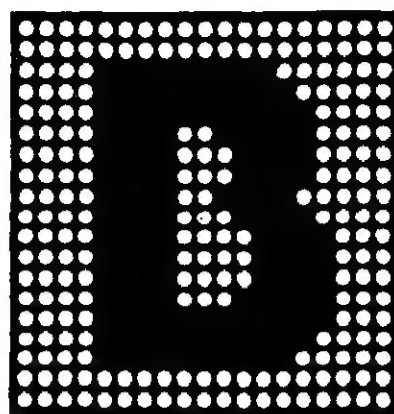
LA PREVENTION ROUTIÈRE.

LA PREVENTION ROUTIÈRE.

LA PREVENTION ROUTIÈRE.

LA PREVENTION ROUTIÈRE.

LA PREVENTION ROUTIÈRE.



BNP 1981

LA BNP EN MÉTROPOLE: UNE ACTIVITÉ SATISFAISANTE

Les ressources globales de la clientèle (171,6 milliards de francs à fin 1981) ont augmenté de 6,4%. Grâce à une politique incisive, la BNP a amélioré la structure de ses dépôts. Les comptes ordinaires à vue et les comptes sur livret ont ainsi progressé respectivement de 20,7% et 24,3% entre fin 1980 et fin 1981, alors que dans le même temps était enregistrée une inflexion notable des comptes de dépôts à terme (-14%) et des bons de caisse (-11,3%). Les crédits à la clientèle métropolitaine (171,4 milliards de francs à fin 1981) se sont accrus globalement de 17,8%; les crédits en devises enregistrent une forte progression alors que les crédits en francs subissent les effets de l'encadrement.

La BNP banque de conseil

La BNP a, en 1981, élargi la gamme de ses produits et ser-

vices: fonds commun de placements Natio-Fonds Placements, Sicav de trésorerie Natio-Epargne, implantation accélérée de guichets automatiques... et affirmé sa vocation de banque de conseil. Ainsi, les conseillers de la clientèle assurent aux particuliers une assistance permanente dans la gestion de leurs portefeuilles de valeurs mobilières.

L'appui au financement des entreprises

La BNP s'est encore affirmée comme l'une des premières banques des entreprises petites et moyennes. Elle a en particulier fait porter ses efforts sur le financement des investissements, le renforcement des quasi-fonds propres grâce aux prêts participatifs, la promotion de l'innovation, le soutien aux entreprises exportatrices et à la création d'entreprises. Les crédits aux grandes entreprises ont quant à eux fortement progressé (+30% pour l'ensemble et +70% pour les seuls crédits en devises).

L'évolution de l'économie mondiale en 1981 a été marquée par la poursuite de la crise, une hausse du dollar d'une ampleur sans précédent et une envolée des taux d'intérêt, ainsi que par un ralentissement de l'activité et la mise en œuvre de politiques d'ajustement contraignantes.

En France, l'inflation est restée forte, entraînant une nouvelle dégradation des comptes des entreprises; le coût social de la récession s'est traduit par une nouvelle hausse du nombre des demandeurs d'emploi et le déficit extérieur est demeuré élevé.

LA BNP DANS LE MONDE; PRÉSENCE ET DYNAMISME

Le réseau international de la BNP est l'un des tout premiers dans le monde par sa densité et sa diversité; ses bonnes performances en 1981 sont le résultat d'un effort soutenu, orienté d'une part vers la recherche constante d'une meilleure productivité, d'autre part vers la création sélective de nouvelles implantations et le renforcement d'installations existantes.

Plusieurs objectifs ont guidé cette action d'ensemble vers une efficacité accrue: la qualité, par une formation professionnelle poussée, la complémentarité des collaborateurs au sein des équipes, la rentabilité, par le perfectionnement permanent des méthodes de gestion, la coordination, par la prise de conscience encore plus affirmée de l'unité globale du groupe BNP.

Les concours au commerce extérieur

La BNP a consolidé son rang de première banque française à l'exportation et porté sa part dans l'encours global des financements des exporta-

tions à moyen et long terme de 18,61% à fin 1980 à 19,84% à fin 1981. Le département du commerce extérieur, bénéficiant de la densité des réseaux métropolitains et étrangers de la BNP a accru sensiblement le nombre des opérations dont la BNP est chef de file. Un important dispositif d'étude et d'assistance permet à la BNP de recourir aux techniques de financement les plus complexes et de disposer d'un instrument permanent d'aide à la décision lors des prises de risques.

La BNP première banque française sur le marché international des capitaux

La BNP a maintenu sa politique sélective dans le choix des opérations auxquelles elle participe: en 1981, 69 euro-crédits, dont 27 comme chef de file, et 235 émissions d'euro-obligations, dont 116 comme chef de file.

RÉSULTATS

La BNP a réalisé pour l'exercice 1981 un bénéfice net de 591,4 millions de francs, contre 603,5 millions en 1980. Les résultats nets de l'activité en métropole enregistrent une diminution plus marquée (335,3 millions en 1981 contre 429,8 millions en 1980) du fait d'importantes provisions pour créances douteuses, conséquence de la crise économique actuelle, et d'un accroissement de 71% des impôts et taxes. En revanche, les résultats nets réalisés hors métropole sont en progression de plus de 47%.

Le bénéfice net consolidé s'établit à 1 169 millions de francs pour l'exercice 1981 (contre 898 millions en 1980) et représente près du double de celui de la BNP maison-mère.

BILAN

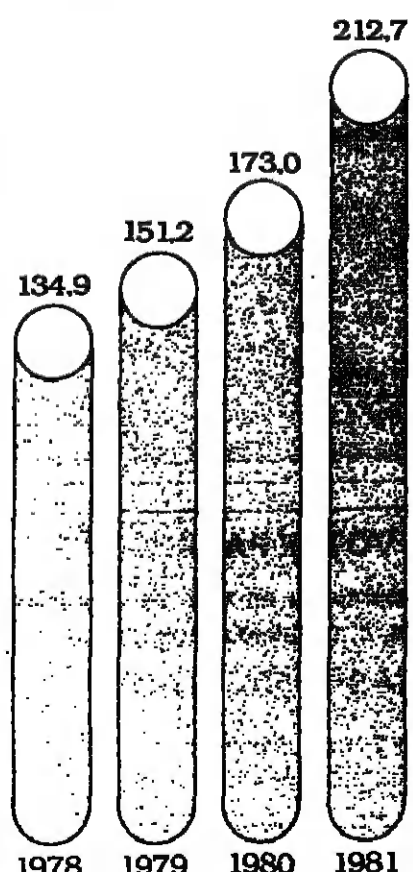
Le total du bilan de la BNP au 31 décembre 1981 s'élève à 551,9 milliards de francs, contre 452,7 milliards au 31 décembre 1980, soit une progression de 21,9%. Avant répartition du bénéfice, les capitaux permanents atteignent 19,2 milliards de francs, contre 12,2 à fin 1980; cette augmentation est due essentiellement aux emprunts obligataires en francs et en devises qui passent de 6,9 milliards à fin 1980 à près de 13 milliards à fin 1981. Les fonds propres se montent à 5,5 milliards de francs. Le total du bilan consolidé s'élève à 613 milliards de francs au 31 décembre 1981, en progression de 25%. Il est supérieur de 11,1% au total du bilan BNP. Les capitaux permanents du groupe atteignent 22,3 milliards, dont 8,5 milliards de situation nette.

Bilan consolidé

Actif		en millions de francs		Passif	
31.12 1980	31.12 1981			31.12 1980	31.12 1981
15717	17689	Caisse, instituts d'émission, Trésor public, comptes courants postaux		29138	32737
155158	199390	Banques, organismes et éta financiers		136653	200527
64674	69708	Bons du Trésor, valeurs en pension ou achetées ferme ou vendues ferme		48338	55153
192376	242041	Clientèle		207955	234684
43452	61292	Autres comptes		51910	67939
9688	13835	Titres de placement et d'investissements		-	-
5567	6703	Investissements		-	-
1998	2714	Opérations en crédit-bail		-	-
-	-	Obligations		7745	13841
-	-	Emprunts participatifs		12	28
-	99	Fonds propres		5981	7393
-	-	Bénéfice de l'exercice		898	1169
488630	613471	Total du bilan		488630	613471

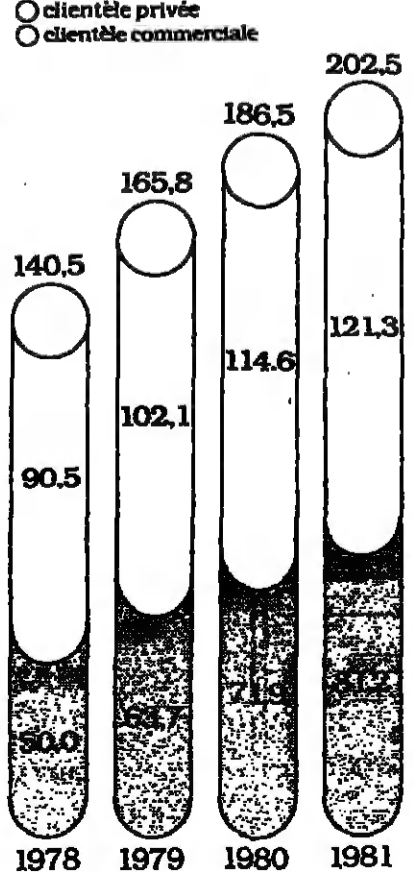
Crédits à la clientèle

En milliards de francs
Fin d'année



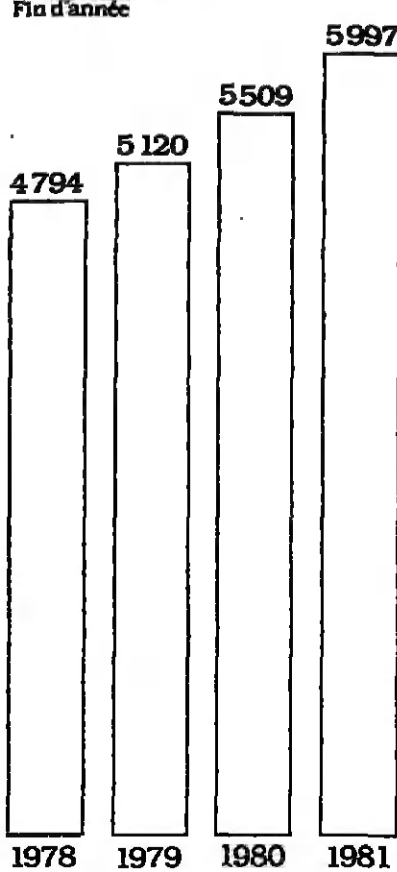
Ressources clientèle

En milliards de francs
Fin d'année



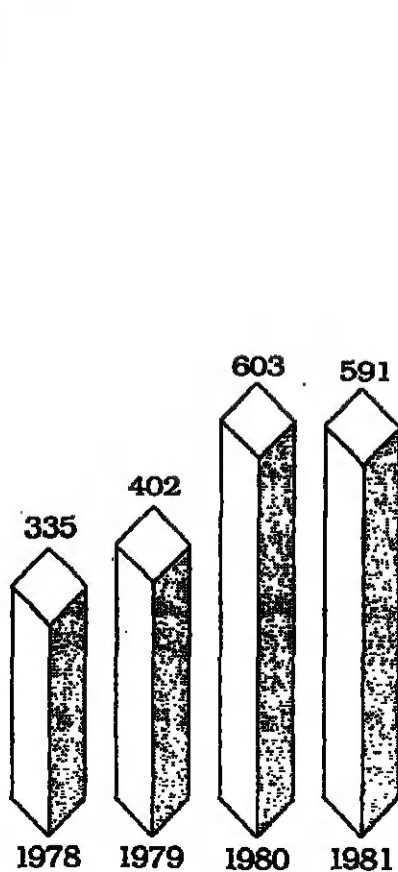
Fonds propres

Après répartition du bénéfice et inclus provision pour investissement
en millions de francs
Fin d'année



Bénéfice BNP

En millions de francs



Bénéfice net consolidé

En millions de francs

